

---

## **La politique étrangère des États-Unis à l'égard de l'Amérique latine. La reprise des relations diplomatiques avec Cuba marque-t-elle un renouveau vis-à-vis du sous-continent ?**

**Auteur :** Jacquemin, Pierre

**Promoteur(s) :** Wintgens, Sophie

**Faculté :** Faculté de Droit, de Science Politique et de Criminologie

**Diplôme :** Master en sciences politiques, orientation générale, à finalité spécialisée en relations internationales

**Année académique :** 2015-2016

**URI/URL :** <http://hdl.handle.net/2268.2/1286>

---

*Avertissement à l'attention des usagers :*

*Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.*

*Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.*

---

**La politique étrangère des États-Unis à l'égard de l'Amérique latine. La reprise des relations diplomatiques avec Cuba marque-t-elle un renouveau vis-à-vis du sous-continent ?**

Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de Master en sciences politiques, orientation générale à finalité spécialisée en relations internationales



Mme. Sophie WINTGENS, *Promotrice*  
M. Jérôme JAMIN, *Lecteur*  
M. Sebastian SANTANDER, *Lecteur*

Pierre JACQUEMIN

## Table des matières :

**Introduction..... p.3**

**Méthodologie ..... p.4**

**Partie 1 : Politique étrangère des États-Unis en Amérique latine ..... p.5**

### **Section 1 : Cadre théorique**

- 1.1 Caractéristiques de la notion de politique étrangère .....p.5
- 1.2 Les composantes de la puissance d'un État .....p.8
- 1.3 Le régionalisme sur la scène internationale .....p.11

### **Section 2 : Projection des États-Unis sur la scène latino-américaine**

- 2.1 D'un statut d'hégémon.....p.12
- 2.2 ...à une plus forte autonomie de la région .....p.15
- 2.3 Les organisations régionales en contradiction avec les États-Unis.....p.19
- 2.4 Reprise plus accrue des relations avec l'Amérique latine, une volonté d'évincer des concurrents dans l'arrière-cour américaine ?.....p.24

**Partie 2 : Cas des relations cubano-américaines..... p.27**

### **Section 3 : Une normalisation totale envisageable à long-terme ?**

- 3.1 Les deux États peuvent-ils dépasser leurs facteurs initiaux de discorde ? .....p.28
- 3.2 L'implantation du régime castriste comme frein à la normalisation ?.....p.34
- 3.3 Un système d'alliances régionales et internationales pour résister aux pressions américaines.....p.37
- 3.4 Les dissidents et mouvements civiques cubains : alliés pour les États- Unis ? ..p.40
- 3.5 Les États-Unis et la stratégie de diffusion des valeurs démocratiques à travers les médias .....p.43

### **Section 4 : Élection de Barack Obama : un dénouement décisif ?**

- 4.1 Politique étrangère du président Obama .....p.45
- 4.2 Facteurs structurels de rapprochement.....p.48
- 4.3 Facteurs conjoncturels de rapprochement.....p.51
- 4.4 Quels intérêts se cachent derrière cette réconciliation ? .....p.55

**Conclusion..... p.59**

**Bibliographie ..... p.62**

**Annexes ..... p.67**

*En préambule de ce travail, ces quelques lignes sont rédigées dans l'intention de remercier les personnes qui ont contribué à la réalisation de ce mémoire.*

*Merci à Madame Wintgens pour ses conseils judicieux et indispensables, dispensés dans le cadre du travail de fin de bachelier en science politique et du présent mémoire.*

*Merci à Monsieur Santander pour ses conseils avisés prodigués lors des différentes permanences.*

*Merci à Madame Moreno-Sainz, spécialiste de la géopolitique de l'Amérique latine, pour ses précieux conseils et ses réponses à un questionnaire exploratoire.*

*Merci à ma famille pour son soutien durant ces cinq années passées à la Faculté de Droit, de Science Politique et de Criminologie et pour l'attention portée à ce travail.*

## Introduction

« *Todos somos Americanos* », voici ce qu'a déclaré publiquement le président américain Barack Obama le 17 décembre 2014<sup>1</sup>. Ces paroles étaient inscrites dans le cadre d'un discours à propos de l'île de Cuba et la volonté du dirigeant américain de normaliser les relations avec le régime cubain de Raul Castro. 53 ans après la rupture des relations diplomatiques entre les deux États, chaque gouvernement a annoncé un agenda de négociations pour une normalisation progressive des relations bilatérales. Barack Obama a déclaré : « *Through these changes, we intend to create more opportunities for the American and Cuban people, and begin a new chapter among the nations of the Americas. After all, these fifty years have shown that isolation has not worked. It's time for a new approach. [...] To the Cuban people, America extends a hand of friendship* »<sup>2</sup>. Souhaitant ouvrir un « nouveau chapitre entre les Nations américaines », il est nécessaire d'analyser l'état des relations entre l'Amérique latine et les États-Unis. Ces derniers ont toujours considéré le sous-continent comme une arrière-cour et un terrain d'influence. Cependant, ils n'ont pas hésité à délaissier à plusieurs reprises cette région qui leur est chère, pour des considérations d'intérêt national. Ce changement annoncé par le président américain suscite ainsi de nombreuses interrogations et il est difficile d'imaginer les États-Unis comme totalement désintéressés, souhaitant simplement réinstaurer une relation plus aboutie avec Cuba.

Dans le cadre de la présente analyse, par souci de temporalité, l'analyse des relations entre les États-Unis, l'Amérique latine et Cuba prend comme point d'appui le début de la guerre froide. L'arrivée du régime castriste constituant le point d'ancrage de la réflexion. Pour ce faire, l'analyse comprend deux parties spécifiques réparties en quatre sections.

La première partie se préoccupe directement de la politique étrangère des États-Unis en Amérique latine. Avant toute analyse, la première section consiste en des explications théoriques sur les principaux concepts abordés lors de ce travail, à savoir la politique étrangère, la notion de puissance et le régionalisme. Ensuite, la deuxième section, se concentre sur la projection des américains sur la scène latino-américaine. Celle-ci présente les différentes périodes historiques des relations tout en expliquant pourquoi il est intéressant pour Barack Obama et les États-Unis d'ouvrir ce nouveau chapitre.

La seconde partie de ce travail est une étude de cas sur les relations entre la Havane et Washington. La reprise des négociations avec Cuba n'est pas anodine et il est primordial de définir les facteurs qui ont poussé les deux États à amorcer un rapprochement. Ainsi, la troisième section pose la question de la pérennité de cette normalisation.

---

<sup>1</sup> *La Maison Blanche*, Discours de Barack Obama: *Charting a New Course of Era*, 17 décembre 2014: <http://www.whitehouse.gov/issues/foreign-policy/cuba> consulté le 10 avril 2015

<sup>2</sup> Ibid.

Dans cette optique, il s'agit d'analyser les facteurs initiaux de discorde, d'établir une corrélation entre le régime castriste et ses dissidents et de s'intéresser aux alliances cubaines actuelles. Enfin, la quatrième et dernière partie est consacrée à l'arrivée de Barack Obama à la présidence américaine. Ce dernier, vecteur des souhaits de normalisation, a réussi à rétablir le dialogue, souvent clos par les deux parties.

Derrière cette volonté de nouveau chapitre interaméricain, il est dès lors pertinent d'analyser la politique étrangère des États-Unis à l'égard de l'Amérique latine. Ainsi, la reprise des relations diplomatiques avec Cuba marque-t-elle un renouveau vis-à-vis du sous-continent ?

## **Méthodologie**

Le présent travail est principalement construit via des données scientifiques sur la thématique proprement dite. L'utilisation des différentes approches théoriques, à savoir les notions de politique étrangère, puissance et régionalisme, servent à justifier les propos établis lors de l'étude de cas. Ces approches sont également mises en lien avec la réalité du terrain, et ce, afin d'analyser les différentes dimensions de politique étrangère présentes dans ce travail. Les différents ouvrages et articles scientifiques utilisés permettent d'illustrer les propos et de justifier des choix personnels. Ils donnent également la possibilité de recueillir des données pertinentes consolidant une approche théorique nécessaire pour comprendre les bases de la politique étrangère américaine dans l'hémisphère sud du continent.

Ce travail ne repose pas uniquement sur des données théoriques. Il consiste également en une étude empirique des différents faits ayant marqués la projection des États-Unis en Amérique latine. Dans cette optique, il présente une étude des différents discours donnés par les principaux protagonistes du rapprochement entre américains et cubains. Pour pouvoir se faire une idée de la véracité des propos et de l'éventuelle concrétisation de ceux-ci, une étude de la presse américaine et internationale est réalisée. Par étude de presse, il s'agit principalement d'articles qui permettent d'aborder la question via une autre approche que les considérations académiques des articles scientifiques. Aucun chapitre n'est réservé à l'analyse de la presse mais celle-ci est mobilisée dans l'ensemble du travail. La sélection des articles ne s'est pas faite via un angle précis mais en raison de leur pertinence et de la renommée de l'organisme de presse. Enfin, les réponses à un questionnaire exploratoire envoyé à Madame Maria Moreno-Sainz, spécialiste de la géopolitique des États-Unis et de l'Amérique latine, permettent d'éclairer les propos et de justifier le choix de certaines analyses.

# **Partie 1 : la politique étrangère des États-Unis en Amérique latine**

## **Section 1 : cadre théorique**

### **1.1 Caractéristiques de la notion de politique étrangère**

Le présent travail analysant la politique étrangère des États-Unis, nous devons préalablement conceptualiser cette notion et en définir les contours. La politique étrangère est une notion protéiforme recoupant différentes réalités et variant sensiblement en fonction des facteurs conjoncturels et des facteurs de politique interne. Il n'existe ainsi pas de définition unique de la politique étrangère, il s'agit d'un concept évolutif. James Rosenau la définit *comme un processus, une dynamique destinée, comme toute politique, à réaliser au mieux des objectifs de l'État au sein du système international*<sup>3</sup>. Elle concerne l'établissement des orientations, des objectifs que tout État donne à son action à l'étranger en même temps que la définition des stratégies à appliquer pour assurer la défense des intérêts de l'État au sein du système international<sup>4</sup>. Ainsi, la politique étrangère comprend deux natures. D'un côté, elle se forme au niveau interne et d'un autre côté, elle s'exécute à l'extérieur.

De cette façon, la politique étrangère est directement reliée à la notion d'intérêt national. Ce dernier est omniprésent pour façonner une politique étrangère pertinente et permettre la symbiose entre les deux natures. L'intérêt national est également variable, il évolue en fonction des activités auxquelles s'adonne l'État et en fonction de *l'environnement international mouvant dans lequel il a à exercer son action*<sup>5</sup>. Il vise à exercer une influence sur la scène internationale et complète la notion de puissance d'un État (supra). En effet, la capacité qu'un État détient pour influencer sur le système international est un facteur de puissance. Si un État parvient à mettre en œuvre une politique étrangère en harmonie avec son intérêt national et à s'insérer dans des coalitions favorables, il peut influencer sur le processus décisionnel et résister aux pressions d'autres États.

La temporalité occupe également une place majeure dans l'analyse de la politique étrangère. Cette dernière tend à exprimer l'image qu'un État veut donner sur la scène internationale, une identité qu'il souhaite affirmer. Cette image est susceptible de varier en fonction du contexte historique ou de l'évolution conjoncturelle du système international. Ainsi, on ne parle pas réellement de « hiérarchie fixe » dans les objectifs stratégiques des gouvernements mais plutôt de « priorités ». Il n'y a pas d'objectif qui reste au sommet des préoccupations de l'État indéfiniment. Certes, la défense des États et le respect de leurs souverainetés ont souvent occupé le sommet de la pyramide, mais la scène internationale évolue en permanence.

---

<sup>3</sup> BENTO BEJA, J. et ROOSENS, C., « Définition et repères » dans ROOSENS, C., ROSOUX, V. et WILDE d'ESTMAEL, T., « La politique étrangère : le modèle classique à l'épreuve », Peter Lang, 2004, p.25.

<sup>4</sup> Ibid.

<sup>5</sup> BENTO BEJA, J. et ROOSENS, C., (2004), Op.cit., p.26

De nouvelles thématiques sont apparues progressivement au sommet de l'agenda : promotion des droits de l'homme, croissance économique, organisations internationales, prestige de l'État, ... Par exemple, en ce qui concerne les États-Unis, la promotion de la démocratie et la volonté de la diffuser à travers le monde a souvent occupé la plupart des diplomates et responsables de politique étrangère. Cependant, il s'agit bien d'une priorité et non d'une hiérarchie fixe, les crises économiques internationales pouvant, par exemple, reprendre le dessus à certaines occasions.

L'articulation entre la politique étrangère et la politique intérieure démontre toute la complexité de cette notion et permet souvent d'expliquer les blocages dans certains forums de négociations. Avec la mondialisation et la progressive multilatéralisation des relations internationales, la politique étrangère *ne peut plus être considérée comme se résumant à la réaction de l'État aux pressions internationales*<sup>6</sup>. En effet, les objectifs internes tendent à définir son élaboration. *Pour expliquer la politique étrangère d'un État en question, il est impératif et primordial de prendre en compte les facteurs internes, le régime politique, l'économie nationale, les acteurs sociaux et individuels internes, les facteurs de la « domestic politics » en particulier*<sup>7</sup>. Le domaine de la diplomatie n'est pas d'une visibilité criante comme les sommets internationaux et les négociations sont souvent tenues dans le secret. Comme l'expliquent Bento Beja et Roosens, *la négociation doit souvent, elle-même, demeurer secrète si l'on veut qu'elle aboutisse*<sup>8</sup>. Nous verrons par la suite l'importance de cette dimension dans le cadre du rapprochement entre américains et cubains.

### ***Politique étrangère des États-Unis***

Comme expliqué ci-dessus, il n'existe pas de définition inéluctable de la politique étrangère. La seule possibilité est d'en établir les contours principaux en fonction de la période étudiée. Ainsi, définir la politique étrangère des États-Unis n'est pas chose aisée. Chaque président a été influencé par divers facteurs, que ce soit son administration, son prédécesseur, l'opinion publique, la conjoncture de la scène internationale, etc. Cette notion protéiforme rend impossible la définition d'une politique étrangère des États-Unis. Toutefois, certains principes sont restés ancrés et peuvent donner des clés d'analyse.

La théorie élaborée par Murielle Laporte pourrait s'appliquer pour décrire la politique étrangère américaine. En effet, celle-ci stipule que *la politique étrangère est traditionnellement caractérisée par une double ambivalence entre idéalisme et réalisme d'une part, entre*

---

<sup>6</sup> BENTO BEJA, J. et ROOSENS, C., (2004), Op.cit., p.29.

<sup>7</sup> TELO, M., « *Relations internationales. Une perspective européenne* », Editions de l'Université de Bruxelles, Institut d'études européennes (IEE), troisième édition revue et augmentée, 2013, p.142.

<sup>8</sup> BENTO BEJA, J. et ROOSENS, C., (2004), Op.cit., p.31.

*isolationnisme et interventionnisme d'autre part*<sup>9</sup>. Il y a donc une oscillation permanente entre ces différentes dimensions. Le cœur de la politique étrangère des États-Unis est l'intérêt national. Pour ce pays, les trois principales dynamiques concernent *la sécurité nationale, la perpétuation des valeurs américaines telles que la liberté, l'égalité et la démocratie et enfin la promotion du bien-être économique*<sup>10</sup>. L'importance de ces trois dynamiques fluctue en fonction du temps et des transformations au sein de la scène domestique. Si on reprend l'idée d'une double ambivalence, on peut observer un retrait ou une suractivité des américains sur la scène internationale. Selon la conjoncture, le pays peut préférer le bien-être économique de son marché interne par rapport au coût de la promotion de la démocratie au niveau international.

Seulement, parler de réalisme et d'idéalisme n'est pas suffisant. Bien que le réalisme prône la logique de puissance et l'idéalisme des principes démocratiques, ces deux dimensions seules ne peuvent expliquer la politique étrangère des États-Unis. À ces théories doivent s'ajouter l'institutionnalisme international, valorisant les institutions comme facteur de paix, ainsi que le libéralisme économique, considéré comme vecteur de prospérité. Un tableau réalisé par Bruce W. Jentleson démontre bien la multimodalité de la politique étrangère américaine<sup>11</sup>.

<b>Intérêt national</b>	<b>Théorie de relations internationales</b>	<b>Conception du système international</b>	<b>Types de politique étrangère</b>
Pouvoir	Réalisme	Compétition pour le pouvoir	Coercition
Paix	Institutionnalisme international	Ordre mondial	Diplomatie
Prospérité	Libéralisme économique	Capitalisme mondial	Economique
Principes démocratiques	Idéalisme démocratique	Démocratie mondiale	Politique

La politique étrangère américaine est modulable. Un président peut combiner la promotion de la démocratie sur la scène internationale dans une optique pacifique. Il s'agit de la théorie de l'institutionnalisme international qui rejoindrait l'idéalisme démocratique, faisant la promotion de la démocratie au sein de l'Organisation des Nations-Unies (ONU). Si on prend l'image de Georges W. Bush, ce dernier est intervenu en Irak dans une optique réaliste, utilisant la coercition pour forcer ces « *États-voyous* » à rejoindre les principes de l'idéalisme démocratique américain. De cette façon, il ne faut pas restreindre la politique étrangère américaine à de simples considérations réalistes et idéalistes. Celle-ci est soumise à différentes interprétations et varie à différents niveaux.

<sup>9</sup> LAPORTE, M., « *La politique étrangère américaine depuis 1945. L'Amérique à la croisée de l'histoire* », Editions Complexe, 1999, p.17.

<sup>10</sup> LAPORTE, M., (1999), Op.cit., p.19.

<sup>11</sup> JENTLESON, B.-W., « *American foreign policy: the dynamics of choice in the 21st century* », Norton & Company; 5ème édition révisée, 2013, p.22.

## 1.2 Les composantes de la puissance d'un État

La notion de puissance se décline en plusieurs concepts et implique un vaste champ d'étude en se fractionnant elle-même en diverses théories comme celle de l'hégémonie.

Selon Sebastian Santander, un État est considéré comme puissant *quand il parvient à combiner facteurs tangibles et intangibles. La puissance ne se définit donc pas seulement à travers les « ressources matérielles », telles que le poids économique ou la force militaire, mais aussi à travers la capacité d'un acteur à s'affirmer comme une référence en mobilisant des ressources immatérielles telles l'idéologie, les institutions ou la culture*<sup>12</sup>. Il faut également tenir compte de la représentation. Il est donc intéressant d'essayer de comprendre l'image qu'un pays a de lui-même et qu'il veut se donner sur la scène internationale. C'est ici que la reconnaissance d'un État prend de l'ampleur lorsqu'il tente de revendiquer le statut de puissance internationale. La reconnaissance extérieure d'un pays est un facteur clé pour avoir une légitimité globale et acquérir le statut d'État puissant. Le concept de puissance n'est donc pas un concept statique, c'est un concept évolutif qui peut s'analyser à travers des stratégies d'action.

Les États développent des stratégies qui se réinventent constamment afin de maintenir ou de revendiquer leur statut de puissance internationale. Pierre-William Fregonèse rejoint cette idée en affirmant que la force d'une idée telle que le « *soft power* » est d'être un concept en permanente évolution et capable de s'adapter en fonction de la situation internationale, pouvant même s'appuyer sur du « *hard power* ». Auparavant, la puissance était reflétée par les capacités militaires et stratégiques d'un État. Cependant, avec l'évolution de la société post-guerre froide et l'essor de l'interdépendance, on a pu déceler une nouvelle forme de système international basée sur *le commerce, l'information, les flux financiers et la circulation des hommes et des idées*.<sup>13</sup> D'où le développement d'un « *soft power* », concept en permanente évolution. *La puissance n'est donc plus vue comme un tout mais plutôt comme un agrégat de supériorités dans divers domaines distincts*<sup>14</sup>. Les États-Unis se servent de cette tactique de puissance douce *pour maintenir leur empreinte sur le monde à travers une diffusion large de leur façon d'être et de penser afin de conduire les autres États à agir dans leur intérêt sans même qu'ils ne s'en rendent compte*<sup>15</sup>. Dans le cadre de ce travail, la normalisation des liens entre les États-Unis et Cuba découle distinctement d'une volonté des américains de redorer leur image dans une région délaissée depuis plus d'une dizaine d'années.

---

<sup>12</sup> SANTANDER, S., « *L'émergence de nouvelles puissances ; vers un système multipolaire ?* », Paris, Editions Ellipses, 2009, p.24.

<sup>13</sup> FREGONESE P.-W., « L'évolution du soft power sur l'échiquier de la puissance », *eHEI*, numéro 1, Paris, AIHEI, 2012, p.2.

<sup>14</sup> Ibid.

<sup>15</sup> FREGONESE P.-W., (2012), Op.cit., p.3.

## ***Hégémonie***

L'hégémonie, notion multidisciplinaire, peut être interprétée de différentes manières selon les auteurs. Trois écoles théoriques, représentées par Robert Gilpin, Robert Keohane et Antonio Gramsci se distinguent particulièrement.

Gilpin développe un modèle particulier d'hégémonie basé sur la guerre. Étant un auteur néoréaliste, il reprend certaines critiques faites à l'école réaliste et les intègre dans ses théories. En effet, dans « *The Theory of Hegemonic War* », Gilpin reprend les écrits de l'auteur grec Thucydide, historien réaliste proposant une vision assez conflictuelle des relations internationales. Cette théorie explique que *les changements fondamentaux dans le système international sont les déterminants basiques de certaines guerres*<sup>16</sup>. Dans son texte, Gilpin mentionne une conception dialectique des changements politiques et la développe en trois approches : il y a d'abord une thèse, *l'État hégémonique organise le système international au niveau de ses intérêts politiques, économiques et stratégiques*<sup>17</sup>. Ensuite une antithèse ou *une contradiction dans le système qui résulte d'un pouvoir grandissant chez les États concurrents*<sup>18</sup>, pouvant entraîner des conflits belligères. Enfin une synthèse *qui est le nouveau système international résultant de l'inévitable clash entre l'État dominant et les États concurrents dont le pouvoir et l'influence augmentent*<sup>19</sup>. Selon Gilpin, *la conclusion d'une guerre hégémonique est le début d'un nouveau cycle de croissance, d'expansion et d'éventuel déclin*<sup>20</sup>. Cette conception, qui pouvait s'appliquer à la fin de la pax Britannica, est toutefois dépassée à l'heure actuelle et ne reflète pas la conjoncture posée dans le cadre de ce travail.

La théorie la plus intéressante est celle de Robert Keohane. Les théories évoluent et se répondent les unes aux autres au cours du temps. Keohane se sert des théories antérieures et octroie un réel apport à l'école de l'interdépendance. Sa vision de l'hégémonie rejette les aspects belligères et se consacre aux réseaux d'interdépendances s'inscrivant dans un cadre de coopération entre États. Avec Joseph Nye, ils définissent l'hégémonie: « *Hegemony is defined as a situation in which one state is powerful enough to maintain the essential rules governing interstate relations, and willing to do so* »<sup>21</sup>. Cet auteur américain a repris la théorie de la stabilité hégémonique de Charles Kindleberger et y a apporté sa contribution.

---

<sup>16</sup> GILPIN, R., « The Journal of Interdisciplinary History », *MIT Press Journals*, volume 18, numéro 4, The Origin and Prevention of Major Wars, 1988, p.592.

<sup>17</sup> GILPIN, R., (1988), Op.cit., p.595.

<sup>18</sup> GILPIN, R., (1988), Op.cit., p.595.

<sup>19</sup> Ibid.

<sup>20</sup> KEOHANE, R., « *After hegemony: Cooperation and Discord in the World Political Economy* », Princeton, Princeton University Press, 1984, p.38.

<sup>21</sup> KEOHANE, R., (1984), Op.cit., p.34.

Cette théorie comporte deux tenants :

- l'ordre dans la politique mondiale est créé à la base par un seul pouvoir dominant ;
- le maintien de cet ordre exige une hégémonie continue, ce qui implique une coopération perpétuelle entre les États<sup>22</sup>.

Cette coopération sera efficace seulement si elle n'est pas déterminée uniquement par les intérêts et le pouvoir. Appliquée dans l'économie politique mondiale, cette théorie définit l'*hégémonie comme la prépondérance de ressources matérielles*<sup>23</sup>, à savoir le contrôle des matières premières, le contrôle des sources de capital, le contrôle des marchés et les avantages compétitifs dans la production des marchandises fortement estimées. Le spécialiste reconnaît que sa théorie sur la stabilité hégémonique est suggestive et non définitive ; *l'argument selon lequel l'hégémonie est nécessaire à la coopération est à la fois théoriquement et empiriquement faible*<sup>24</sup>. L'hégémonie, selon lui, ne peut être redéfinie comme la capacité et la volonté seule d'un État à faire appliquer des règles. Cependant, ce concept défini en termes de volonté et de capacité à conduire les relations internationales aide à réfléchir sur les motivations d'autres pays hégémoniques potentiels. Keohane émet toutefois un lien entre le pouvoir militaire et l'hégémonie. Selon lui, « *A hegemonic state must possess enough military power to be able to protect the international political economy that it dominates from incursions by hostile adversaries* »<sup>25</sup>. Cette optique de protection militaire est essentielle selon lui car des problèmes économiques, s'ils sont cruciaux au niveau des valeurs nationales, peuvent devenir des problèmes de sécurité militaire.

Enfin, il est difficilement concevable de parler d'hégémonie sans passer par le théoricien politique italien Antonio Gramsci, un des premiers à avoir conceptualisé cette notion. Sa théorie affirme qu'il est possible pour une classe sociale d'imposer sa domination idéologique dans l'hypothèse où la population dominée y consent. Au sein d'un État, le consentement des dominés permet de pérenniser la domination idéologique des dominants, sans nécessiter un recours à la violence<sup>26</sup>. Si on traduit cela au niveau international, il s'agit du *mécanisme employé par une puissance pour convaincre les autres membres de la société internationale que l'ordre qu'elle a établi profite à tous ses membres*<sup>27</sup>. Une puissance hégémonique a donc la nécessité avant tout de convaincre ses partenaires que le système qu'elle met en place profite à tous. Utilisant le soft power, les États-Unis s'inscrivent dans cette stratégie via la diffusion d'idéaux démocratiques. En ce sens, ils souhaitent instaurer progressivement une démocratie à Cuba en essayant de convaincre la société civile cubaine des bienfaits d'un système pluraliste et démocratique.

---

<sup>22</sup> KEOHANE, R., (1984), Op.cit., p.31.

<sup>23</sup> KEOHANE, R., (1984), Op.cit., p.33.

<sup>24</sup> KEOHANE, R., (1984), Op.cit., p.45-46.

<sup>25</sup> KEOHANE, R., (1984), Op.cit., p.39.

<sup>26</sup> GRAMSCI, A., « Petites notes sur la politique de Machiavel », dans *Cahiers de prison*, trad. fr. Paris, Gallimard, 1978, p.434.

<sup>27</sup> GAZANO, A., « *L'essentiel des relations internationales* », Paris : Gualino, Les Carrés, 2000, p.17.

### 1.3 Le régionalisme sur la scène internationale

La notion de régionalisme s'est ancrée dans les relations entre les États et pèse sur les décisions économiques. Le phénomène régional est le précurseur de nombreux processus d'intégration qui vont se développer à partir des années 1980. Il est avant tout essentiel de préciser qu'il n'existe pas un modèle-type de régionalisme. Il existe une multiplicité de formes d'intégration(s) régionale(s) qu'il faut pouvoir différencier car elles peuvent poursuivre différents objectifs, qu'ils soient économiques ou stratégiques. Si on considère uniquement le système institutionnel des organisations régionales, on peut déjà distinguer des divergences entre ces dernières qui peuvent être organisées de façon soit interétatique, soit regroupant des institutions tant intergouvernementales que supranationales.

De plus, ce concept, comme la politique étrangère, consiste en une dynamique évolutive, non figée dans le temps et en perpétuelle évolution. Sebastian Santander parle d'un régionalisme à plusieurs facettes. Reprenant Gamble et Payne, il présente le régionalisme comme une construction interétatique c'est-à-dire des *ensembles sous-continentaux politiquement structurés ouverts à l'action publique et donc à la volonté politique des États qui les composent*<sup>28</sup>. Cependant, cela ne concerne pas que les États. Il existe un grand nombre d'acteurs prenant part à ce phénomène tels que des institutions internationales, des ONG, des entités infra-étatiques ou encore des entreprises. De cette manière, le phénomène régional représente un espace pour l'action. Il s'agit d'*une construction sociale animée par des acteurs publics privés internes et internationaux producteurs de normes et de sens politique*<sup>29</sup>. Pour compléter cette perspective, le régionalisme s'inscrit en tant qu'action stratégique des relations internationales en se projetant sur les possibilités de coopération entre États. En somme, un tel concept peut être bénéfique pour les États en leur permettant de *développer des rapports de solidarité, de renforcer leur cohésion mutuelle et parfois de partager ou même de confondre leur souveraineté respective*<sup>30</sup>. En ce sens, Keohane et Nye affirment que les États d'une région se verront plus en mesure de faire face aux forces mondiales s'ils forment des groupements régionaux<sup>31</sup>. Cette stratégie, les États latino-américains l'ont très bien comprise.

Les organisations régionales se sont multipliées en Amérique latine, devenant un phénomène structurel dans la région. Il n'existe pas de modèle-type d'organisation et ces dernières sont tellement diversifiées qu'on ne peut définir un prototype de régionalisme latino-américain. De cette façon, afin d'éviter de s'engager dans des comparaisons entre les différentes organisations régionales latino-américaines, ce travail se focalise sur celles en contradiction avec Washington.

---

<sup>28</sup> SANTANDER, S., « *Relations internationales et régionalisme ; entre dynamiques internes et projections mondiales* », Liège, Éditions presses universitaires de Liège, 2012, p.8.

<sup>29</sup> Ibid.

<sup>30</sup> SANTANDER, S., (2012), Op.cit., p.9.

<sup>31</sup> KEOHANE, R. et NYE, J., « *Introduction* » dans « *Governance in a Globalizing World* », Ed. Joseph S. Nye and John D. Donahue, Washington: Brookings, 2000, p.17.

## Section 2 : projection des États-Unis sur la scène latino-américaine

Après avoir découplé les différentes notions théoriques, un bref historique des relations entre les États-Unis et sa traditionnelle arrière-cour est nécessaire. Pour ce faire, le début de la guerre froide constitue un point d'ancrage pertinent pour analyser les relations actuelles entre américains et latino-américains via l'établissement d'une corrélation entre le passé et le présent.

### 2.1 D'un statut d'hégémon...

Après la seconde guerre mondiale, l'ordre des relations internationales est dominé par la *pax americana*, ordre international dirigé par les États-Unis qui tend à imposer un libéralisme économique et freiner la dynamique croissante du communisme, autre alternative d'ordre mondial. Cette période est marquée par l'hégémonie incontestée du pays en Amérique latine. Les États-Unis exercent contrôle prééminent sur les gouvernements latino-américains. Tant que ces derniers ne sont pas en porte-à-faux avec l'intérêt national américain, ils peuvent prendre des initiatives. Dans le cas contraire, Washington n'hésite pas à imposer des mesures strictes, que ce soit des restrictions commerciales, l'utilisation de la force ou le soutien d'opposants aux régimes en place. La fin de la *pax americana*, instaurant la guerre froide, modifie la politique étrangère américaine avec la lutte contre le communisme comme point d'orgue.

#### *Le glissement vers l'unilatéralisme militaire et commercial lors de la guerre froide*

La guerre froide impose *un durcissement de la politique latino-américaine de Washington D.C.* Face au risque d'expansion de l'idéologie communiste dans le monde, le président Truman proclame sa doctrine en matière de politique étrangère : aider les peuples « libres » à préserver leurs institutions<sup>32</sup>. La doctrine Monroe<sup>33</sup> étant dépassée, les États-Unis utilisent une stratégie d'endiguement via la *structuration stratégique et politique du continent*<sup>34</sup>. Avec Truman, se produit un net regain des politiques interventionnistes en Amérique latine affirmant le leadership américain et la consécration de leurs responsabilités au sein du continent. La charte de l'Organisation des États Américains (OEA) signée en 1948 à Bogota assoit la domination américaine. L'endiguement permet ainsi aux États-Unis d'intervenir sur le continent pour préserver leurs intérêts économiques et faire front au communisme.

---

<sup>32</sup> THEBAULT, V., « *Géopolitique des Amériques* », Nathan, Collection Nouveaux Continents, 2006, p.141.

<sup>33</sup> Doctrine du président James Monroe (1823 – début 20<sup>ème</sup> siècle) définissant l'Amérique latine comme zone prioritaire d'influence américaine et interdisant toute intervention européenne dans la région. Las des conquêtes européennes sur le territoire américain, les États-Unis vont proclamer « l'Amérique aux américains », s'arrogeant ainsi le droit d'intervenir quand ils le souhaitent dans une Amérique latine encore instable, afin de protéger leur sécurité et leurs investissements.

<sup>34</sup> DUBESSET, E., « *L'hégémonie États-Unienne à l'épreuve du néo-bolivarisme vénézuélien* », texte issu d'une communication au colloque « Théories des relations internationales et hégémonie culturelle », organisé par le Centre d'analyse de politique comparée, de géostratégie et de relations internationales et l'Action concertée incitative du Ministère français de la recherche, Bordeaux, octobre 2006, p.44.

Dans cette optique, le rapprochement entre Cuba et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) va être fondamental pour les États-Unis, qui n'hésitent pas à utiliser la force dans l'ensemble du continent et se servent de leur influence pour mettre un terme à certains conflits. De nombreuses *interventions directes via la CIA* se développent, *la plupart des militaires latino-américains vont traquer le communisme et les coups d'État vont se propager*<sup>35</sup>. Il y a bien une hégémonie américaine étant donné qu'*avec le consentement ou l'appui des États-Unis, les armées s'opposent à toute réforme*<sup>36</sup>. Les gouvernements opposés aux intérêts américains ou risquant d'être attirés par la doctrine communiste sont renversés, à l'image du Chili d'Allende, évincé au profit du général Pinochet. La doctrine Johnson, formulée en 1965, adopte elle aussi une vision réaliste. Le soutien américain n'obéissant qu'à son intérêt stratégique.

Les années 1970 déterminent une perte de vitesse du modèle de développement des pays du sous-continent, notamment avec la problématique de la dette, vu les coûts militaires importants auxquels la région fait face. Toujours dans une nette domination, *les États-Unis définissent de nouvelles priorités (restructuration du capitalisme latino-américain, renforcement de leur hégémonie, ...) et cherchent à influencer les politiques économiques nationales, soit directement, soit par le biais des institutions financières internationales*<sup>37</sup>. Cela inaugure un tournant néolibéral en Amérique latine pendant une dizaine d'années. Toutefois, Washington reste interventionniste, soutenant des coups d'État au Chili (1973) et en Argentine (1976)<sup>38</sup>.

Après avoir été l'apanage de plusieurs régimes dictatoriaux, parfois soutenus par les américains, les années 1980, appelées « décennie perdue » marquent le retour de la démocratie au niveau du sous-continent. Des pays comme l'Argentine (1985), le Brésil (1984), le Chili (1989), l'Équateur (1979) et le Nicaragua (1990) mettent progressivement en place des régimes démocratiques, qui, suite à l'apaisement de la guerre froide ont été solidement soutenus par les États-Unis. Leur hégémonie leur a permis de modeler et façonner le continent en fonction de leurs besoins et de leurs intérêts. Lors de cette période faste, ils souhaitent prolonger *le mouvement de libéralisation économique des années 1970* et remettre sur le devant de la scène le projet panaméricain<sup>39</sup>. Georges Bush propose alors en 1990 son « initiative pour les Amériques », projet basé sur une intégration économique et commerciale sur tout le continent américain.

---

<sup>35</sup> THEBAULT, V., (2006), Op.cit., p.143.

<sup>36</sup> Ibid.

<sup>37</sup> THEBAULT, V., (2006), Op.cit., p.145.

<sup>38</sup> Réponse de Maria Moreno-Sainz à un questionnaire exploratoire

<sup>39</sup> THEBAULT, V., (2006), Op.cit., p.146.

Dans une période de « *Consensus de Washington* »<sup>40</sup>, l'ALENA est créée avec le Canada et le Mexique en 1994. L'objectif à terme est de créer une zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Cependant, la longue domination des États-Unis a refroidi certains pays désirant s'écarter des préceptes de Washington. De cette façon, *les alliances régionales sont ranimées, tandis que de nouvelles alliances sont créées*<sup>41</sup>. À partir de cette période, l'hégémonie américaine commence à être progressivement remise en question.

### ***L'instauration de la démocratie***

Malgré certaines résistances des latino-américains, il y a bien eu une période d'hégémonie états-unienne jusqu'à la moitié des années 1990. Le géant américain a dominé la région en termes politiques (influence de Washington), militaires (interventions directes dans les affaires internes), économiques (imposition d'un modèle néolibéral et sanctions en cas de modèle alternatif négligeant les intérêts américains) et culturels (promotion des valeurs américaines). Malgré les États dissidents, l'hégémonie des États-Unis s'est faite ressentir sur l'ensemble de la région, Washington ayant toujours su imposer ses volontés sans véritable adversaire pour contester son omniprésence. La période de la guerre froide a orienté la politique étrangère américaine en Amérique latine dans des considérations idéologiques répétées et plus importantes alors que les considérations économiques ou de balance de pouvoir. L'idéologie a dominé la politique étrangère de tous les présidents américains lors de la guerre froide.

Avec la chute du régime soviétique, cette idéologie anti-communiste disparaît progressivement au profit d'une idéologie de promotion de la démocratie. Les États-Unis mettent en avant la défense et la promotion de la démocratie comme objectif de politique étrangère. Cette transformation avait déjà été augurée durant la présidence Carter et obtint plus de support lorsque l'administration Reagan en a fait un objectif clé lors de son second mandat<sup>42</sup>. Les conditions politiques d'instauration de la démocratie ne seront pas toujours respectées. Ainsi, les États-Unis encouragent la participation à des institutions multinationales telles que les Nations-Unies afin de faciliter des actions collectives de maintien de la paix et de restauration de l'ordre politique. Malgré la notion de non-intervention, cela a permis à plusieurs reprises de restaurer la démocratie comme ce fut le cas au Paraguay et en Haïti<sup>43</sup>.

---

<sup>40</sup> Période où les économies d'Amérique latine ont appliqué rigoureusement des mesures économiques instaurées par les institutions financières internationales de Washington telles que des réformes fiscales, la libéralisation du commerce extérieur, l'élimination des barrières aux investissements directs étrangers, ... Cette période témoigne d'une stratégie hégémonique de soumission par l'économie. Les États-Unis utilisant les institutions financières pour contraindre l'hémisphère sud à appliquer des politiques qui correspondent aux intérêts américains.

<sup>41</sup> THEBAULT, V., (2006), *Op.cit.*, p.146.

<sup>42</sup> DOMINGUEZ, J.I., « *US-Latin American relations during the cold war and its aftermath* » dans BULMER-THOMAS, V. et DUNKERLEY, J., « *The United States and Latin America : The New Agenda* », David Rockefeller Center for Latin American Studies, 1999, p.47.

<sup>43</sup> CERDAS CRUZ, R., « *United States foreign relations and the promotion of democracy in latin America* » dans THOMAS, V. et DUNKERLEY, J., (1999), *Op.cit.*, p.132.

## 2.2 ... à une plus forte autonomie de la Région

La fin de la guerre froide réoriente la politique étrangère américaine, se focalisant plus sur la protection des intérêts économiques et matériels des citoyens et des firmes. Cela souligne également un changement dans la priorité des intérêts américains vers d'autres régions du monde. L'Amérique latine devient une moindre préoccupation dans l'agenda de politique étrangère des États-Unis.

### *La crise du modèle néolibéral, l'arrivée de régimes de gauche et du néobolivarisme*

*Fin des années 1990, le modèle néolibéral va entrer en crise : pauvreté et inégalités sociales ne sont pas résorbées en Amérique latine*<sup>44</sup>. Cette crise remet en question l'hégémonie américaine et surtout leur projet panaméricain, au vu de l'échec des politiques néolibérales mises en place. Ainsi, les démocraties latino-américaines prennent plus en considération la dimension sociale et élisent des représentants proposant un modèle de développement alternatif, à l'image d'Hugo Chavez, fervent détracteur de l'impérialisme américain. De plus, *la révision à la baisse, du montant des investissements et de l'aide au développement, ainsi que la remise en cause des traitements préférentiels dont ont longtemps bénéficié certains États du Sud ont été autant de signes clairs d'une réorientation des priorités de la Maison-Blanche*<sup>45</sup>. La montée en influence d'Hugo Chavez provoque une réaction en chaîne dans de nombreux pays. La fin des années 1990 constitue le début d'une ère marquée par des gouvernements de gauche<sup>46</sup>. Malgré le fait que certains gouvernements comme ceux de Cuba, du Venezuela et de la Bolivie souhaitent rompre avec les pratiques de Washington, les autres ne démontrent pas une opposition radicale avec les États-Unis. Les nouveaux leaders socialistes n'ont pas l'intention de rompre brusquement les liens politiques et économiques avec le géant américain. Ainsi, ils sont tiraillés entre la volonté de préserver leurs acquis régionaux en allant vers plus d'intégration et leur volonté d'accepter un projet interaméricain. Parallèlement au projet de Washington, Hugo Chavez relance le courant néobolivarien, teinté d'anti-capitalisme et d'anti-impérialisme. Ce courant, influencé par plusieurs références idéologiques comme le marxisme et la théologie de libération<sup>47</sup> joue sur plusieurs niveaux. D'un côté, sur le plan interne, il promeut des orientations socialistes érigeant l'égalité, la liberté, la morale et l'éthique, en contrepoids du paradigme néolibéral de Washington. Il développe le concept de *démocratie « protagonique » et sociale, censé placer le peuple et les mouvements populaires au cœur du système politique*<sup>48</sup>. Au niveau économique, le mouvement incarne une idéologie basée sur la coopération et l'association.

<sup>44</sup> THEBAUT, V., (2006), Op.cit., p.148.

<sup>45</sup> DUBESSET, E., (2006), Op.cit., p.46.

<sup>46</sup> Différents présidents gauchistes arrivent au pouvoir, à l'image Luis Inacio Da Silva (dit Lula) au Brésil, Evo Morales en Bolivie, Michelle Bachelet au Chili ou Tabaré Vazquez en Uruguay.

<sup>47</sup> DUBESSET, E., (2006), Op.cit., p.53.

<sup>48</sup> Ibid

D'un autre côté, sur le plan régional, le néobolivarisme s'articule autour de l'idée de « solidarité latino-américaine », garantissant l'émancipation et le bien-être du peuple. De cette façon va se créer l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA) prônant l'indépendance de la région.

### ***L'échec de la création d'une zone de libre-échange des Amériques (ZLEA)***

Suite à une dette élevée dans les années 1980, les élites latino-américaines sont séduites par l'idéologie néolibérale promue par les institutions financières internationales, idéologie censée trouver une solution à leurs problèmes économiques. Les négociations relatives à la ZLEA se produisent concomitamment à l'implantation des politiques néolibérales, qui commencent à être de plus en plus décriées en Amérique latine. Les avantages promis par les élites, à savoir une résolution de la crise de la dette et une réduction de la polarisation sociale, ne se réalisent pas. Diane Ethier et Marie-Joëlle Zahar considèrent que les néoréalistes s'intéressent à l'interdépendance économique car ils percevraient cette dernière comme un moyen pour les pays riches d'imposer leur domination sur les pays pauvres<sup>49</sup>. Dario Battistella, reprenant Gilpin, mentionne que les capacités économiques et technologiques constituent la base de la puissance des États. Dans ce contexte de pays émergents, les États-Unis se sentent de plus en plus menacés par ces nouvelles puissances. Pour cette raison, l'objectif de la ZLEA n'est pas tant d'accroître la suprématie économique des États-Unis mais bien de maintenir leur position hégémonique dans un contexte général qui tend vers la multipolarité<sup>50</sup>.

À cette période, Christian Deblock et Sylvain Turcotte croyaient en une *réelle volonté de la part des États-Unis de se rapprocher de l'Amérique latine et d'établir avec l'ensemble des pays du continent un nouveau type de relations, fondé sur l'économie plutôt que sur les considérations sécuritaires traditionnelles*<sup>51</sup>. Cependant, le contexte international, déstabilisé par les attentats terroristes et les élections américaines, ne les a pas poussés à insister pour une ZLEA dont ils n'ont pu constater qu'un échec. Des problèmes plus importants ont pris le dessus sur le projet. Forts de sa puissante position commerciale, le pays préfère cibler certains États que s'engager dans un projet avec de plus grosses responsabilités<sup>52</sup>. C'est ainsi qu'il a par la suite développé de nombreux accords bilatéraux.

Cet échec balise un tournant dans les relations interaméricaines. Les États-Unis, comprenant l'enjeu d'une perte d'influence en Amérique latine, souhaitent changer de paradigme en passant d'une approche sécuritaire à une approche basée sur des valeurs politiques et économiques

---

<sup>49</sup> ETHIER, D., et ZAHAR, M-J., « Introduction aux relations internationales », Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2006, p.48.

<sup>50</sup> BATTISTELLA, D., « Théories des relations internationales », Paris, Presses de Science Po, 2006, p.48.

<sup>51</sup> DEBLOCK, Ch. et TURCOTTE, S., dans DUQUETTE, M., et VAN EEUWEN, D., « Les nouveaux espaces de l'intégration. Les Amériques et l'Union européenne », Paris : Karthala, 2005, p.143.

<sup>52</sup> DE MEDEIROS, M., « La gouvernance de gauche face aux processus de mondialisation : le cas du Brésil », *Revue internationale de politique comparée*, 2005/3, volume 12, p.357.

communes sans avoir recours aux méthodes coercitives. Toutefois, derrière ce projet néolibéral, se cachait un projet politique mené par les détenteurs de capitaux pour réaffirmer leurs intérêts et leur pouvoir.

### *L'obsession de la dimension sécuritaire dans la politique étrangère des États-Unis*

Concomitamment, les attentats du 11 septembre bouleversent la politique étrangère américaine, revoyant totalement ses priorités et faisant de la lutte contre le terrorisme le fer de lance de ses préoccupations. Les États latino-américains se divisent par rapport à la décision américaine d'intervenir en Irak. Le Mexique, Cuba et la plupart des pays de la région y sont opposés mais la Colombie et certains petits États comme le Honduras, la République Dominicaine et le Nicaragua supportent Georges W. Bush. La césure entre américains et latino-américains se délimite profondément lors de la période Bush Jr., symbolisée par l'affaiblissement mondial de l'influence américaine. Les États d'Amérique latine n'ont plus peur de se joindre aux positions d'autres États hors continent et faire front commun. Par exemple, le Chili et le Mexique ont joint leurs forces avec d'autres pays, dont la plupart étaient auparavant des alliés américains, pour s'allier au Conseil de Sécurité des Nations-Unies (CSNU)<sup>53</sup>. Jorge Dominguez utilise le terme « *breakdown of the domestic ideological consensus* » pour qualifier cette période<sup>54</sup>. Effectivement, la politique d'instauration de la démocratie par la force de George W. Bush est considérée comme nuisible au système international. Les réseaux américains perdent progressivement du terrain, à l'image de la tentative désespérée de renversement d'Hugo Chavez, récemment élu (2002) et de l'intervention dans les élections bolivienne, salvadorienne et nicaraguayenne.

Cette diminution d'influence ne témoigne pas d'un retrait total du sous-continent. Les États-Unis, ayant échoué dans leurs grands projets politiques et économiques interaméricains, continuent d'accentuer leur présence militaire. La lutte contre la drogue devient l'une des priorités de la politique étrangère américaine. À l'image du « Plan Colombie », *des soldats et conseillers militaires sont envoyés sur le continent et des incitations financières sont proposées aux paysans pour éradiquer leurs plantations*<sup>55</sup>. Une remilitarisation progressive est mise en place, les États-Unis cherchant à s'arroger de nouveau un contrôle géopolitique sur l'ensemble du continent. La relation bilatérale de coopération avec la Colombie, considérée comme le « *cheval de Troie* » américain, signifie en quelque sorte la permanence de l'empreinte américaine en Amérique du sud.

---

<sup>53</sup> DOMINGUEZ, J.-I., et DE CASTRO, R.-F., « *Contemporary U.S.-Latin American relations. Cooperation or conflict in the 21<sup>st</sup> century?* », Routledge, 1<sup>st</sup> Edition, Contemporary Inter-American Relations, 2010, p.10.

<sup>54</sup> DOMINGUEZ, J.-I., et DE CASTRO, R.-F., (2010), Op.cit., p.12.

<sup>55</sup> THEBAUT, V., (2006), Op.cit., p.149.

Certains interprètent cette présence comme un frein au développement des relations hémisphériques et à l'influence croissante du Brésil<sup>56</sup>. Le lien privilégié entre la Colombie et les États-Unis, considérée comme une vitrine de leur politique contre-révolutionnaire, est historiquement fort. Ils lui apportent un soutien militaire, diminuant ainsi le risque de voir des mouvements latino-américains les contrarier. L'arrivée d'Alvaro Uribe au pouvoir permet aux américains de compter sur le gouvernement colombien et d'implanter des troupes sur le terrain<sup>57</sup>. Il s'agit d'un allié dans un voisinage difficile. Deux des voisins de la Colombie, le Venezuela et l'Équateur, appartiennent à la nouvelle vague de socialisme anti-américain du 21<sup>ème</sup> siècle et veulent prendre l'ascendant idéologique en Amérique du Sud. Un échec de coopération entre celle-ci et les États-Unis serait perçu comme une faiblesse de la capacité américaine à conclure des engagements et un éloignement par rapport à ses partenaires stratégiques clés en Amérique latine. Enfin, renforcer les liens avec la Colombie permet également de se rapprocher du Pérou car les deux gouvernements travaillent conjointement pour la promotion de la sécurité autour de leurs frontières et maintiennent des communications régulières<sup>58</sup>. Le 30 octobre 2009, les États-Unis et la Colombie signent un accord de défense de 10 ans, basé sur un solide partenariat sécuritaire accordant aux américains l'opportunité de faire des aménagements dans le pays et surtout de pouvoir effectuer des opérations de surveillance, visant à renforcer sa connaissance et son contrôle du territoire national.

Cet accord produit un sentiment anti-américain alimenté par des réactions épineuses du Brésil<sup>59</sup>. Le 1<sup>er</sup> juillet 2008 révèle le retour de la flotte américaine dans les eaux caribéennes et a *marqué une étape supplémentaire dans la stratégie de la tension qu'impose Washington*. Certains pays y voyant une « *nouvelle menace impérialiste* » ainsi qu'un moyen de *modifier la donne géopolitique de la zone*, avec la possible découverte de gisements de pétrole. Ces démarches provoquent une *irritation croissante* parmi les leaders sud-américains<sup>60</sup> en réitérant le spectre des nombreuses politiques interventionnistes américaines de la guerre froide. Les considérations sécuritaires américaines deviennent une ligne de tension entre Washington et le sous-continent, créant même des distorsions entre les États-Unis et des partenaires principaux comme le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes.

---

<sup>56</sup> VARAS, A., « Brazil in South America : from indifference to Hegemony », Comment, *Fundacion para las Relaciones Internacionales y el Dialogo Exterior (FRIDE)*, mai 2008, p.1

<sup>57</sup> MASSE, F., « Les Etats-Unis et l'Europe face au conflit colombien », *Les Etudes du CERJ*, numéro 95, juin 2003, p.5-31.

<sup>58</sup> WALSER, R., « U.S.-Colombia Free Trade Agreement: Will the U.S. Miss a Historic Opportunity ? », Webmemo, *The Heritage Foundation*, numéro 3387, octobre 2011, p.1-3.

Dans WALSER, R., « Colombia and Obama's Latin America Policy: Time to Close Ranks and Support a Friend », Backrounder, *The Heritage Foundation*, numéro 2439, juillet 2010, p.2 ; l'auteur cite : « *History, trade and security interests, democratic ideals, and geopolitical common sense make it imperative that the U.S shore up its challenged global leadership position with enduring ties to allies and friends who are reliable for the long haul* ».

<sup>59</sup> WALSER, R., (2010), Op.cit., p.14.

<sup>60</sup> MARTINOT, P., « Les exportations d'armes vers l'Amérique du Sud », *Recherches internationales*, numéro 84, octobre-décembre 2008, p.30-31.

### ***Quid d'une relance ?***

La plupart des pays d'Amérique latine n'ont plus peur de s'éloigner et de s'opposer à leur partenaire principal. *L'échec de la ZLEA a été un moment clé*<sup>61</sup>. La césure du consensus interaméricain a constitué un changement décisif, un tournant dans le système de relations internationales de l'hémisphère ouest. Les États-Unis se sont sentis en position de faiblesse et ont perdu des alliés importants sur la scène internationale. *Ces différents facteurs ont supprimé le recours à des valeurs communes comme base pour l'unité continentale*<sup>62</sup>. Les politiques critiquées de l'administration Bush ont renforcé le choix des États du sous-continent d'agir selon leurs préférences, même s'ils doivent être en désaccord avec le géant américain. À partir de cette période, l'hégémonie mondiale américaine commence à être critiquée et les courants de pensées sur le multipolarisme se développent.

Aussi, leur principal vecteur d'influence, l'Organisation des États Américains (OEA), perd en crédibilité et en effectivité suite au manque de consensus entre ses membres. Ainsi, les volontés démocratiques des États-Unis reçoivent moins d'écho. Les pays latino-américains se tournent vers le régionalisme, créant de nouvelles organisations ou réactivant d'anciennes associations sous-régionales<sup>63</sup>. Ce n'est pas pour cela que les américains n'ont plus d'« amis » dans la région. Leur perte d'influence ne doit absolument pas être considérée comme une politique d'isolation. Les latino-américains ont besoin des États-Unis, qui restent dans leurs principaux partenaires économiques. De plus, ils continuent leur stratégie bilatérale pour rester dans la région. Néanmoins, certaines organisations régionales constituent un frein à la présence américaine et remettent en question leur interventionnisme dans la région.

### **2.3 Les organisations régionales en contradiction avec les États-Unis**

Comme l'explique Sebastian Santander, *la fin de la guerre froide et la disparition du système bipolaire combinée à la crise du multilatéralisme universel et à l'accélération de la globalisation constituent des facteurs systémiques qui s'avèreront déterminants dans le repositionnement régional de l'État*<sup>64</sup>. Le régionalisme, de plus en plus présent en Amérique latine, aurait également pu se retrouver dans la section précédente. En effet, ce dernier peut constituer un facteur d'autonomie pour les pays d'Amérique latine, même si, bien évidemment, toutes les organisations régionales du sud ne sont pas hostiles aux américains. Sans entrer dans des considérations sur les potentielles organisations régionales amicales avec les États-Unis, il est préférable de développer celles qui sont particulièrement contradictoires avec leur intérêt national.

---

<sup>61</sup> Réponses de Maria Moreno-Sainz à un questionnaire exploratoire.

<sup>62</sup> DOMINGUEZ, J.-I., et DE CASTRO, R.-F., (2010), Op.cit., p.13.

<sup>63</sup> Ibid.

<sup>64</sup> SANTANDER, S., (2012), Op.cit., p.7.

### ***La voie d'une nouvelle alternative***

Parmi les organisations régionales, l'ALBA est celle qui est la plus anti-américaine. Basée sur l'idéologie néobolivarienne (infra), l'ALBA s'affirme comme une organisation anti-impérialiste et prône la coopération latino-américaine. Cette organisation, créée concomitamment à l'échec de la ZLEA, vise à s'inscrire comme un projet alternatif au projet américain. L'organisation *vis*e à *l'universalité continentale, tout en ne rassemblant qu'un groupe des pays qui le composent*<sup>65</sup>. Cependant, malgré sa capacité notoire à s'opposer aux États-Unis dans certains dossiers, l'ALBA reste incertaine. Sa fragilité découle du fait que le Venezuela dirige la plupart des initiatives et que l'organisation est faiblement institutionnalisée. Aussi, *il n'y a pas de continuité territoriale entre les pays membres. Tout changement politique au Venezuela, tout éventuel retournement de la conjoncture pétrolière, briserait la cohérence d'une organisation reposant sur le pétrole vénézuélien et un rhétorique hostile aux États-Unis*<sup>66</sup>. Le Venezuela représente l'organisation et une défaillance de son côté risquerait de lui coûter cher. En cas de crise pétrolière ou de conflit, les États membres pourraient s'en remettre à des organisations plus ancrées institutionnellement et plus solides, à l'image des organisations brésiliennes et américaines. Le propre de la région latino-américaine est qu'elle possède plusieurs organisations régionales, dans lesquelles différents pays se recoupent à chaque fois. Les pays de l'ALBA sont donc membres d'autres organisations, pas toujours hostiles aux États-Unis. L'organisation est plus perçue comme une diplomatie pétrolière qu'un contrepoids réel pour Washington.

### ***Création d'un Conseil de sécurité latino-américain via l'Union des Nations sud-américaines (UNASUR)***

Lula et son ministre de la défense Nelson Jobim présentent officiellement l'intérêt pour un Conseil de Défense (CDS) en Argentine, en février 2008. Suite à l'attaque colombienne d'un camp de guérilla FARC en Équateur le mois suivant, le support s'intensifie<sup>67</sup>. Ce Conseil est officiellement établi le 16 décembre 2008, lors du sommet extraordinaire de Bahia, quelques mois après la création de l'UNASUR. La politique étrangère de Lula s'est dirigée vers une volonté de leadership en Amérique latine, exigeant de grandes capacités étatiques de mobilisation de ressources<sup>68</sup>. Il s'agit d'une attitude d'autonomie et parfois de désaccord par rapport aux États-Unis. En renforçant le régionalisme, les pays d'Amérique latine évitent des confrontations directes avec l'État américain. L'autre acteur clé pour l'élaboration de ce CDS est Hugo Chavez.

<sup>65</sup> SANTANDER, S., (2012), Op.cit., p.39.

<sup>66</sup> SANTANDER, S., (2012), Op.cit., p.44.

<sup>67</sup> MONTOYA, A., « El Centro Sudamericano de Estudios Estratégicos para la Defensa (CSEED) », *Boletín Resdal* 7.35, 2009, p.3-5.

<sup>68</sup> CEPALUNI, G. et VIGEVANI, T., « *Brazil Foreign Policy in Changing Times : The Quest for Autonomy from Sarney to Lula* », Lexington Books, Reprint Edition, 2012, p.92.

Arrivé dans un contexte où les américains sont en déclin d'influence, Chavez a l'ambition de créer une *union politique fondée sur le respect de la souveraineté des nations et l'autonomie face aux États-Unis*<sup>69</sup>. Il veut créer une sorte d' « OTAN du Sud »<sup>70</sup>. Sa stratégie est donc différente de celle de Lula. Le Brésil a l'ambition de fonder un organe pour résoudre les différends « intra » sud-américains, privilégiant une résolution interne et se préoccupant moins des autres menaces. Le pays lusophone n'a aucun intérêt à désigner les États-Unis comme un ennemi car c'est un acteur essentiel de la quête de reconnaissance du statut de pivot du Brésil en Amérique latine. Or, Chavez projette de créer un tel organisme pour que ces pays se rallient afin de faire face à des menaces extérieures, dont les États-Unis. C'est le projet brésilien qui est adopté.

Alex Sanchez explique qu'un des éléments moteur de la création d'un Conseil de Défense provient de la faiblesse de l'OEA. À travers son existence, cette organisation a souffert de sa réputation d'institution dominée par Washington. Son agence de sécurité, l'« *Inter American Defense Board and College (IADB)* » est perçue comme inefficace. Cette initiative cherche avant tout à s'éloigner de l'emprise stratégique américaine qui commence à étouffer certains pays. Quelques-uns rêvent d'ailleurs que l'UNASUR et le CDS deviennent pour l'Amérique du Sud ce que l'OEA et l'IADB n'ont jamais été capable de devenir, c'est-à-dire une organisation forte capable de gérer les questions de sécurité et de défense<sup>71</sup>. Pour cela, le Conseil devra être capable de résoudre le problème du manque de confiance entre les armées sud-américaines et leur obsession de protéger leur souveraineté. L'héritage des rivalités et des disputes frontalières non résolues démontre un manque de confiance entre certains pays d'Amérique du sud<sup>72</sup>. Genest mentionne que *la pertinence du CDS tient justement au fait que les décisions qui pourraient y être prises ne se verraient pas manipulées par des considérations ou intérêts extérieurs*<sup>73</sup>. L'influence américaine et les liens privilégiés avec certains États permettent de douter de la neutralité de l'administration américaine. En effet, certains gouvernements sud-américains soupçonnent l'OEA de valider des décisions unilatérales et, explicitement ou implicitement, impliquer des interventions dans la région. C'est pourquoi Chavez avait pour objectif *de se rapprocher du Brésil pour impulser d'autres groupements régionaux qu'il conçoit comme des substituts à l'OEA*<sup>74</sup>.

---

<sup>69</sup> HABEL, J., « Hugo Chavez : la géopolitique aux postes de commande », *Diplomatie*, numéro 61, mars-avril 2013, p.50.

<sup>70</sup> COULOMBE, G., « La stratégie du Brésil pour édifier son statut de leader sud-américain : contenir l'influence régionale du Venezuela », *Centre d'études interaméricaines (CEI)*, Collection : documents de politiques, 2010, p.3.

<sup>71</sup> SANCHEZ, A., « The South American Defense Council, UNASUR, the Latin American Military and the Region's Political Process », *Council on Hemispheric Affairs (COHA)*, octobre 2008, p.2.

<sup>72</sup> THIES, C., « The Construction of a Latin American Interstate Culture of Rivalry », *International interactions* 34, 2008, p.231-257.

<sup>73</sup> GENEST, Ph., « Le Conseil sud-américain de la défense et la nouvelle donne géostratégique en Amérique du Sud », *Chroniques du Centre d'études interaméricaines*, Université de Laval, avril 2009, p.3.

<sup>74</sup> HABEL, J., (2013), Op.cit., p.4.

### ***Et proclamation d'une zone de paix...***

La Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC) est une organisation regroupant 33 États américains sans les États-Unis et le Canada. Comme l'ALBA, elle prône *la coordination et la solidarité régionale, ce qui peut comporter une limitation de l'influence des États-Unis et le but de surmonter le colonialisme*<sup>75</sup>. Cette organisation comprend des pays amis avec les américains tels que la Colombie, le Honduras, l'Uruguay, ... Lassés de l'ingérence des États-Unis dans leurs affaires internes, ces États se sont réunis pour s'opposer aux pratiques interventionnistes. Comme l'explique Alfred Maurice de Zayas, *la CELAC est, dans un certain sens, une organisation en concurrence avec l'OEA*<sup>76</sup>. Olivier Dabène considère que *la CELAC n'a sans doute pas à vocation à remplacer l'OEA, mais elle s'inscrit dans une dynamique de renforcement d'un régionalisme post-hégémonique et post-commercial en Amérique latine*<sup>77</sup>. Tout comme l'UNASUR, ces pays ont créé la CELAC pour se libérer quelque peu de l'influence de l'OEA. La CELAC développe également des initiatives avec la Chine, l'Union européenne et les pays des BRICS. Raul Castro s'en réjouira : « *nous accueillons les excellents progrès fait au forum CELAC-Chine et les relations de la région avec le groupe des BRICS* »<sup>78</sup>. L'organisation développe donc des projets avec des concurrents directs des États-Unis. Proclamant l'Amérique latine comme zone de paix<sup>79</sup>, ces États démontrent vivement leur opposition à la militarisation croissante américaine. Ils veulent se débarrasser des politiques militaires couteuses et de l'industrie de guerre pour se préoccuper de thématiques qui les touchent plus directement.

Cependant, la CELAC n'est qu'un forum, elle n'a pas de secrétariat et le pays exerçant la présidence pour le prochain sommet est chargé de la fonction de secrétariat pro tempore. Il s'agit simplement d'un accord politique dans lequel se retrouvent les aspirations et intentions des pays qui la composent<sup>80</sup>. Sans secrétariat il paraît dès lors difficile pour l'organisation d'aller vers plus d'intégration et de coopération. Les intérêts des différents États divergent et l'ensemble n'a pas la capacité d'adopter des décisions totalement consensuelles. Comme presque toujours en politique étrangère, l'intérêt national prime sur le reste. Déclarer la région comme zone de paix est une chose, s'opposer aux États-Unis de manière globale en est une autre.

---

<sup>75</sup> Interview de DE ZAYAS, A., M., « Les Etats de la CELAC – un exemple lumineux pour le monde entier » pour *Horizons et débats*, numéro 4, 14 février 2014, p.2.

<sup>76</sup> Interview de DE ZAYAS, A., M., (2014), Op.cit., p.2.

<sup>77</sup> DABENE, O., « La Communauté d'Etats Latino-Américains et Caribéens (CELAC) », *CERI-CNRS*, mars 2012, p.2.

<sup>78</sup> <http://www.cfr.org/cuba/remarks-president-castro-third-community-latin-american-caribbean-states-summit/p36055> consulté le 19 mai à 09h34.

<sup>79</sup> Les 28 et 29 janvier 2014, à l'occasion du deuxième sommet à la Havane, ces Etats ont officiellement déclaré l'Amérique latine comme zone de paix. Il s'agit de la première région du monde à entreprendre cette initiative.

<sup>80</sup> PORTALES, C., « CELAC : a voice for Latin America and the Caribbean ? The complex challenge of giving the region a stronger voice despite its many different cooperation and integration projects », *Norwegian Peacebuilding Resource Centre (NOREF) report*, février 2012, p.3.

Présentée comme une alternative à l'OEA, la CELAC fait face aux difficultés de la représentation régionale et à la complexité du système régional latino-américain, composé de plusieurs intégrations régionales plus institutionnalisées comme l'UNASUR, ce qui rend ses projets de coopération ou d'intégration plus dérisoires. Ce forum multilatéral est bien trop hétérogène que pour pouvoir s'ériger en contrepoids à l'OEA. La CELAC traite de questions générales et a de trop faibles capacités d'insertion dans le système international.

Par contre, en dehors des organisations régionales, on peut témoigner de difficultés rencontrées par les États-Unis lors de grands sommets. Simple exemple, au 7<sup>ème</sup> sommet des Amériques au Panama le 11 avril, jour de rencontre historique entre Castro et Obama, le Venezuela et la Bolivie ont critiqué Barack Obama. Maduro expliquant qu'il « *respecte Obama, mais ne lui fait pas confiance* » pendant qu'Evo Morales rappelle *le passé colonial de l'Amérique latine, où l'Empire est incarné par les États-Unis*<sup>81</sup>. Toutes ces opinions contradictoires n'ont pu permettre l'adoption d'une déclaration finale. Malgré le rapprochement historique américano-cubain, aucun consensus n'a été adopté, représentant un échec malgré ce nouveau climat.

On peut dès lors comprendre la complexité du régionalisme multi-facettes en Amérique latine. Les organisations se contredisent parfois les unes avec les autres, ce qui pose problème lorsque l'on cherche à développer des politiques communes. La meilleure voie pour poser problème aux velléités américaines reste leur présence et leur opposition dans les forums internationaux, dans lesquels leur influence croît de manière considérable. Les États-Unis, eux, voient leur hégémonie perdre pied petit à petit. Ainsi, ce déclin d'influence sert de moteur à l'insertion régionale du pays. Via le développement de leurs nouveaux réseaux stratégiques, les États-Unis s'inscrivent dans une stratégie « *hub and spoke* »<sup>82</sup>. Conscients du fait que le phénomène régional peut parfois entraver leurs velléités hémisphériques, les États-Unis continuent de conclure des alliances bilatérales dans la région. L'échec d'une ZLEA va créer une redirection de la politique étrangère des États-Unis vers le bilatéralisme. Étant dans l'impossibilité de conclure un accord hémisphérique, ils se centrent sur divers pays, notamment en proposant l'« *Andean Free Trade Agreement* » avec les pays andins. Cette occasion aurait été la *première de signer un accord avec des pays de la sous-région qui ont toujours jouée la carte des relations bilatérales dans leurs négociations commerciales*<sup>83</sup>. Cet accord ne va pas se concrétiser mais permet tout de même aux américains de développer des relations bilatérales avec trois de ces pays, à savoir le Pérou, la Colombie et l'Équateur.

---

<sup>81</sup>[http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2015/04/11/sommet-des-ameriques-raul-castro-qualifie-barack-obama-d-homme-honnete\\_4614433\\_3222.html](http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2015/04/11/sommet-des-ameriques-raul-castro-qualifie-barack-obama-d-homme-honnete_4614433_3222.html) consulté le 21 mai à 11h02.

<sup>82</sup> SANTANDER, S., (2008), Op.cit., p.138. Il s'agit d'une métaphore désignant l'ensemble moyeu et rayons d'une roue. Le moyeu représente un point de connexion destiné à atteindre les différentes périphéries, à savoir les rayons. Ce terme particulier explique la centralité du pays dans la région, prenant part à de nombreuses discussions via une stratégie bilatérale, témoignant de sa forte présence en Amérique latine.

<sup>83</sup> CALERO, J-P., « Les accords commerciaux entre les pays Andins et les États-Unis : de la guerre contre la drogue à la libéralisation des marchés », *La chronique des Amériques*, Centre d'Études sur l'Intégration et la Mondialisation (CEIM), numéro 17, mai 2005, p.2.

D'autres traités vont être conclus avec la République Dominicaine, la Colombie et le Pérou<sup>84</sup>. Ce type d'accord a pour objectif de freiner la croissance du régionalisme latino-américain, quelquefois contradictoire avec les intérêts américains. Sebastian Santander explique que *les Etats-Unis cherchent à tout prix à gagner des accords, même sectoriels, avec des pays disposant encore de gouvernements amis*<sup>85</sup>. C'est ainsi qu'ils ont conclu un accord de libre-échange avec le Chili entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2004<sup>86</sup> et un accord pour une présence militaire au Paraguay. Cette stratégie bilatérale vise à affaiblir le régionalisme sud-américain *en proposant une alliance politique privilégiée et/ou un accès à leur marché, aux pays où ils exercent un leadership intellectuel et moral*<sup>87</sup>.

## **2.4 Reprise plus accrue des relations avec l'Amérique latine, une volonté d'évincer des concurrents dans l'arrière-cour américaine ?**

### ***Concurrence chinoise***

Entre les années 1990 et le début des années 2000, *les économies latino-américaines ont vu leur croissance fortement augmenter grâce au boom des produits d'exportation. Cette croissance économique leur a permis d'augmenter leurs réserves internationales, de les libérer de leur tutelle financière par rapport aux institutions internationales et ainsi agir plus indépendamment*<sup>88</sup>. Cette croissance, en parallèle avec celle de l'économie chinoise, a donné une nouvelle dimension aux échanges entre chinois et latino-américains. À tel point que la Chine a pris une importance considérable dans la région. L'engagement américain au Moyen-Orient *va pousser l'Amérique latine à se chercher de nouveaux partenaires au premier rang desquels la Chine, dont l'essor économique et les excédents en devises permettent des investissements stratégiques et massifs au cœur du sous-continent*<sup>89</sup>. Pékin investit massivement en Argentine, au Brésil, au Chili, au Pérou ou encore au Venezuela, où les secteurs miniers et énergétiques sont florissants. Cette orientation économique a été vécue comme un coup dur pour les États-Unis, perdant ainsi progressivement la main sur les affaires dans son arrière-cour historique. *Les échanges bilatéraux entre la Chine et l'Amérique latine sont passés de 12 milliards de dollars en 2000 à 289 milliards de dollars en 2013*<sup>90</sup>. Pour souligner cette présence, la Chine est devenue le premier partenaire commercial du Brésil, supplantant les États-Unis pour la première fois.

---

<sup>84</sup> SANTANDER, S., (2008), Op.cit., p.152.

<sup>85</sup> Ibid.

<sup>86</sup> Le Chili utilise également des sommes allouées par les américains depuis plusieurs années pour son équipement militaire.

<sup>87</sup> SANTANDER, S., (2008), Op.cit., p.154.

<sup>88</sup> DOMINGUEZ, J.-I., et DE CASTRO, R.-F., (2010), Op.cit., p.2.

<sup>89</sup> BARTHES, A. et MAREY-SEMPER, P., « Le rapprochement américano-cubain vers un reset des relations entre les Etats-Unis et l'Amérique latine ? », *ANAJ-IHEDN*, 2015, p.5.

<sup>90</sup> BARTHES, A. et MAREY-SEMPER, P., (2015), p.6.

En procédant de la sorte, les investissements chinois ont permis aux États du sous-continent de renforcer leurs économies mais pas uniquement. L'indépendance économique leur octroie aussi plus de pouvoir politique. Auparavant soumis au diktat économique de Washington, l'amélioration de la situation économique des pays latino-américains leur permet d'éviter de faire des concessions et leur donne plus de poids décisionnel. La période chinoise est loin d'être atténuée. Le pays de Xi Jinping diversifie de plus en plus ses secteurs d'investissement. Ainsi, après avoir conquis le marché des matières premières, la Chine s'est attaquée au secteur industriel et aux infrastructures. Ces pratiques, malgré leurs effets bénéfiques durant la crise mondiale de 2008, commencent doucement à être critiquées. Dans une quête de puissance, le pays tente de s'approprier un grand nombre de matières premières en Amérique latine et il n'y a pas toujours de réciprocité dans les échanges, ce qui provoque un déséquilibre entre la Chine et ses partenaires latino-américains. Toutefois, les États-Unis ont raison de se méfier de la Chine, appelée à jouer un rôle mondial avec eux. Sa présence en Amérique latine représente bel et bien une menace pour les américains, voyant leurs marges de manœuvre diminuer intrinsèquement. Déjà en perte de terrain dans la région, des initiatives comme l'« Alliance du Pacifique », symbolisant la coopération et la conclusion d'accords commerciaux entre l'Amérique latine et la région d'Asie-Pacifique, remettent en question la capacité des États-Unis à s'imposer sur le marché latino-américain. Aveuglés par la dimension sécuritaire sous l'administration Bush, ils ne se sont pas rendu compte de l'ampleur que la Chine prenait sur le continent. Ignorant les demandes de ses partenaires historiques, ces derniers se sont tournés vers les investisseurs chinois qui n'en demandaient pas tant. Les américains restent prépondérants dans la région, mais s'ils veulent éviter de perdre trop de terrain, ils doivent réagir de façon efficiente et profiter des contestations sur la présence chinoise, contestations dont ils font également l'objet.

### ***Concurrence russe***

Après l'effondrement de l'URSS, le rôle de la Russie est devenu négligeable en Amérique latine, et ce même à Cuba. Par contre, *dans les années 2000, l'augmentation du pétrole, du gaz naturel et d'autres ressources naturelles a enrichi le gouvernement russe et l'a aidé à reconstruire ses capacités internationales*<sup>91</sup>. Les russes en ont profité pour tisser des liens économiques avec des pays anti-américains comme le Venezuela d'Hugo Chavez, notamment dans la vente d'armes et dans les liens maritimes. La Russie a également invité le Président Castro pour la première fois depuis vingt ans et s'est réinsérée chez son allié historique. Depuis le début des années 2000, la Russie considère l'Amérique latine comme prometteuse, forte d'une économie grandissante.

---

<sup>91</sup> DOMINGUEZ, J.-I., et DE CASTRO, R.-F., (2010), Op.cit., p.11.

Cherchant à promouvoir un monde multipolaire, une des préoccupations de la politique étrangère russe est de *se positionner comme une grande puissance vis-à-vis de Washington et d'établir une stabilité stratégique régionale et mondiale*<sup>92</sup>. Dans cette optique, elle vise essentiellement à établir des relations commerciales dans les domaines où elle possède un avantage comparatif par rapport au reste de la région. Ces domaines sont principalement l'énergie, les armes et le matériel nucléaire. Conscient de la perte de vitesse des américains, *la Russie tente d'instrumentaliser le continent sud-américain pour en faire un groupe de pays ou même un bloc identifiable, destiné à soutenir ses positions face à la domination de Washington sur les affaires internationales*<sup>93</sup>. Bien que dans une stratégie multipolaire, la Russie a évidemment des intérêts commerciaux dans la région. Le commerce des matières premières, les accords énergétiques, la vente d'armes et le commerce de produits industriels sont les fers de lance de la politique russe en Amérique latine. Cela permet à certains États d'Amérique latine de s'ouvrir à un grand marché énergétique et leur accorder moins de dépendance les uns envers les autres. Toutefois, *les considérations géostratégiques l'emportent souvent sur l'interaction économique*<sup>94</sup>. Les principaux alliés russes, le Venezuela et Cuba, représentent les tenants des courants anti-américains. Il est donc nécessaire pour la Russie de poursuivre sa coopération militaire et technologique avec ces derniers. À la lumière de ces coopérations, la présence russe sur le continent a-t-elle de quoi inquiéter les États-Unis ?

Pas vraiment. Plusieurs raisons peuvent expliquer pourquoi Washington, dans une moindre mesure, ne prend pas cette présence comme une menace imminente. D'abord, la Russie n'a pas de relations vraiment étroites avec beaucoup de pays dans la région. Seuls la Bolivie, Cuba, le Nicaragua et le Venezuela pourraient réellement représenter un vecteur d'influence russe. Sachant que ces États ont adopté à de nombreuses reprises des politiques anti-américaines, la présence russe ne change pas beaucoup la donne. Certes un pays comme le Brésil développe une diplomatie active avec la Russie, notamment dans la coopération énergétique, technologique et au sein du forum BRICS. Mais le Brésil préfère faire le choix des États-Unis, l'un des principaux partenaires économiques du pays. La Russie n'a pas les capacités pour s'insérer dans les multiples blocs régionaux d'Amérique latine même si la totalité de ceux-ci prônent un monde multipolaire également. Les autres pays de la région se doutent des ambitions russes et ne seront pas prêts à les suivre quand les politiques russes iront contre leur propre intérêt national. De plus, suite à la mort de l'ex-président vénézuélien Hugo Chavez, la Russie perd son principal allié anti-américain. Le Venezuela continue de développer des relations avec la Russie mais a perdu le leader charismatique du mouvement anti-impérialiste. Maduro l'est tout autant, mais les problèmes de légitimité de son gouvernement et les revendications populaires l'empêchent d'avoir l'influence de son prédécesseur.

---

<sup>92</sup> BLANK, S., « La Russie et l'Amérique latine : manœuvres géopolitiques dans le voisinage des Etats-Unis », *IFRI*, avril 2009, p.9.

<sup>93</sup> BLANK, S., (2009), *Op.cit.*, p.10.

<sup>94</sup> BLANK, S., (2009), *Op.cit.*, p.17.

Ensuite, la Russie, approvisionnant déjà de nombreux pays en énergie à travers le monde, n'a pas les capacités d'assurer l'ensemble des demandes latino-américaines. Aussi, il faut également que les États avec qui elle coopère puissent répondre à ses objectifs. L'économie de la région reste intéressante mais a légèrement diminué par rapport à la période faste durant laquelle la Russie s'est réinsérée en Amérique latine. De même, en 2009, *les compagnies russes chargées de développer les relations avec l'Amérique latine avaient reconnu qu'à court terme, l'expansion économique russe dans la région serait faible, voire inexistante*<sup>95</sup>. Enfin, ayant l'expérience de la guerre froide, les nouvelles élites du sous-continent ne préfèrent pas prendre le risque de renouer avec cette période de conflit par pays interposés. Hormis pour les traditionnels pays anti-impérialistes, la longue histoire entre les États-Unis et son arrière-cour a fait comprendre aux dirigeants latino-américains qu'il est préférable de coopérer avec les américains, tant que ceux-ci respectent leurs avis et leurs intérêts.

## **Partie 2 : le cas des relations cubano-américaines**

### **Section 3 : rapprochement envisageable à long terme ?**

Avant l'arrivée de Barack Obama, les relations entre Cuba et les États-Unis sont extrêmement fermées et tendues. En « tendant la main de l'amitié », le président américain a rouvert une fenêtre d'opportunité. Le président cubain, Raul Castro, a également démontré son intention de rétablir des relations diplomatiques et politiques normales. Tout comme Obama, le leader cubain a opéré dans le secret en engageant Josefina Vidal, responsable des affaires américaines de la politique étrangère cubaine, à entamer des négociations secrètes<sup>96</sup>. Les revendications cubaines estiment que ces bonnes intentions ne se réaliseront qu'à la condition que les États-Unis ferment la prison de Guantanamo Bay, décident de la fin de l'embargo et octroient des compensations économiques à l'île. Ces conditions sont encore très loin d'être remplies. Sachant qu'il faut l'approbation du Congrès républicain pour ces initiatives, la seule bonne volonté de Barack Obama ne suffit pas. De plus, en 2014, à l'occasion d'élections de mi-mandat, *le parti démocrate a perdu sa majorité au Sénat et ainsi une grande partie de sa capacité à voter une législation*<sup>97</sup> forte à l'égard de Cuba. Le seul pouvoir exécutif du président ne peut annuler une loi imposant des restrictions et des sanctions commerciales à l'égard de Cuba. Cette tâche sera donc laissée à la volonté du prochain président ainsi qu'au vote des membres du Congrès qui suivront.

---

<sup>95</sup> BLANK, S., (2009), Op.cit., p.6.

<sup>96</sup> <http://www.reuters.com/article/us-cuba-usa-insight-idUSKBN0MJ0AP20150323> consulté le 19 mai à 09h12.

<sup>97</sup> MILLER, V. and SMITH, B., « Cuba and the U.S. – How close can they get? », *House of Commons*, International Affairs and Defence Section, 9 février 2015, p.8

Malgré cette déclaration d'intentions, le leader cubain, bien qu'ouvert à la négociation, ne cesse pas les provocations envers les américains. Comme l'explique Miriam Leiva dans un article du Huffington Post<sup>98</sup>, les dirigeants cubains, bien qu'ils sachent que leur demandes pourraient être rencontrées uniquement à long-terme, n'agissent pas toujours en faveur du protocole de réconciliation, comme lorsqu'ils ont honoré Nicolas Maduro à la Havane deux jours avant la réception d'Obama<sup>99</sup>. Toutefois, Raul Castro n'est pas le seul à blâmer. Lorsqu'Obama annonce, lors de son discours à la Havane que « *the United States has neither the capacity, nor the intention to impose change on Cuba [...] We will not impose our political or economic system on you* »<sup>100</sup>, qu'en penser? En procédant de la sorte, Obama annonce que l'ère des menaces a pris fin et que Cuba n'a plus d'argument pour continuer de parler de Washington comme l'ennemi public numéro un. Néanmoins, la relation américano-cubaine a toujours été le fruit de l'intervention des États-Unis dans l'île. La question que l'on peut se poser est de savoir s'il n'y a pas d'autres dimensions derrière ce discours.

Cette section analyse les différents moments clés des relations américano-cubaines avant l'arrivée d'Obama et permet d'établir ou non une corrélation entre certains évènements historiques et la possibilité d'adopter un rapprochement définitif. La genèse des relations entre ces deux États s'inscrit dans la compréhension des facteurs qui permettent ou non de dire si, à termes, les relations adopteront une perspective dynamique et positive.

### **3.1 Les deux États peuvent-ils dépasser leurs facteurs initiaux de discordance ?**

#### ***L'arrivée de Fidel Castro et la période de guerre froide***

La césure entre les deux États s'amorce au début des années 1960. À cette époque, leurs relations se détériorent très rapidement. Alors que les liens entre les deux pays étaient caractérisés par une relation de dépendance de Cuba envers les États-Unis, Fidel Castro, tout juste arrivé au pouvoir via la révolution, se tourne vers le réseau le plus hostile aux américains. À l'aube de la guerre froide, le *commandante* instaure une dictature communiste répressive et établit des liens solides avec l'URSS. L'antagonisme économique croissant attise les tensions. Le secteur économique cubain procède à une nationalisation des biens cubains et augmente les taxes vers les importations américaines tout en établissant des échanges avec l'URSS. Se sentant menacés, les États-Unis commencent alors leur longue politique de sanctions et d'actions hostiles envers l'île.

---

<sup>98</sup> [http://www.huffingtonpost.com/ted-a-henken/the-answer-to-cubas-probl\\_b\\_9534650.html](http://www.huffingtonpost.com/ted-a-henken/the-answer-to-cubas-probl_b_9534650.html) consulté le 18 mai à 10h10.

<sup>99</sup> [http://www.huffingtonpost.com/miriam-leiva/barack-obama-will-not-create-change\\_b\\_9522724.html](http://www.huffingtonpost.com/miriam-leiva/barack-obama-will-not-create-change_b_9522724.html) consulté le 18 mai à 10h03.

<sup>100</sup> Discours du président Barack Obama, prononcé à la Havane le 22 mars consulté sur <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2016/03/22/remarks-president-obama-people-cuba> le 19 mai à 10h00.

Des opérations pour renverser le gouvernement cubain sont menées avec pour points culminants l'invasion de la baie des cochons en 1961<sup>101</sup> et la crise des missiles en 1962, où l'URSS cherche à instaurer des missiles nucléaires à Cuba, menace ultime pour les États-Unis. Ainsi se déroulent de longues négociations entre les deux camps, avec Cuba au centre de la discorde<sup>102</sup>. Depuis cette période, Washington a commencé à développer une lourde politique de sanctions à l'égard de l'île. L'objectif principal est d'isoler Cuba à travers des sanctions économiques, incluant un embargo sur le commerce et les transactions financières. Ainsi, la « *Cuban Assets Control Regulation* » (CACR) est mise en place par le Département du Trésor américain en juillet 1963<sup>103</sup>. La CACR est le point de départ des sanctions économiques interdisant la plupart des transactions financières avec Cuba et le gel des fonds du gouvernement cubain aux États-Unis. Les américains ont également exclu Cuba du système interaméricain en l'écartant de l'OEA. À cette époque, la politique étrangère poursuivie par Cuba entre directement en conflit avec les intérêts nationaux américains. Le gouvernement cubain supporte les mouvements marxistes de la région et soutient les indépendantistes socialistes africains, tournés vers l'URSS. L'objectif est alors de punir Cuba pour la propagation de l'idéologie communiste et d'en faire un exemple négatif pour les autres États du sous-continent<sup>104</sup>.

À l'heure actuelle, les calculs ne sont plus les mêmes. La menace soviétique n'existe plus, l'idéologie communiste n'a pas réussi à s'imposer et Cuba n'en constitue plus un vecteur. Voyant l'échec des sanctions économiques, Obama a entamé la voie de la conciliation. Toutefois, il ne s'agit pas du premier président à effectuer cette démarche. À l'époque, la résistance du régime castriste avait déjà fait l'apanage de tentatives de rapprochement entre les deux États. Ainsi, les présidents John F. Kennedy, Gerald Ford et Jimmy Carter s'étaient déjà essayés à ce périlleux exercice<sup>105</sup>. Ces tentatives ont vite tourné court... La politique étrangère de Fidel Castro était bien trop en symbiose avec l'URSS que pour accepter de dialoguer avec l'ennemi. Le non-retrait des cubains en Afrique, notamment en Angola et en Éthiopie, a conforté les américains dans leur politique d'isolation et de sanctions économiques cherchant à empêcher la fourniture de matériaux, soviétiques ou autres, à l'île. En 1992, Fidel Castro annonce que son pays n'a plus les capacités matérielles pour soutenir les mouvements révolutionnaires à l'étranger.

---

<sup>101</sup> L'invasion de la baie des cochons était une opération américaine pour déstabiliser Fidel Castro. Les États-Unis ont ainsi envoyé à Cuba environ 1400 exilés cubains qui avaient été préalablement entraînés par la CIA pour renverser le pouvoir cubain en place. L'opération a été un échec total, synonyme d'une énorme humiliation pour les États-Unis.

<sup>102</sup> Au vu de la menace de guerre nucléaire, les États-Unis ont négocié avec l'URSS et ont accepté de ne pas envahir Cuba et de retirer leurs missiles nucléaires en Turquie et en Italie. En contrepartie, les soviétiques ont retiré leurs missiles de Cuba.

<sup>103</sup> SULLIVAN, M., « Cuba: U.S. policy and issues for the 113<sup>th</sup> Congress », *Congressional Research Service (CRS)*, 31 juillet 2014, p.23.

<sup>104</sup> LEOGRANDE, W., « Normalizing US-Cuba relations : escaping the shackles of the past », *International Affairs*, 91, 3, 2015, p.475.

<sup>105</sup> LEOGRANDE, W., (2015), Op.cit., p.475.

*Les États-Unis vont déclarer que l'assistance cubaine aux mouvements révolutionnaires s'est arrêtée par manque de moyen et par désir de ré-établir des relations diplomatiques et économiques avec ses voisins*<sup>106</sup>. Il est évident que toute cette période est révolue. Cuba n'est plus problématique par rapport à la période de guerre froide. Barack Obama n'avait plus aucune raison de conserver un vieil ennemi ne représentant plus une menace. Le rapprochement établi par Cuba avec ses voisins latino-américains entamé dans les années 1970<sup>107</sup> et intensifié début des années 1990 a conforté Obama dans sa volonté de changer les choses.

### ***Les années 1980: le lobby cubain-américain, l'exode de Mariel et l'immigration de masse***

Les années 1980 désignent l'immigration de masse de cubains venant aux États-Unis. L'économie cubaine souffrant des sanctions économiques américaines, certains résidents n'ont d'autres choix que de quitter le pays. Profitant de cet exode, le président Carter accueille à bras ouverts les cubains. Ainsi, de nombreux cubains prennent la voie maritime et quittent l'île pour la Floride. Ces années consacrent également la diffusion du lobby cubain-américain. Les dissidents du régime castriste, immigrés aux États-Unis, ont longtemps constitué un frein pour les politiques de rapprochement. Leur pouvoir financier et politique a joué dans de nombreuses élections, notamment en Floride où ils financent les campagnes de candidats conservateurs en défaveur d'un rapprochement. Leur influence leur a donné *un pouvoir de veto virtuel sur la politique américaine de 1981 à 2008*<sup>108</sup>. Ce lobby a glané d'importantes victoires politiques telles que la création du « *Cuban Democracy Act* » en 1992, renforçant l'embargo dans l'optique d'amener le régime castriste à un point de rupture et le vote du « *Helms Burton Act* » en 1996, traduisant l'embargo en loi. Ce lobby, remarquablement organisé et ayant réussi à s'arroger les faveurs de nombreux membres conservateurs du Congrès, perd en importance suite à la fin de la guerre froide. En effet, une fois celle-ci terminée, la place occupée par Cuba dans la politique étrangère américaine diminue fortement. De cette façon, la question cubaine devient plus une question de politique domestique qu'un facteur décisif de politique étrangère.

La situation actuelle est tout à fait différente. Les principaux fers de lance du lobby cubain-américain, réfugiés politiques dissidents du régime de Fidel Castro, arrivés dans les années 1960-1970, ne sont plus là ou n'occupent plus qu'une place insignifiante. Les autres réfugiés, ceux des années 1980, ont débarqué pour des raisons économiques. Ces derniers n'ont pas quitté le pays pour s'opposer au régime et ont toujours souhaité conserver des liens avec leurs familles à Cuba.

---

<sup>106</sup> LEOGRANDE, W., (2015), Op.cit., p.476.

<sup>107</sup> Dans les années 1970, des pays comme l'Argentine, le Chili et le Pérou sont entrés en contradiction avec les sanctions et ont restauré des liens avec Cuba. Cela avait déjà obligé Kissinger à tenter un rapprochement.

<sup>108</sup> LEOGRANDE, W., (2015), Op.cit., p.476.

Les sanctions imposées par l'embargo, dont l'interdiction de se rendre sur le territoire cubain, leurs sont néfastes. Ainsi, des contradictions ont commencé à se développer dans la communauté cubaine des États-Unis. Le lobby cubain se divise de plus en plus et les plus jeunes, n'ayant pas connu la révolution, ne comprennent pas ces blocages. L'embargo devient une question de discorde. De cette façon, la voie est bien plus ouverte pour que les États-Unis renouent de façon consensuelle avec Cuba. En témoigne le score historique réalisé par Obama en Floride, manifestant un changement en cours, développé supra.

### ***1996 : la loi Helms-Burton et l'escalade de la tension***

Alors qu'une période d'ouverture est possible lors de l'administration Clinton, cette loi va contribuer à une escalade de tension entre les deux États. L'acte codifie officiellement l'embargo et pénalise les entreprises étrangères faisant du commerce avec Cuba. Les conditions pour la fin des sanctions sont la fin de Fidel et Raul Castro, des élections libres, une presse libre et le relâchement des prisonniers politiques américains. Concernant l'embargo, on peut distinguer l'administration Clinton et l'administration de Bush Sr. Durant l'administration de Bush Sr., aucune fenêtre de stratégie bilatérale ne s'est ouverte. En fin de guerre froide, l'administration attend car ils veulent voir les effets de la chute de l'URSS. Le « Cuban Democracy Act » a pour objectifs *d'aider les organisations non-gouvernementales à supporter les individus et les organisations qui veulent promouvoir un changement démocratique non-violent à Cuba*<sup>109</sup>. Il y a dès lors une incompatibilité entre Bush Sr. et Fidel Castro. Par contre, l'administration Clinton souhaite atténuer les sanctions sans toutefois les supprimer. Clinton annonce des mesures pour supporter les cubains incluant un élargissement des envois de fonds à Cuba, une expansion de la charte de passagers directs pour les vols à destination de Cuba et un assouplissement des restrictions sur les voyages à Cuba pour certaines catégories de voyageurs<sup>110</sup>. En mai 1995, les États-Unis et Cuba négocient un nouvel accord bilatéral sur l'immigration légale et la coopération sécuritaire. Le gouvernement américain a dès lors établi un effort de soutien pour réorganiser son approche stratégique<sup>111</sup>. Cependant, cette initiative échoue car ils souhaitent changer le régime politique domestique de Cuba, non-négociable pour le *commandante*. La principale raison de l'escalade des tensions se déroule le 24 février 1996 lorsque l'armée de l'air cubaine tire sur deux avions américains civils et non-armés, qui avaient violé l'espace aérien cubain dans le passé. Sauf que cette fois, ils naviguaient dans les eaux internationales<sup>112</sup>.

---

<sup>109</sup> TROUDI, M., « Cuba-Etats-Unis entre statu quo et difficile normalisation », *Géostratégiques*, numéro 41, 4<sup>ème</sup> semestre 2013, p.131.

<sup>110</sup> Ibid.

<sup>111</sup> DOMINGUEZ, G., « *Debating U.S.-Cuban relations: shall we play ball?* », Routledge, Contemporary Inter-American Relations Series, 2011, p.36.

<sup>112</sup> DOMINGUEZ, G., (2011), Op.cit., p.37.

Le gouvernement américain décide alors de mettre en œuvre le « Cuban Liberty and Democratic Solidarity Act » ou loi Helms-Burton. La fenêtre d'opportunité se referme alors pour plusieurs années. Moins désireuse de se rapprocher de Cuba, l'administration Bush Jr. insiste sur une « *two-track policy* », consistant en une isolation politique via des sanctions économiques tout en continuant à soutenir le peuple cubain<sup>113</sup>. Bush Jr. en profite pour renforcer les sanctions économiques, les restrictions de voyage, les envois de fonds et de dons humanitaires<sup>114</sup>. Bush énonce alors la célèbre phrase : « *what needs to change is not the United States; what needs to change is Cuba* »<sup>115</sup>. Sous la période Bush Jr., le dialogue est tout simplement impossible. Même s'ils proposent des donations à Cuba en réponse à la dévastation de l'ouragan Michelle et essayent de créer un climat de respect mutuel et de coopération, la proposition d'assistance directe aux dissidents et à la société civile a été très mal perçue par les castristes<sup>116</sup>. La fenêtre d'opportunité, ouverte puis fermée lors de la présidence Clinton, restera cadenassée jusqu'à l'arrivée d'Obama.

Poursuivant la même stratégie, Barack Obama propose un nouveau chapitre dans les relations interaméricaines. La période est bien plus propice à une réconciliation qu'auparavant. Le président américain, avec les pouvoirs exécutifs qu'il possède, prend des initiatives, tout comme Clinton avant le vote de la loi Helms-Burton, pour diminuer les effets de l'embargo. Avec Raul Castro au pouvoir, la donne a également changé. Ce dernier, malgré de nombreuses discordances avec les États-Unis, est prêt à aller vers plus de consensus. Cependant, la présence de l'embargo reste un frein majeur pour une normalisation totale. Des journalistes critiquent ouvertement la politique de Barack Obama. Un article de *politics house* tente d'expliquer que les mouvements de l'administration Obama sont souvent réalisés de la même façon que la politique cubaine de Clinton, restant dans une position irrespectueuse face à Cuba<sup>117</sup>. Le cœur de l'embargo reste en place, les entreprises d'État cubaines ne peuvent pas exporter aux États-Unis et la plupart des entreprises américaines ne peuvent pas investir à Cuba. Le second obstacle, à savoir la base militaire de Guantanamo, ne se résorbe pas non plus. Malgré la promesse en début de mandat d'Obama de fermer Guantanamo, aucune avancée n'a été faite en ce sens<sup>118</sup>. La normalisation devra suivre une dynamique incrémentale et espérer qu'aucune des deux parties ne fasse un mauvais pas et ne développe des politiques malheureuses.

---

<sup>113</sup> SULLIVAN, M., (2014), Op.cit., p.24.

<sup>114</sup> Ibid.

<sup>115</sup> *La Maison Blanche*, « President Bush delivers remarks on Cuba », 7 March 2008.

<sup>116</sup> DOMINGUEZ, G., (2011), Op.cit., p.40.

<sup>117</sup> <http://politicshouse.com/has-u-s-policy-toward-cuba-really-changed/> consulté le 18 mai 2016 à 09h43.

<sup>118</sup> [http://www.huffingtonpost.com/william-m-leogrande/president-obamas-trip-to\\_b\\_9511358.html](http://www.huffingtonpost.com/william-m-leogrande/president-obamas-trip-to_b_9511358.html) consulté le 18 mai à 09h51.

Dès lors, comment se justifie l'embargo ? La politique étrangère américaine  *motive le maintien de l'embargo au nom du concept de « sécurité humaine » et le présente comme un moyen coercitif devant contraindre le régime cubain, à amorcer une transition politique vers la démocratie et le respect des droits de l'homme, via une application de la « théorie de la paix démocratique »*<sup>119</sup>. Cette théorie, véritable doctrine de politique étrangère américaine, voit la démocratie comme un régime unique, le seul acceptable, garantissant le respect des droits de l'homme et de l'État de droit. Teinté de réalisme et de libéralisme institutionnel, il s'agit, pour les américains, de la voie vers laquelle tous les États doivent tendre. Derrière cette théorie se cache la préservation des intérêts américains. Il s'agit d'une politique stratégique pour justifier une doctrine d'intervention à l'étranger. Afin d'assurer sa propre sécurité, le pays de l'oncle Sam cherche à éviter que des régimes révolutionnaires, totalitaires ou autoritaires ne se mettent en travers de son chemin. Ils ont ainsi longtemps utilisé une doctrine d'intervention réaliste, témoignant de leur « toute puissance » pour intervenir en fonction de leurs propres intérêts.

#### ***Début des années 2000 et le rapprochement avec le Venezuela, symbole de l'anti-américanisme***

À l'aune du nouveau millénaire, Hugo Chavez et Fidel Castro signent un accord permettant au Venezuela d'envoyer du pétrole à Cuba à des prix réduits en contrepartie de l'aide cubaine au niveau des services, de l'éducation, de la science et de la technologie. La coopération s'est alors accrue tant au niveau de l'enseignement que des travailleurs sociaux. Ce rapprochement ne fait pas les affaires de l'administration Bush, fervent ennemi d'Hugo Chavez. Le Venezuela devient alors le premier partenaire économique de Cuba et à eux deux, ils représentent alors les moteurs de l'anti-américanisme, les ennemis des États-Unis. Dans une période de perte d'hégémonie, la coopération régulière entre vénézuéliens et cubains irrite les américains, renforçant le statut d'ennemi de l'île.

Une fois de plus, la conjoncture actuelle n'est plus la même. Une coopération plus accrue entre les États-Unis et Cuba pourrait permettre de diminuer la dépendance de l'île par rapport au Venezuela. Maduro et Raul Castro ne sont pas aussi proches que Chavez et Fidel Castro. Les problèmes auxquels fait face le Venezuela pourraient encourager le gouvernement cubain à échanger plus avec les américains. Cuba perd progressivement son caractère symbolique anti-américain, délaissant ce rôle au seul Venezuela, qui fait face à une crise économique et une crise de légitimité des autorités étatiques. Dans cette optique, même si Cuba reste un fervent allié du Venezuela, les tensions au sein de l'État pourraient inciter l'île à se tourner vers d'autres partenaires économiques et à diversifier leurs partenariats stratégiques. Cuba cherche à tout prix à se redresser et Raul Castro semble prêt à mettre en œuvre les nouvelles possibilités qui s'offrent à lui.

---

<sup>119</sup> LOUPSANS, D., « L'internationalisation de la crise cubaine: la conséquence d'un décalage normative entre américains et européens », Les enjeux géostratégiques entre les Etats-Unis et l'Iran, *Géostratégiques*, numéro 23, mai 2009, p.219.

### 3.2 L'implantation du régime castriste comme frein à la normalisation ?

Plusieurs périodes peuvent être décelées par rapport au régime cubain. Ainsi, il est intéressant d'analyser ces périodes et de constater les transitions entre elles.

#### *1959-1989, la période soviétique*

Cette période se caractérise par le nationalisme et l'apogée d'un système de parti unique. Cherchant à appliquer un modèle socialiste pour l'île, le leader charismatique éradique toute possibilité de pluralisme et fait émerger la mobilisation de masse. Inspiré par le communisme, Fidel Castro base son régime *sur la socialisation de tous les moyens de production, une industrialisation rapide et la création d'un homme nouveau, dédié à la révolution*<sup>120</sup>. Le parti communiste est reconnu comme le seul parti et toutes les organisations politiques sont bannies. La mobilisation populaire constitue alors le facteur-clé du régime. Une grande partie de la population, favorable à la révolution, est chargée d'assurer la transformation révolutionnaire et la mobilisation politique. De cette façon, les organisations de masse du régime empêchent les menaces contre-révolutionnaires et protègent le régime de l'influence d'autres gouvernements. Ils fournissent à l'État de quoi modeler la population et la mobiliser quand il le faut. Cuba s'engage alors dans une réforme économique d'envergure mais déjà à l'époque, les travailleurs cubains ne sont pas tous en faveur du travail pour la collectivité. Les échecs économiques obligent ainsi Castro à changer de système. De 1970 à 1985, *le lider maxima*, vise l'institutionnalisation des organisations du régime. En 1975, il établit une constitution communiste déclarant Cuba comme État athée avec le parti communiste cubain (PCC) dirigeant la société<sup>121</sup>. Le *commandante* appelle une assemblée nationale de pouvoir populaire qui élit des représentants ainsi que des membres du Conseil d'État et des ministres. Il est élu président du conseil d'État et son frère Raul vice-président. Le chef d'État se constitue un pouvoir oligarchique, se basant sur la qualité des dirigeants et non sur les élections. Durant cette période, toutes les mobilisations politiques sont conduites par des organisations fidèles au régime et aucune opposition n'est possible<sup>122</sup>. De 1986 à 1990, des protestations émanent de la société civile. L'impossibilité de diminuer l'influence du leader charismatique et de son parti oblige certains pans de la population à utiliser des méthodes indirectes de résistance. Ainsi, ils protestent, refusent de travailler, établissent un système de corruption et d'autres activités illicites à l'encontre du régime. En plus de ces problèmes internes, la chute du communisme se fait ressentir. Le régime doit trouver une solution et changer ses priorités, non plus sur le développement économique et l'idéologie mais bien sur sa propre survie politique<sup>123</sup>.

---

<sup>120</sup> WONG, A.R., « Rethinking the Cuban Regime : Implications for transition paths and comparative cases », *The Whitehead Journal of Diplomacy and International Relations*, été 2010, p.132.

<sup>121</sup> WONG, A.R., (2010), Op.cit., p.134.

<sup>122</sup> WONG, A.R., (2010), Op.cit., p.135.

<sup>123</sup> WONG, A.R., (2010), Op.cit., p.136.

### *1990-2005, la période spéciale*

Les difficultés du régime commencent à donner confiance aux dissidents. En 1994, des centaines de cubains manifestent à la Havane, synonyme de la plus grande défiance aux castristes depuis 30 ans<sup>124</sup>. Toutefois, ces manifestations ne changent pas grand-chose... Fidel Castro continue d'exercer un pouvoir militaire et se montre autoritaire via le PCC. Durant cette période, le régime se préoccupe moins de la mobilisation de masses pour asseoir son autorité. La population se plaint, les jeunes sont de plus en plus apolitiques et les cubains préfèrent se nourrir plutôt que de se focaliser sur les principes idéologiques et la mobilisation. Les revendications de la société civile sont en marche, exprimant des intérêts divers en dehors du cadre de l'État-parti. Ces organisations civiles illégales résistent au contrôle du gouvernement mais font face à la répression et l'intimidation. La fin de l'ère Fidel Castro a laissé un pays désœuvré mais avec l'espoir d'un changement sous la direction de son petit frère.

### *2006 - ...*

La fin de Fidel Castro témoigne de la fin d'un leadership charismatique, octroyant la capacité au *commandante* de s'imposer. Son frère, Raul, n'est pas du même acabit. Cependant, il a des compétences que son frère n'a pas : *des compétences de management humain et économique, un plus grand pragmatisme et une puissance de fédération de fidèles loyaux et dévoués autour de lui qui permettent une direction plus collégiale du pays*<sup>125</sup>. Plus discret, il est *plus préoccupé par l'institutionnalisation, la décentralisation et la prise de décision pragmatique plutôt que l'idéologie et la mobilisation de masse*<sup>126</sup>. Certains auteurs parlent de phase post-totalitaire. Est-ce vraiment le cas ? La redéfinition de l'État cubain, prônée par le socialisme d'État de Raul Castro, permet une nouvelle approche entre les États-Unis et Cuba, mais les principales caractéristiques du régime ont-elles réellement changé ? *Le socialisme d'État, c'est le monopole par l'État de la sphère publique et de toutes les instances sociopolitiques de la société, avec une politique redistributive et égalitariste*<sup>127</sup>. Dans le régime actuel, beaucoup témoignent des résistances à ce « tout à l'État ». Il y a une asymétrie de pouvoir entre la force étatiques et les forces civiles, compartimentées et segmentées en quelques secteurs seulement. *C'est la continuité politique qui prévaut malgré l'accent mis sur l'institutionnalisation de la gestion du pays et une inflexion du style de gouvernement vers une plus forte collégialité*<sup>128</sup>.

---

<sup>124</sup> WONG, A.R., (2010), Op.cit., p.137.

<sup>125</sup> GEOFFRAY, M.L. et TESTA, S., « De la révolution à la réforme : Cuba par-delà les polémiques idéologiques », *Cahiers des Amériques latines*, 57-58, 2009, p.20.

<sup>126</sup> WONG, A.R., (2010), Op.cit., p.139.

<sup>127</sup> GEOFFRAY, M.L. et TESTA, S., (2009), Op.cit., p.19.

<sup>128</sup> Note de consultance rédigée par GEOFFRAY, M.L., « Cuba : la réforme permanente ? », à partir de la conférence donnée par Hal Keplak à l'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine le 15 juin 2010, juin 2012, p.2.

Le régime continue de maintenir son pouvoir au plus haut niveau décisionnaire mais fait face à des difficultés de légitimité dans la sphère populaire. *Le PCC est toujours le seul parti légal et le régime alterne entre répression et formes d'intimidation envers les dissidents, comme le démontrent des arrestations et des actes de reniement*<sup>129</sup>. Il y a également de lourdes contradictions entre les discours de Raul Castro et la presse. Ainsi, Raul Castro explique que la situation de l'île ne fait que s'améliorer et que l'État-parti tient compte des revendications populaires. Toutefois, un grand nombre d'articles témoignent des problèmes internes et de la surdité du gouvernement par rapport aux revendications sociétales.

Pour les États-Unis, Cuba doit sensiblement modifier son régime interne en ouvrant la compétition multipartite et en respectant une société civile en quête d'indépendance. Malgré cela, le régime tient bon et occupe une place centrale au sein de l'île. Un changement de régime pourrait se faire à long terme via la coopération économique et l'impact de l'ouverture du marché cubain. Toutefois, tant que les américains ne mettent pas fin aux pratiques d'embargo, il y aura toujours un frein au développement de l'île. Cuba n'a pas *une économie protectionniste pour empêcher son engagement sur les marchés internationaux*<sup>130</sup>. L'île pourrait obtenir d'importants gains en concluant des accords avec les États-Unis. D'ailleurs, Raul Castro, lors de son investiture le 31 juillet 2006, a directement ouvert la possibilité d'un dialogue : *« At this stage of the game, they should understand that impositions and threats will achieve nothing with Cuba. We have always been willing to normalize relations on an equal plane. What we won't admit is an imperious and interventionist policy which the current administration frequently assumes »*<sup>131</sup>. En faisant ces déclarations, Raul Castro émet des revendications légitimes. Cependant, si on analyse son discours et la relation historique entre américains et cubains, le chef d'État fait preuve d'hypocrisie. Certes, il y eut des périodes d'accalmie et des fenêtres d'opportunités dans leurs relations, mais dire que Cuba a toujours voulu des relations normales avec les États-Unis est faux. Il est plutôt préférable de dire que les deux entités n'ont jamais pu saisir les opportunités qui s'offraient à eux. Cette nouvelle période avec l'arrivée d'Obama doit montrer la voie et enfin permettre aux ennemis de toujours de trouver un terrain d'entente.

Pour conclure cette partie, on constate que le régime castriste, malgré les changements entamés par Raul Castro, reste bien en place. Le régime fait toujours preuve d'unité, de cohésion et de force face aux attaques dont il fait l'objet. Que ce soit lors de la baie des cochons ou les entraves de sa société civile, le régime a toujours su se maintenir sans en payer un prix considérable. Sa capacité de répression est importante et les dissidents n'ont pas assez de moyens pour y faire face.

---

<sup>129</sup> WONG, A.R., (2010), Op.cit., p.141.

<sup>130</sup> DOMINGUEZ, G., (2011), Op.cit., p.48.

<sup>131</sup> Extrait du discours de Raul Castro, PEREZ-STABLE, M., « *The United States and Cuba since 2000* » dans DOMINGUEZ, G., (2011), Op.cit., p.49.

À l'heure actuelle, seule une cassure dans les sphères dirigeantes permettrait un changement. Les protestations de masse, malgré des périodes difficiles comme les crises migratoires et économiques, n'ont jamais su mettre en échec le régime. Il sera difficile d'aller vers la voie démocratique tant qu'un Castro sera au pouvoir. Certes novateur, Raul Castro a été imprégné de la culture du parti-unique. La possibilité d'un changement de régime est ainsi difficile. Lorsqu'au 3<sup>ème</sup> sommet de la CELAC, le dirigeant cubain parle de « *fournir une couverture sociale universelle, développer des opportunités de sécurité sociale à tous et l'exercice de tous les droits humains pour tous* »<sup>132</sup>, il s'agit de belles déclarations d'intentions. Le président cubain reste conservateur pour tout ce qui concerne les acquis de la révolution, à savoir les fondements du régime socialiste. La réelle transition cubaine, même si elle reste maigre, s'est faite au niveau économique, pas au niveau politique. L'adoption d'une économie plus ouverte a été le grand mérite de Raul Castro, bien qu'il n'en ait peut-être pas eu le choix. Si Cuba suit l'exemple chinois, l'île pourrait adopter des réformes orientées vers le marché tout en maintenant l'hégémonie de l'État-parti. De cette façon, le souhait américain d'instaurer un libéralisme économique et une démocratie à Cuba ne se réalisera pas. Au contraire, Cuba pourrait s'inspirer du modèle chinois, modèle concurrentiel à l'idéologie véhiculée par les États-Unis à travers le monde.

### **3.3 Un système d'alliances régionales et internationales pour résister aux pressions américaines**

#### ***Au niveau international***

Comme l'explique judicieusement Marifeli Pérez-Stable, *le positionnement de Cuba au sein de l'arène internationale est un facteur qui a poussé l'administration Obama à reconsidérer ses vues sur la politique cubaine*<sup>133</sup>. Alors que le Canada, l'Union européenne et la plupart des États latino-américains souhaitent, tout comme les États-Unis, l'établissement d'une démocratie à Cuba, la poursuite de l'embargo n'a plus aucun soutien. La Chine a également apporté son aide à Cuba, notamment dans les infrastructures de transport, la biotechnologie, ... Les liens économiques entre les deux pays sont noués et basés sur des intérêts économiques. De plus, la Chine, perçue comme une menace dans la région par les américains, n'impose pas de conditions politiques comme ces derniers<sup>134</sup>. Elle n'a cessé d'étendre son influence économique en Amérique latine et a des intérêts clairs à Cuba, devenant le deuxième partenaire économique de l'île. Cuba n'est donc pas isolée et renforcer ses liens avec les États-Unis sans compromettre ses liens avec ses anciens alliés est plus difficile.

---

<sup>132</sup> Discours du président Raul Castro au 3<sup>ème</sup> sommet de la CELAC le 28 janvier 2015, consulté sur <http://www.cfr.org/cuba/remarks-president-castro-third-community-latin-american-caribbean-states-summit/p36055> le 19 mai à 09h29.

<sup>133</sup> PEREZ-STABLE, M., « *The United States and Cuba since 2000* » dans DOMINGUEZ, G., (2011), Op.cit., p.52.

<sup>134</sup> PEREZ-STABLE, M., « *The United States and Cuba since 2000* » dans DOMINGUEZ, G., (2011), Op.cit., p.53.

L'île a augmenté également ses relations avec la Russie, début des années 2000, car face à l'embargo et au manque de soutien militaire, elle avait en permanence besoin d'une assistance. Ainsi, un allié russe dans la région lui est bénéfique, surtout que la Russie milite assidument contre les sanctions imposées par les États-Unis. De plus, depuis 2008, l'île a accueilli à trois reprises le pouvoir exécutif russe, symbolisant un accroissement des relations entre les deux États. D'ailleurs, *lors de la dernière visite du président Poutine à Cuba, la Russie a annulé 90% de la dette cubaine*<sup>135</sup>. Bien que la Russie ne soit pas particulièrement dangereuse pour Washington dans la région, elle reste l'un des contrepoids à la politique américaine. Il s'agit d'un atout politique et commercial, en témoigne *le crédit de 1,2 milliards d'euros accordé pour construire des centrales électriques*<sup>136</sup>. L'article de Samuel Ramani, du Huffington Post, explique que la politique étrangère cubaine est liée à la Chine et la Russie, rivaux des américains. Castro le sait. Il fait alors attention à limiter ses échanges avec les États-Unis pour ne pas froisser ces alliances vitales<sup>137</sup>. La construction d'alliances a permis au parti communiste de garder sa main au pouvoir et d'atténuer l'isolation de l'île<sup>138</sup>. Il est vrai qu'historiquement, Cuba a toujours consolidé des alliances avec des pays opposés aux intérêts américains. Celle avec la Russie, moins importante que lors de la période soviétique, est toujours présente. De plus, l'expression de la solidarité de Raul Castro en 2008 lors de la guerre de Géorgie et en 2014 lors de l'annexion de la Crimée sont contradictoires avec l'état d'esprit états-unien.<sup>139</sup> D'autant plus que *Vladimir Poutine et Raul Castro se sont mis d'accord le 11 juillet sur la réouverture de la station d'écoutes cubain de Lourdes, à 160 kilomètres des côtes américaines*<sup>140</sup>. Cela pourrait inquiéter les États-Unis quant aux éventuelles ambitions russes. Tous ces faits sont confirmés par Raul Castro, qui, en janvier 2015 affirmait : « *nous réaffirmons notre préoccupation [...] et l'intention d'étendre la présence agressive aux frontières de la Russie, un pays avec qui nous sommes liés historiquement, fraternellement et avec qui nous avons des relations mutuelles avantageuses* »<sup>141</sup>.

### ***Au niveau régional***

Au niveau régional, comme déjà expliqué, les relations entre Fidel Castro et Hugo Chavez ont permis à Cuba de se forger un réseau d'alliés et d'influence basé sur le pétrole vénézuélien et sur les services de soins de santé cubains. Avec l'aide de la Bolivie et du Nicaragua, ils représentent alors les derniers bastions symbolisant l'anti-américanisme.

<sup>135</sup> BARTHES, A. et MAREY-SEMPER, P., (2015), p.10.

<sup>136</sup> [https://fr.rbth.com/international/2016/03/23/obama-a-cuba-quelles-consequences-pour-la-russie\\_578181](https://fr.rbth.com/international/2016/03/23/obama-a-cuba-quelles-consequences-pour-la-russie_578181) consulté le 18 mai à 10h34.

<sup>137</sup> [http://www.huffingtonpost.com/samuel-ramani/why-a-genuine-normalizati\\_b\\_9655864.html](http://www.huffingtonpost.com/samuel-ramani/why-a-genuine-normalizati_b_9655864.html) consulté le 18 mai à 10h39.

<sup>138</sup> Ibid.

<sup>139</sup> Ibid.

<sup>140</sup> <http://www.courrierinternational.com/article/2014/07/17/une-oreille-bien-placee-pour-la-russie> consulté le 19 mai à 09h15.

<sup>141</sup> <http://www.cfr.org/cuba/remarks-president-castro-third-community-latin-american-caribbean-states-summit/p36055> consulté le 19 mai à 09h38.

Toutefois, ces alliés-clés ont perdu en importance depuis l'arrivée de Raul Castro. Ce dernier, plutôt que de se focaliser uniquement sur les idéaux anti-impérialistes de l'ALBA, préfère diversifier les partenaires cubains sur la scène régionale. D'ailleurs, cette stratégie fonctionne. Excepté les États-Unis, tous les États latino-américains ont des relations tout à fait normales avec l'île. Le timing d'Obama pour la reprise des relations diplomatiques avec Cuba n'est pas anodin. En effet, il a annoncé au mois de décembre une volonté de normalisation, sachant très bien qu'au *mois d'avril suivant se tiendrait le sommet des Amériques et que certains pays comme le Venezuela ou la Bolivie avaient menacé les États-Unis de ne pas s'y rendre si Cuba n'y était pas invité*<sup>142</sup>. Obama a bien compris qu'il ne devait pas rester isolé. Sachant que Caracas est le principal adversaire dans la région, le gouvernement de Castro, pris dans la dynamique de réconciliation, est coincé entre les deux. Bien que les relations économiques avec le Venezuela sont moins importantes qu'auparavant, le pays de Nicolas Maduro reste le premier partenaire économique de l'île et ce n'est pas une réconciliation tardive et soudaine qui proclamera le choix des États-Unis. Cuba reste attaché à ses liens avec le Venezuela et n'obéira pas aux sirènes américaines. Raul Castro a d'ailleurs rappelé au 3<sup>ème</sup> sommet de la CELAC, que « *la solidarité restera d'une importance capitale en Amérique latine [...] et Cuba réaffirme son plus fort support à la révolution bolivarienne et au gouvernement légitime tenu par le président Nicolas Maduro* »<sup>143</sup>. Cuba peut également se targuer d'avoir pu nouer un dialogue solide avec les autres pays de la région. Dès le début des années 1970, des pays comme l'Argentine, le Chili et le Pérou s'affirment contre les sanctions américaines en restaurant des liens avec l'île. Sous Reagan et Bush Jr., les mouvements populistes vénézuélien, bolivien et équatorien se sont rapprochés et des gouvernements sociaux-démocrates comme le Chili et le Brésil ont rejeté la politique hostile de Washington<sup>144</sup>. La colère des gouvernements latino-américains a été sous-estimée par les États-Unis. En ce qui concerne le 7<sup>ème</sup> sommet des Amériques au Panama, les pays latino-américains ont donné leur support au Panama qui a invité Cuba malgré le refus américain. Obama a dû faire un choix : *boycotter le sommet en protestation ou assister au sommet malgré l'insistance de Washington que ce sommet n'est que pour les démocraties*<sup>145</sup>. Il s'y est finalement rendu et le sommet ne fut pas concluant. Le Canada, ayant joué un rôle prééminent en accueillant à plusieurs reprises les négociateurs cubains et américains dans le plus grand secret, continue de condamner l'embargo. Il fait du commerce, investit à Cuba depuis les années 1990 et encourage le régime à établir une démocratie. Ayant de bonnes relations avec les États-Unis, le Canada n'est pas tant un allié ni pour les cubains, ni pour les américains. Son rôle reste assez neutre, si ce n'est qu'il privilégie le rapprochement entre les deux entités et favorise le dialogue.

<sup>142</sup> [http://www.marianne.net/Derriere-le-rapprochement-Etats-Unis-Cuba\\_a243461.html](http://www.marianne.net/Derriere-le-rapprochement-Etats-Unis-Cuba_a243461.html) consulté le 18 mai à 11h43.

<sup>143</sup> <http://www.cfr.org/cuba/remarks-president-castro-third-community-latin-american-caribbean-states-summit/p36055> consulté le 19 mai à 09h32.

<sup>144</sup> LEOGRANDE, W., (2015), Op.cit., p.480.

<sup>145</sup> LEOGRANDE, W., (2015), Op.cit., p.482.

### 3.4 Les dissidents et les mouvements civiques cubains : alliés pour les États-Unis ?

Malgré ces stratégies pour contrecarrer l'influence américaine en Amérique latine, tous les cubains ne sont pas opposés à la politique de démocratisation. Les citoyens cubains font face à une politique économique teintée d'échec et le régime castriste, malgré les réformes économiques, ne permet pas d'avoir une force de travail pertinemment productive. Plusieurs facteurs restent prégnants : *chômage endémique, vastes inégalités entre ceux qui ont accès à des devises fortes et la majorité écrasante qui est payée en pesos non convertibles, corruption systémique, vol massif des biens du gouvernement, secteur privé réprimé et déformé, ...*<sup>146</sup>. L'héritage castriste et le totalitarisme ont affaibli la capacité institutionnelle du régime de Raul Castro. Ces facteurs contribuent à freiner la transition et la possibilité de répondre aux défis exigeants auxquels Cuba est confronté.

Depuis 1996, les États-Unis ont mis en place l'« *U.S. Agency for International Development* » (USAID). À Cuba, cette agence a réalisé un programme pour *supporter toute une variété d'organisations non-gouvernementales dans l'objectif de promouvoir une transition pacifique à la démocratie, aidant la société civile et construisant une solidarité entre les activistes des droits humains à Cuba*<sup>147</sup>. De 1996 à 2014 les américains ont alloué environ 264 millions de dollars de fonds pour les efforts démocratiques à Cuba<sup>148</sup>. Pour l'année 2015, l'assistance se résume au support d'initiatives de la société civile pour promouvoir la démocratie, les droits humains et les libertés fondamentales. Les programmes assurent également l'assistance humanitaire aux victimes de répression politique et la promotion d'informations. L'USAID cherche à créer des leaders pour une nouvelle génération au pouvoir et à compiler des documents témoignant de violations des droits humains<sup>149</sup>. Souvent, les services secrets américains ont été accusés, à juste titre, d'aider les groupes à entamer leur marche vers un renversement du régime. Ce qui va faire dire au régime cubain que ce sont les services secrets des États-Unis qui sont les dissidents.

En ce qui concerne les dissidents, d'un côté, on peut y trouver ceux qui ne souhaitent aucune réconciliation avec le gouvernement cubain. Ces derniers voient la réconciliation comme justifiant les exactions du régime et n'hésitent pas à supporter l'embargo pour provoquer sa chute<sup>150</sup>. Ce sont ceux qui reçoivent les fonds américains. D'un autre côté, on retrouve les plus modérés, travaillant par voie de consensus et tentant de réaliser une transition vers la démocratie. Ils sont en contradiction totale avec l'embargo et ont donc une pensée différente des plus radicaux.

---

<sup>146</sup> GERSHMAN, C. and GUTIERREZ, O., « Can Cuba change? », *Journal of democracy*, volume 20, numéro 1, janvier 2009, p.38.

<sup>147</sup> *Congressional Research Service*, « Cuba: U.S Policy and Issues for the 113<sup>th</sup> Congress », 2015, p.38.

<sup>148</sup> *Congressional Research Service* (2015), Op.cit., p.37.

<sup>149</sup> *Congressional Research Service* (2015), Op.cit., p.40.

<sup>150</sup> ACKERMAN, H., « Post-D-17 and processes of Cuban national reconciliation », *Centre for Latin American and Latino Studies*, SSRC, avril 2015, p.7.

Ils sont en faveur d'une normalisation et n'ont jamais eu l'intention de recevoir des fonds américains<sup>151</sup>. Par conséquent, ils ont moins de moyens pour soutenir les initiatives américaines. Le 20 mai 2002, à l'occasion du 100<sup>ème</sup> anniversaire de l'indépendance de Cuba, le président Georges W. Bush avait déjà annoncé une *initiative pour un « nouveau Cuba »*<sup>152</sup>. Ce souhait américain d'aider les dissidents et la société civile a été mal reçu et vu comme une menace par le régime castriste, désignant des provocations répétées de la part de l'administration Bush Jr.

Dans cette optique, différents mouvements civiques se sont mis progressivement en place pour contester ce régime totalitaire. Le « Mouvement civique indépendant » se crée dans le milieu des années 1990 sous forme d'associations professionnelles indépendantes, d'unions commerciales et de journalistes indépendants. Ensemble, ces organisations créent le « *Concilio Cubano* », déterminé à se battre pour une transition pacifique vers un *État de droit démocratique*<sup>153</sup>. L'objectif de ce mouvement est que la légitimité de l'État doit venir de son peuple via les droits naturels des citoyens. Malgré la répression forte exercée par le régime cubain, le Concilio Cubano mise sur des mécanismes que James C. Scott qualifierait de « *hidden transcript* »<sup>154</sup>. Selon eux, l'île est suffisamment vaste pour que toutes sortes de mouvements émergent et puissent pénétrer les organisations de masse du régime, les universités et d'autres réseaux qui pourraient se rattacher à la bureaucratie de l'État elle-même. Dès les années 1990, les dissidents cubains ont adopté des politiques de non-violence. Les jeunes, les afro-cubains et les travailleurs s'opposent au régime directif. Les jeunes saisissent internet pour s'exprimer et utilisent des moyens d'action subtiles<sup>155</sup>. Les afro-cubains, marginalisés dans des inégalités raciales protestent sur le fait qu'ils sont rarement dans des positions de pouvoir et sont peu présents dans les médias. Discriminés et exclus, ils créent un mouvement d'opposition multiracial pour la défense de la culture dans la société cubaine. Aussi, la « Confédération des travailleurs cubains » constitue la seule association représentative des travailleurs cubains. Ils ne disposent pas du droit de grève et ne peuvent pas s'associer librement. En somme, ils ne disposent que d'obligations et de devoirs. L'influence de Vaclav Havel et Paya a également joué sur la scène nationale<sup>156</sup>.

---

<sup>151</sup> ACKERMAN, H., (2015), Op.cit., p.10.

<sup>152</sup> Georges W. Bush avait la volonté *d'assouplir les restrictions sur l'assistance humanitaire et entrepreneuriale à des groupes indépendants, offrir des bourses américaines aux étudiants et professionnels engagés à construire des institutions autonomes et travailler avec des leaders mondiaux pour donner du pouvoir à la société civile cubaine*. Consulté dans PEREZ-STABLE, M., « *The United States and Cuba since 2000* » dans DOMINGUEZ, G., (2011), Op.cit., p.49.

<sup>153</sup> GERSHMAN, C. and GUTIERREZ, O., (2009), Op.cit., p.39.

<sup>154</sup> SCOTT C., J., « *Domination and the Arts of Resistance: Hidden Transcripts* », Yale University Press, 1990, p.4. Ces principes de « résistance cachée » sont caractérisés par les discours et actions qui se tiennent hors du champ de vue du pouvoir, cachés à l'observation directe des détenteurs de pouvoir. Il s'agit de discours ou pratiques qui infléchissent ou contredisent ce qui apparaît sur la scène publique.

<sup>155</sup> Par exemple, ils se servent de la musique rock pour critiquer indirectement le gouvernement.

<sup>156</sup> Vaclav Havel (1936-2011) était une figure de l'opposition au communisme et au socialisme tchécoslovaque. Oswald Paya (1952-2012) était un dissident cubain, imprégné par la dimension catholique. Il s'est battu pour un changement de régime politique à Cuba et sur la volonté d'une réforme de la Constitution pour donner plus de droits aux citoyens cubains.

Havel avait établi un comité international pour la démocratie à Cuba, afin de leur fournir un support politique<sup>157</sup>. Il liait Cuba à l'expérience de dissidents en Europe Centrale qui ont triomphé du communisme. Il avait mis en place des rencontres secrètes pour trouver des recommandations politiques à propos de réformes économiques, sociales et politiques. Paya, lui, cherchait à défendre les citoyens les plus vulnérables et avait développé un nationalisme démocratique.

Ces résistances et dissidences représentent un mouvement multipolaire, il y a plusieurs niveaux qu'il faut prendre en considération. Cette structure décentralisée a permis aux mouvements de résister aux pressions du régime castriste. La diversification et la diffusion du mouvement civique lui ont permis à chaque fois de recréer des nouveaux groupes, quand bien même les autres se faisaient arrêter. La volonté de restaurer une identité cubaine encourage les dissidents à continuer malgré les échecs de renversement de régime. Toutefois, cette multipolarité est aussi un signe de faiblesse car des coalitions puissantes ne se réalisent pas, faute d'accord entre modérés et radicaux.

À la lumière de cette analyse, il serait plus pertinent pour les américains de diminuer les fonds envoyés aux dissidents cubains. Il y a une contradiction claire. En effet, envoyer des fonds aux radicaux soutenant l'embargo et hostiles au gouvernement de Castro est contradictoire avec la volonté de levée de l'embargo et de normalisation des relations entreprises par Obama. Continuer d'envoyer des fonds ne fait que mettre de l'huile sur le feu. Si ces fonds diminuent, cela permettra aux plus modérés de continuer à influencer sur le gouvernement et pourquoi pas d'établir des coalitions avec les plus radicaux.

À la question de savoir s'il s'agit d'alliés, ils n'en ont jamais été tant le gouvernement cubain a toujours résisté aux pressions de ces groupes. L'envoi permanent de fonds de l'USAID n'a jamais permis aux dissidents de renverser le régime, dénotant un échec. Par contre, les mouvements plus récents de démocratisation pourraient représenter des courroies de transmission de la pensée démocratique américaine. Soutenant un Cuba démocratique, la propagation de leurs idées suit son cours et pèse sur la société civile. Les réseaux mis en place par les modérés doivent continuer leurs démarches non violentes pour tenter de convaincre le régime castriste de nouer un dialogue, non pas d'égal à égal, mais du moins sans hostilités. Seulement par cette façon de faire, les mouvements civiques pourront faire entendre leurs revendications, même si les chances d'aboutir sont maigres.

Dans son récent discours à Cuba, Obama a annoncé : « *The changes to come depend on the Cuban people* », signifiant que les États-Unis ne souhaitent plus changer le régime par eux-mêmes. La question est de savoir si les cubains en ont réellement envie. Bien que Raul Castro ait convié la population à des « élections municipales » douteuses, les opposants au régime durent constater un échec retentissant. En effet, seuls deux opposants se sont présentés le dimanche 19 avril aux élections municipales cubaines.

---

<sup>157</sup> GERSHMAN, C. and GUTIERREZ, O., (2009), Op.cit., p.51.

Hildebrando Chaviano, candidat critique à l'égard du gouvernement, a même annoncé : « *le vote a été régulier. Le comptage des voix a été régulier. Les gens ne veulent pas changer. Ils veulent toujours la révolution* »<sup>158</sup>. Cela confirme que, malgré la multiplication des mouvements dissidents, les cubains, soit par peur, soit par soutien aux préceptes révolutionnaires, continuent de suivre les règles du régime.

### 3.5 Les États-Unis et la stratégie de diffusion des valeurs démocratiques à travers les médias

Lors de son voyage à Cuba, Obama a déclaré : « *I believe that citizens should have the freedom to say what they think without fear, to organize and criticize their government, and to peacefully protest* »<sup>159</sup>. En procédant de la sorte, Obama s'engage à envoyer un message aux dirigeants cubains. Sans parler de changer le régime, il démontre le manque de libertés civiles et politiques de l'île. Aussi, lors de sa rencontre avec Raul Castro, Barack Obama a expliqué que les États-Unis « *will continue to try to lift up concerns around democracy and human rights* » et Raul Castro de lui répondre « *it's practically the same as we feel about the topics, including human rights, freedom of the press* »<sup>160</sup>. En analysant ce discours, il va de soi que les considérations diplomatiques ont primé sur les considérations du régime castriste. Il suffit d'écouter le discours de Raul Castro au congrès du parti communiste, en avril dernier, pour se rendre compte des jeux diplomatiques qui varient en fonction du cadre dans lequel ils sont prononcés. Ce dernier exprimant que « *le désir d'Obama a été bien accueilli mais qu'il s'agit juste d'un changement de méthode en référence aux efforts de Washington pour amener un changement politique à Cuba depuis que les frères Castro ont évincé le gouvernement pro-américain en 1959* »<sup>161</sup>.

Lors d'un discours tenu par le président Castro au 3<sup>ème</sup> sommet de la CELAC, ce dernier parlait d'un « *nouvel ordre mondial d'intégration et de construction [...] de justice sociale et démocratie du peuple, par le peuple et pour le peuple* »<sup>162</sup>. Mettant l'accent sur l'unité dans la diversité, il se pose même la question : « *que font les dix millions de personnes marginalisées qui pensent à la démocratie et aux droits humains ?* »<sup>163</sup>. Le discours de Raul Castro paraît bien hypocrite. Alors que Cuba a arrêté 6600 personnes pour des crimes politiques en 2012 (2074 en 2010) et détient de nombreux dissidents en détention, les exactions envers les droits humains sont tout à fait démontrées<sup>164</sup>.

---

<sup>158</sup> [http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2015/04/20/deux-opposants-cubains-echouent-aux-elections-municipales\\_4618873\\_3222.html](http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2015/04/20/deux-opposants-cubains-echouent-aux-elections-municipales_4618873_3222.html) consulté le 19 mai à 15h15.

<sup>159</sup> [http://www.huffingtonpost.com/ted-a-henken/the-answer-to-cubas-probl\\_b\\_9534650.html](http://www.huffingtonpost.com/ted-a-henken/the-answer-to-cubas-probl_b_9534650.html) consulté le 18 mai à 10h23.

<sup>160</sup> <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2015/04/11/emarks-president-obama-and-president-raul-castro-cuba-meeting> consulté le 18 mai à 11h55.

<sup>161</sup> <http://www.theguardian.com/world/2016/apr/16/raul-castro-us-democracy-cuban-communist-party> consulté le 19 mai à 10h12.

<sup>162</sup> Discours du président Raul Castro au 3<sup>ème</sup> sommet de la CELAC le 28 janvier 2015 : <http://www.cfr.org/cuba/remarks-president-castro-third-community-latin-american-caribbean-states-summit/p36055> consulté le 19 mai à 09h23.

<sup>163</sup> Ibid.

<sup>164</sup> [http://www.huffingtonpost.com/samuel-ramani/why-a-genuine-normalizati\\_b\\_9655864.html](http://www.huffingtonpost.com/samuel-ramani/why-a-genuine-normalizati_b_9655864.html) consulté le 18 mai à 10h54.

Dans son discours indiquant la volonté de rétablir des relations diplomatiques, Barack Obama a déclaré : « *I believe in the free flow of information [...] so I've authorized increased telecommunications connections between the United States and Cuba* »<sup>165</sup>. Cette phrase, paraissant anodine, est tout à fait réfléchie. Elle fait partie d'une stratégie de communication des États-Unis pour promouvoir la démocratie au sein de l'île. Il réaffirmera d'ailleurs l'importance d'internet à l'occasion de son discours à la Havane : « *The internet should be available across the island, so that Cubans can connect to the wider world* »<sup>166</sup>. Devenant le dernier pays d'Amérique latine à rejoindre le réseau internet en 1996, l'accès à internet et les médias sont devenus une préoccupation pour les autorités étatiques cubaines. Après la chute de l'union soviétique le concept de société civile a posé la question du rôle de l'État-parti et du cadre associatif du gouvernement, la société civile étant inévitablement reliée au concept de société politique. Les crises économiques endurées après la chute du communisme ont circonscrit une société plus hétérogène et parfois contradictoire avec l'État. Afin de contrer ces mouvements, le régime a assigné les différentes organisations sous sa tutelle, devant prouver leur loyauté. Les autres organisations étant interdites. Cette emprise empêche les citoyens d'émettre des protestations dans la sphère publique et d'atteindre une plus large audience. Les américains ont alors mis en œuvre des mécanismes de radio et de télévision (programme Marti) pour diffuser leur influence sur l'île. Ces programmes de télécommunication, restent, quoique l'on dise, des programmes de déstabilisation du gouvernement cubain. *Le gouvernement cubain va dès lors utiliser une énergie considérable pour empêcher les transmissions*<sup>167</sup>. Face à cette menace politique et suivant l'exemple chinois, ils ont autorisé l'accès à internet tout en cherchant à minimiser les potentiels impacts de déstabilisation du régime. Les États-Unis utilisent leur « *two track strategy* » pour *augmenter les communications en exemptant les télécommunications et internet des sanctions de l'embargo*<sup>168</sup>, cherchant à encourager l'émergence d'une société civile pluraliste et démocrate. Le régime castriste met alors tout en œuvre pour contrôler ces technologies en maintenant le monopole des fournisseurs d'internet et en bloquant ou sabotant des sites hostiles. Toutefois, malgré ces stratégies, il est impossible pour le gouvernement de tout contrôler. Un réseau de blogs s'est mis en place avec diffusion de valeurs démocratiques, courants anti-castristes, etc. Face à cela, le régime adopte deux stratégies. D'un côté, le débat atteint la sphère publique et de nombreux bloggeurs vont être emprisonnés, considérés comme des ennemis anti-révolutionnaires.

---

<sup>165</sup> *La Maison Blanche*, Discours du président Barack Obama: *Charting a New Course of Era*, 17 décembre 2014: <http://www.whitehouse.gov/issues/foreign-policy/cuba> consulté le 19 mai à 09h49.

<sup>166</sup> Discours du président Barack Obama, prononcé à Cuba le 22 mars 2016 : <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2016/03/22/remarks-president-obama-people-cuba> consulté le 19 mai à 09h57.

<sup>167</sup> HOFFMAN, B., « Civil Society 2.0 : How the Internet changes state-society relations in authoritarian regimes : the case of Cuba », *GIGA working papers*, numéro 156, janvier 2011, p.13.

<sup>168</sup> HOFFMAN, B., (2011), Op.cit., p.14.

D'un autre côté, ils renversent l'idéologie à leur compte, en créant des blogs minant la crédibilité et la légitimité des bloggeurs considérés comme anti-révolutionnaires<sup>169</sup> et vantant les mérites du régime socialiste. Depuis l'arrivée d'internet, le contrôle, bien qu'accru, n'a pas empêché quelques espaces pluralistes de se créer. Les médias digitaux permettent le développement d'une identité collective et une interaction directe avec la société cubaine et étrangère. Des liens avec des acteurs de la société civile ont pu se créer, permettant aux mouvements civiques d'être diffusés plus facilement. Comme le résume parfaitement Bert Hoffman, *l'effet de ces changements sur la démocratisation dépendent de la mesure dans laquelle la voix du web est capable de se connecter avec le débat public hors ligne et l'action sociale*<sup>170</sup>. Le gouvernement cubain considère bel et bien cela comme une menace. Dès lors, il fait tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher le débat virtuel d'entrer sur la sphère publique et éviter tout effet de contagion. Ces démarches permettent de comprendre pourquoi le gouvernement américain a choisi de supprimer les restrictions sur les télécommunications. Cela permet de diffuser des idéaux démocratiques, si chers à leurs yeux. Ils continuent d'ailleurs de dépenser des millions pour la diffusion de ces chaînes, dénoncée comme une violation du droit international par Cuba.

## **Section 4 : élection de Barack Obama : dénouement final ou désillusion ?**

### **4.1 Politique étrangère du Président Obama**

La présidence de Barack Obama a été à la fois critiquée et adulée. Promettant avant son investiture une « rupture » avec l'administration Bush, Obama est arrivé à la présidence sous un regain d'optimisme de la part de la communauté internationale. Souhaitant renouer avec *le dialogue, la concertation, la diplomatie ainsi que le respect du droit international et des institutions multilatérales*, il a voulu changer l'image des États-Unis à travers le monde<sup>171</sup>. Dans une période d'affaiblissement du leadership américain, le président s'est engagé dans des tentatives de séduction de la communauté internationale. En effet, *l'unilatéralisme de l'administration Bush a contribué à l'isolement des États-Unis dans le monde et à leurs difficultés à fixer l'ordre du jour international*<sup>172</sup>. Ainsi, un changement de paradigme devait se mettre en marche sous la houlette de la doctrine du « *smart power* », combinaison du soft power (persuasion par les idées) et de hard power (coercition par la force).

---

<sup>169</sup> HOFFMAN, B., (2011), Op.cit., p.21.

<sup>170</sup> HOFFMAN, B., (2011), Op.cit., p.25.

<sup>171</sup> SANTANDER, S., « La politique étrangère d'Obama : le changement dans la continuité », *La revue nouvelle*, janvier-février 2013, p.78.

<sup>172</sup> DE HOOP SCHEFFER, A., « La politique étrangère de l'administration Obama. La quête d'un nouvel équilibre entre réalisme et internationalisme », *Annuaire Français de Relations Internationales*, Centre Thucydide, volume 10, 2009, p.7.

Le smart power cherchant ainsi à développer *une stratégie intégrée, une base de ressources et d'outils pour atteindre les objectifs américains. Il souligne la nécessité d'un fort pouvoir militaire mais aussi d'un système d'alliances, partenariats et d'institutions qui pourront étendre l'influence américaine et donner de la légitimité aux actions du gouvernement*<sup>173</sup>. La question que l'on peut alors se poser est la suivante : Obama a-t-il développé son propre style de politique étrangère ? S'est-il inspiré de ses prédécesseurs ou s'est-il contenté de réagir pertinemment aux événements ? La réponse est simple, son style de politique étrangère répond à l'environnement qui l'entoure. Comme répété à de multiples reprises, la politique étrangère résulte de nombreux facteurs, certains s'imposent parfois aux dirigeants, d'autres leur permettent plus d'interventionnisme.

Certains auteurs, comme Charles-Philippe David, parlent de président « *protéiforme* » et expliquent qu'il y a *plusieurs Barack Obama*<sup>174</sup> tandis que d'autres comme Christian Nünlist expliquent qu'Obama a suivi des *principes stratégiques clairs*, à savoir que *les États-Unis devaient conserver leur leadership et leur suprématie au niveau mondial, mais en réduisant les coûts et en répartissant davantage les efforts avec les alliés et les partenaires*<sup>175</sup>. Une chose est certaine, la politique étrangère d'Obama divise. Présenté lors de son investiture comme un idéaliste, le mandat d'Obama a plus souvent été teinté de réalisme. Dans la continuité de Bush, *le changement que promet le président Barack Obama se trouve limité par l'empreinte de la « doctrine Bush » sur la politique étrangère des États-Unis, avec laquelle il a conscience de ne pas complètement rompre*<sup>176</sup>. Même si ses décisions ont souvent été prises en fonction de l'intérêt national américain, poursuivant ainsi certains axes de l'administration Georges W. Bush, la politique d'Obama s'en est dissociée par un usage plus prudent de la dimension militaire et une diplomatie plus pertinente.

Si on reprend l'analyse de la politique étrangère américaine et des quatre composantes de base, à savoir le réalisme, l'institutionnalisme libéral, le libéralisme économique et l'idéalisme démocratique, on peut distinguer l'oscillation de sa politique étrangère. Celle-ci relève des dimensions pragmatique et calculatrice. Le président américain a souvent joué *sur le calcul constant d'une décision optimale*<sup>177</sup>. Souvent il a décidé en fonction des conséquences de ses choix, jugeant ses actions via un rapport de cause à effet. Dans cette optique, on peut parler de théorie de politique étrangère ambivalente. Obama a misé sur une politique d'engagement, cherchant à restaurer la confiance et la perte d'influence de la période Bush tout en diminuant les coûts de sa politique étrangère.

---

<sup>173</sup> ARMITAGE R., NYE J., « A smarter, more secure America », *Center for Strategic and International Studies (CSIS)*, CSIS Commission on Smart Power, 2007, p.7.

<sup>174</sup> DAVID, C.-P., « *La politique étrangère des États-Unis. Fondements, acteurs, formulations* », Presses de Science Po, 3<sup>ème</sup> Edition, 2015, p.554.

<sup>175</sup> NUNLIST, Ch., « La politique étrangère d'Obama : premier bilan », *Center for Security Studies (CSS)*, ETH Zürich, mars 2016, p.1.

<sup>176</sup> DE HOOP SCHEFFER, A., (2009), Op.cit., p.1.

<sup>177</sup> DAVID, C.-P., (2015), Op.cit., p.558.

Le dirigeant a compris que l'hégémonie américaine a perdu de sa superbe depuis le début des années 2000. Ainsi, il a préféré tenter une politique de leadership multipolaire, plutôt qu'une politique hégémonique. Conscient du phénomène des émergents et de la croissance chinoise, il a troqué la logique unipolaire et conservatrice de Bush pour essayer de coopérer avec les nouvelles puissances et établir des règles internationales plus en rapport avec la nouvelle réalité globale. Étant préoccupé par l'intérêt national américain, il n'a pas hésité à faire profil bas lors de la problématique en Crimée et la crise syrienne étant donné que cela ne touchait pas les intérêts vitaux de son État. Ces retraits ne démontrent pas une perte de puissance globale, il s'agit juste d'une politique plus discrète que la politique interventionniste de Georges W. Bush.

### ***Obama et l'Amérique latine***

Par rapport à l'Amérique latine, Barack Obama a fait beaucoup de promesses mais elles ne se sont pas concrétisées. L'avancée majeure de son mandat reste la normalisation des relations diplomatiques avec Cuba. Cette avancée positive s'est réellement traduite dans une volonté d'atteindre les objectifs assignés. Sur ce point, l'élection d'Obama a été fructueuse. Cependant, on ne peut pas parler de véritable rapprochement avec le sous-continent. L'accent stratégique de la présidence Obama s'est surtout focalisé sur l'Asie. *Pour endiguer les ambitions hégémoniques de la Chine, l'administration Obama a annoncé en novembre 2011 un « pivotement » de la grande stratégie des États-Unis*<sup>178</sup>. Un changement de paradigme de politique étrangère s'est ainsi installé, pivotant de l'Europe et du Moyen-Orient vers l'Asie-Pacifique. Ainsi, Obama n'a pas trouvé la solution au problème du « consensus idéologique interaméricain » instauré depuis les années 2000. Bien que les États-Unis développent une stratégie bilatérale, leur influence sur le sous-continent n'est plus celle d'antan. Comme l'explique Maria Moreno-Sainz, la conjoncture nationale et internationale a focalisé l'attention d'Obama sur la crise financière et sociale américaine, la gestion des guerres en Irak et Afghanistan, les révoltes arabes, l'intervention de l'OTAN en Lybie, la crise ukrainienne, etc.<sup>179</sup> À l'heure actuelle, aucun État ne semble parvenir à s'imposer comme hégémon dans le sous-continent. Le Brésil cherche à tenir un rôle de leader dans l'hémisphère sud mais ne peut en aucun cas assurer un rôle d'hégémon qui nécessite des moyens financiers hors normes. L'État a d'ailleurs de plus en plus de mal à assumer son statut (contesté) de leader, s'empêtrant dans des pratiques politiques douteuses, entravant la crédibilité de son gouvernement. De plus, ses problèmes économiques croissants et sa perte de vitesse, faisant suite à sa période faste et son statut d'émergent, ne lui permettent plus d'assurer de façon efficiente les coûts énormes qu'exige le leadership d'une région.

---

<sup>178</sup> NUNLIST, Ch., (2016), Op.cit., p.2.

<sup>179</sup> Réponses de Maria Moreno-Sainz à un questionnaire exploratoire.

Par rapport à Cuba, après 18 mois de négociations secrètes, Obama a choisi la carte de la réconciliation. Au bout d'une longue quête, marquée par des réunions secrètes, dont plusieurs au Canada, un rapprochement historique a pu avoir lieu<sup>180</sup>. Pour ce faire, bien avant son élection, des groupes de travail ont été établis entre les deux pays pour travailler sur des préoccupations communes comme la sécurité, la coopération postale, les changements culturels ou les challenges économiques<sup>181</sup>. À l'occasion de son discours du 17 décembre 2014, il annonçait « *we can do more to support the Cuban people and promote our values through engagement* »<sup>182</sup>. Proclamant une politique d'engagement, le président américain a choisi une approche prudente, il sait que ce sera une démarche incrémentale et que sa stratégie d'engagement et de persuasion ne produira pas de changement brusque sous peu. De la sorte, il est désormais intéressant de se focaliser sur les différents facteurs qui ont permis ce rapprochement historique.

## 4.2 Facteurs structurels de rapprochement

### *Le changement du système économique cubain et l'ouverture aux investissements*

La politique d'isolation et l'embargo ont longtemps aidé les frères Castro en leur procurant un parfait tyran à blâmer pour leur propre mauvaise gestion économique et pour rallier la population vers une défense nationaliste. À la chute de l'union soviétique dans les années 1990, les États-Unis continuent d'intenter des actions pour intensifier le blocage car ils pensent que Cuba serait incapable de survivre avec la disparition de l'URSS. Cette perception était fondée. Bien que le régime socialiste ne se soit pas effondré, il y eut un fort impact sur le secteur externe de l'économie cubaine<sup>183</sup>. Le « Torricelli Act » a été déployé pour renforcer l'isolation et bannir le commerce avec Cuba pour les subsides américains dans les pays tiers. Les États-Unis ont *fait pression sur les pays tiers pour qu'ils restreignent leur aide et leur commerce avec Cuba*<sup>184</sup>. Le « Helms-Burton Act » institutionnalise l'embargo et donne au président américain le pouvoir de déterminer quand il y aura un gouvernement démocratique à Cuba, condition pour la fin de l'embargo. Cet acte va établir les critères de « démocratisation » du gouvernement cubain. Toutefois, le régime cubain se maintient en assurant d'abord la survie du pays et ensuite en ajustant les balances macroéconomiques qui permettront à l'économie cubaine de s'adapter aux tendances globales et aux restrictions. De plus, l'ouverture économique déjà engagée au début des années 2000 permet des échanges économiques avec le Venezuela qui aident Cuba à résister aux pressions de l'embargo.

---

<sup>180</sup> <http://www.reuters.com/article/us-cuba-usa-insight-idUSKBN0MJ0AP20150323> consulté le 19 mai à 09h07.

<sup>181</sup> WITKOWSKI, S., « Cuba-Etats-Unis : quand David négocie avec Goliath », *CCE International*, numéro 578, février/mars 2015, p.94.

<sup>182</sup> *La Maison Blanche*, Discours de Barack Obama: *Charting a New Course of Era*, 17 December 2014: <http://www.whitehouse.gov/issues/foreign-policy/cuba> consulté le 19 mai à 09h47.

<sup>183</sup> BULMER-THOMAS, V. et DUNKERLEY, J., (1999), *Op.cit.*, p.257.

<sup>184</sup> BULMER-THOMAS, V. et DUNKERLEY, J., (1999), *Op.cit.*, p.258.

À son arrivée, Raul Castro a l'intention de réformer le modèle économique cubain ou plutôt de le « réactualiser ». Le système économique des années 1970 a laissé une économie *stagnante avec peu de productivité et un marché du travail déformé, récompensant les gens qui quittent des professions hautement qualifiées pour travailler comme chauffeur de taxi*<sup>185</sup>. En réformant le système économique, Raul Castro cherche à garantir le renouvellement de l'adhésion (active ou passive) des cubains à l'ordre politique révolutionnaire<sup>186</sup>. La solution consiste à poursuivre le socialisme de marché cubain en s'inspirant de principes issus de Chine et du Vietnam. Il a donc libéré les forces du marché pour l'agriculture et les services urbains, étendu le secteur privé, recherché les investissements étrangers directs et obligé les entreprises d'État à devenir autosuffisantes ou à fermer leurs portes<sup>187</sup>. La loi d'investissement a ouvert trois secteurs majeurs de l'économie cubaine : agriculture, tourisme, télécommunications et internet. Dans une profonde réorganisation économique, il est évident qu'une politique d'engagement à Cuba devenait de plus en plus attractive pour les États-Unis. Dans une perspective de puissance et dans un rêve hégémonique, le géant américain a directement saisi l'opportunité d'un retour à Cuba. Ayant supprimé il y a longtemps les restrictions sur les télécommunications, le gouvernement américain voit cette ouverture comme une aubaine pour continuer à diffuser ses idéaux, témoignant d'une stratégie de soft power. Les deux autres secteurs, l'agriculture et le tourisme, représentent également une opportunité de taille. Ce n'est pas un hasard si la suppression des restrictions de l'embargo s'est faite plus spécifiquement dans les domaines touristiques et agricoles. Ces adoucissements de l'administration Obama ne doivent pas être reconnus comme simple volonté d'avoir de meilleures relations avec l'île. Cela fait partie d'une stratégie économique, profitant des réformes économiques cubaines, pour redynamiser son statut de puissance en Amérique latine et conforter les différents lobbies économiques agricoles qui souhaitent profiter de ces opportunités. Ainsi, Obama fait d'une pierre deux coups : sur le plan interne, il satisfait les demandes de relance agricole et d'ouverture touristique et sur le plan externe, conscient qu'il n'est plus possible de revendiquer un statut d'hégémon, il tente de s'allier avec un vieil ennemi pour augmenter la puissance (via l'économie), la légitimité et l'image des américains sur la scène internationale.

Les réformes amorcées par Castro ne signifient néanmoins aucunement la sortie du socialisme d'État. Son objectif est de devenir plus compétitif sur le marché et disposer d'assez de devises pour assurer la stabilité du régime. Il n'y a pas de libéralisation totale, uniquement une ouverture du marché cubain.

---

<sup>185</sup> LEOGRANDE, W., (2015), Op.cit., p.484.

<sup>186</sup> GEOFFRAY, M.L. et TESTA, S., (2009), Op.cit., p.21.

<sup>187</sup> Ibid.

Le dirigeant cubain a confirmé au Congrès du parti communiste que « *Cuba ne se dirige pas vers le capitalisme* »<sup>188</sup>, mentionnant la Chine et le Vietnam comme exemple, et insistant sur le fait que la propriété sociale et collective est préférable à la propriété privée. Les services historiques du régime révolutionnaire, à savoir l'éducation gratuite, les services de santé, l'alimentation pour tous, ... restent fort présents pour la continuité du régime. Cependant, cela a un coût énorme et nécessite de nombreux subsides. Le gouvernement de Raul Castro est donc tiraillé entre *deux exigences contradictoires* : *libéraliser partiellement l'économie pour s'insérer dans l'économie mondiale et obtenir ainsi un meilleur accès aux devises tout en maintenant un système social protecteur pour la population*<sup>189</sup>.

### ***Le rôle des lobbies***

Comme déjà expliqué, le lobby cubain se désolidarise progressivement de l'embargo. Ainsi, une nouvelle ère voit le jour. Historiquement, les cubains-américains *maintiennent une forte identification avec leur pays et considèrent qu'ils ont le droit d'intervenir dans ses affaires*<sup>190</sup>. De cette façon, depuis l'arrivée des premiers exilés de la révolution, cette intervention a toujours été caractérisée par l'objectif de mettre un terme au régime castriste.

Toutefois, pour les raisons évoquées plus haut, le poids du lobby cubain a diminué. La volonté de changer le régime est toujours présente mais l'embargo, autrefois largement encouragé, ne fait plus l'unanimité. La communauté cubaine des États-Unis et de Floride n'est plus tant homogène, que ce soit culturellement ou politiquement. La structure du lobby cubain en est sensiblement modifiée. La suppression de certaines restrictions de voyage par Obama a permis aux exilés de revoir leurs familles et de leur envoyer de l'argent. *En 2009, l'administration Obama a autorisé les voyages de famille illimités et autorisé les vols directs vers Cuba dans un plus grand nombre d'aéroports*<sup>191</sup>. Des positions plus modérées ont pu être adoptées. Le shift générationnel a octroyé plus de crédibilité aux propositions d'Obama. Les immigrants économiques ont accueilli favorablement le souhait de lever l'embargo. De plus, un autre lobby va pousser à une normalisation. En effet, le lobby des fermiers de l'ouest souhaite fortement la fin de l'embargo. Ils argumentent par le fait qu'à cause de cette politique, le marché cubain est tenu par des industries d'autres pays. Le potentiel économique du marché cubain a donc également une influence pour les lobbies<sup>192</sup>.

---

<sup>188</sup> <http://www.theguardian.com/world/2016/apr/16/raul-castro-us-democracy-cuban-communist-party> consulté le 19 mai à 10h14.

<sup>189</sup> Note de consultance rédigée par GEOFFRAY, M.L., « Cuba : la réforme permanente ? », à partir de la conférence donnée par Hal Keplak à l'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine le 15 juin 2010, juin 2012, p.2.

<sup>190</sup> MOLYNEUX, M., « *The politics of the Cuban diaspora in the United States* » dans BULMER-THOMAS, V. et DUNKERLEY, J., (1999), Op.cit., p.258.

<sup>191</sup> ACKERMAN, H., (2015), Op.cit., p.2.

<sup>192</sup> DILLA, A., « Cuba : The Changing Scenarios of Governability », *Duke University Press: Boundary 2*, volume 29, numéro 3, p.72.

### 4.3 Facteurs conjoncturels de rapprochement

#### *L'évolution du régime cubain*

Bert Hoffman explique que Cuba est passé d'un modèle de « *charismatic state socialism* » à un modèle de « *bureaucratic state socialism* »<sup>193</sup>. Sous Fidel Castro, le régime est caractérisé par une autorité charismatique et une délégation personnelle de pouvoir<sup>194</sup>. Le régime est dirigé par un seul homme et il n'est pas possible de *contester l'autorité monopolistique du parti et le leadership des travailleurs dirigés par Castro*<sup>195</sup>. Ces caractéristiques démontrent sans conteste la présence d'un régime totalitaire<sup>196</sup>. Cependant, après la chute de l'union soviétique, une période de transition s'est installée à Cuba. La population est devenue plus apolitique et plus concernée par le fait de gagner sa vie par n'importe quel moyen, plutôt que d'opter *pour des principes idéologiques ou la mobilisation*<sup>197</sup>. Cette période crée une pléthore d'organisations culturelles, sociales et économiques qui résistent ou échappent au contrôle étatique. Ces groupes, au fur et à mesure, portent des revendications marquées par divers intérêts et expriment leur mécontentement à l'égard de l'État. Depuis la fin du leadership de Fidel Castro en juillet 2006, le régime a fait l'expérience d'une « *detotalitarianization* »<sup>198</sup>. Selon Hoffman, Cuba est un régime combinant plusieurs catégorisations. Le régime bureaucratique actuel, contrairement à celui de Fidel, se réfère à *une gamme plus vaste d'institutions formelles de pouvoir qui englobe le domaine militaire, le parti et l'appareil d'État, plutôt que de simplement singulariser un parti directeur*<sup>199</sup>. En effet, Cuba dispose d'un régime plus inclusif qu'auparavant et la possibilité de défier le monopole de l'État-Parti, bien que faible, est présente. Pour ce faire, Raul Castro essaye de renforcer la légitimité de son gouvernement en y incorporant des *audiences sociales* pour laisser place à la discussion<sup>200</sup>. Il a également réajusté le contrat social cubain via des réformes économiques promettant à ses citoyens de nouvelles opportunités économiques pour répondre aux attentes d'augmentation des standards de vie. Il s'agit d'un changement non-négligeable dans un régime qui a été longtemps délimité par la direction de Fidel Castro, qui se chargeait de la quasi-totalité des décisions politiques et économiques. À l'heure actuelle, des institutions formelles essaient d'orienter une nouvelle politique économique, avec l'aide d'un régime de plus en plus préoccupé par la recherche de processus décisionnels pragmatiques que par l'idéologie, omniprésente auparavant.

---

<sup>193</sup> HOFFMAN, B., « The international dimensions of authoritarian legitimation: the impact of regime evolution », *German Institute of Global Area Studies (GIGA)*, Working papers, numéro 182, décembre 2011, p.15.

<sup>194</sup> HOFFMAN, B., (2011), Op.cit., p.15.

<sup>195</sup> WONG, A.R., (2010), Op.cit., p.136.

<sup>196</sup> Un régime totalitaire est un régime dirigé par un parti unique qui ne permet aucune opposition et tend à diriger l'ensemble de la société sur laquelle il exerce son autorité. Ce régime se base sur l'idéologie et s'imisce dans les pensées des citoyens, les obligeant à adhérer à une idéologie diffusée sur le territoire. Dans cette optique, l'idéologie est un vecteur d'autorité permettant au régime en place de se pérenniser et au parti unique de conserver sa marge de manœuvre directive.

<sup>197</sup> WONG, A.R., (2010), Op.cit., p.138.

<sup>198</sup> WONG, A.R., (2010), Op.cit., p.139.

<sup>199</sup> HOFFMAN, B., (2011), Op.cit., p.15.

<sup>200</sup> HOFFMAN, B., (2011), Op.cit., p.17.

Pour en revenir au « bureaucratic state socialism », c'est donc en promettant aux citoyens de nouveaux standards de bien-être et en accordant des initiatives privées que Raul Castro tente de moderniser l'île.

Cependant, il ne faut pas y voir une nouvelle révolution. Le régime de Raul a conservé de nombreux principes de Fidel... Il n'y a toujours pas de réel pluralisme, l'État maintient son rôle central dans l'économie et le parti communiste continue de diriger seul, utilisant toujours de lourds moyens répressifs. L'importance croissante des organisations sociales, économiques et culturelles continue à poser des difficultés à la légitimité du régime et surtout à *sa gouvernabilité au niveau micro*<sup>201</sup>, à travers la société civile. Néanmoins, à l'heure actuelle, si une fenêtre d'opportunité s'ouvre pour une transition démocratique, le régime ne la saisira pas. L'héritage de Fidel Castro est toujours ancré dans la direction du pays bien que les réformes graduelles de Raul, malgré leurs faiblesses laissent penser qu'un changement incrémental est possible. La preuve en est avec ce rapprochement diplomatique avec les États-Unis, inimaginable sous l'autorité du *commandante*.

### ***La population cubaine et l'opinion publique comme enjeu politique pour Obama***

Barack Obama, lors du scrutin de 2012, a presque gagné la moitié du vote des cubains américains en Floride. *Aucun démocrate n'a jamais atteint un tel score dans une circonscription électorale solidement ancrée dans des bases républicaines*<sup>202</sup>. Obama a, il est vrai, *bien été aidé par le changement générationnel dans la communauté américano-cubaine de Floride*<sup>203</sup>. C'est un facteur important car avant Obama, seul Bill Clinton, en tant que démocrate, a gagné plus que 30% des votes (35% en 1996) en Floride. La population cubaine a fait confiance à Barack Obama et souhaite fermement qu'il tienne ses promesses, même si certaines, comme la fin de l'embargo américain, ne verront pas le jour sous son autorité. Ces considérations politiques ont joué un rôle majeur dans sa politique cubaine durant son premier mandat. En 2008, la population cubaine de Floride lui avait déjà accordé 35% de ses voix. La volonté de reconduire son score positif en Floride, à l'occasion de sa seconde campagne, l'a incité à poursuivre son engagement avec Cuba. La campagne d'Obama a également été ponctuée par un rôle croissant de l'opinion publique, spécialement celle d'Amérique du Nord, favorable à la fin de l'embargo. C'est pourquoi une lettre ouverte<sup>204</sup>, écrite par plusieurs personnalités, lui a été envoyée à dans le but de procéder à une nouvelle ère avec Cuba.

---

<sup>201</sup> WONG, A.R., (2010), Op.cit., p.141.

<sup>202</sup> LEOGRANDE, W., (2012), Op.cit., p.4.

<sup>203</sup> MILLER, V. and SMITH, B., (2015), Op.cit., p.3.

<sup>204</sup> Voir annexe 5.

Selon une étude réalisée par la chaîne de télévision américaine CNN mi-avril 2009, presque 75% des citoyens américains étaient favorables à une normalisation des relations avec l'île<sup>205</sup>. Ils ne comprenaient pas *l'énorme risque qu'un citoyen américain peut prendre s'il viole l'interdiction de voyager à Cuba*<sup>206</sup>. Beaucoup d'intellectuels et d'organismes de presse souhaitent ainsi une révision de la politique américaine à l'encontre de Cuba, exprimant leur désarroi face à l'échec total de l'embargo. De plus, plusieurs anciens présidents n'ont pas hésité à condamner fermement la politique américaine à l'encontre de Cuba. William Clinton avait même qualifié les sanctions politiques d'absurdes et d'échec total. Mohammed Troudi mentionne que *les politiques, la presse, les hommes d'affaires et la vaste majorité des citoyens américains ne se font pas d'illusions sur l'effectivité des sanctions économiques contre l'île, ancrée dans une crise économique qui sert les intérêts du régime communiste*<sup>207</sup>. En effet, les États-Unis rêvent d'instaurer un régime démocratique à Cuba, mais les sanctions économiques à son égard ne font que donner des arguments à l'État-parti cubain pour asseoir son emprise et contribuer à la méfiance permanente envers les américains. L'échec des sanctions a bien été compris par Obama, qui aura joué le jeu jusqu'au bout pour promouvoir la fin de l'embargo. Son travail, apprécié par les plus optimistes, négligé par les plus méfiants, aura laissé une trace quoiqu'il arrive.

### ***L'influence du Vatican et le rôle du pape François 1<sup>er</sup>***

La diplomatie active du Vatican et l'élection d'un pape latino-américain a contribué à relancer des groupes de travail dont l'objectif tendait à améliorer les relations entre l'île et le géant américain. Ce n'est pas la première fois que le Vatican œuvre pour ce rapprochement. Déjà en 1998, le pape Jean-Paul II a effectué une visite historique à Cuba, appelant à une « *ouverture de Cuba au monde et du monde s'ouvrant à Cuba* »<sup>208</sup>. À cette époque, cette visite a donné plus de légitimité à l'État cubain, permettant d'intensifier la condamnation de l'embargo à l'ONU et de témoigner d'une perte de vitesse du lobby américano-cubain<sup>209</sup>. Dans la poursuite des démarches entreprises par Jean-Paul II, l'actuel pape François Ier a eu un rôle significatif dans le rapprochement entre les deux gouvernements, envoyant des lettres aux deux leaders. Il a organisé des rencontres au Vatican durant les 18 mois de négociations, augmentant ainsi la légitimité du régime cubain et ouvrant la voie à des négociations plus profondes<sup>210</sup>.

---

<sup>205</sup> Selon une étude réalisée par la chaîne CNN le 10 avril 2009, 64% des citoyens américains étaient opposés aux sanctions économiques contre Cuba, étant pour la majorité favorables à la normalisation des relations entre les deux États.

<sup>206</sup> TROUDI, M., (2013), Op.cit., p.139.

<sup>207</sup> TROUDI, M., (2013), Op.cit., p.140.

<sup>208</sup> WITKOWSKI, S., (2015), Op.cit., p.94.

<sup>209</sup> BOVY, Y. et TOUSSAINT, E., « *Le pas suspendu de la révolution* », Editions du Cerisier, mai 2001, p.315.

<sup>210</sup> WITKOWSKI, S., (2015), Op.cit., p.94.

En septembre 2015, le pape François Ier s'est d'ailleurs rendu à Cuba avec un programme politique prudent, préférant *un dialogue discret avec le régime pour favoriser une libéralisation politique en douceur*<sup>211</sup>. Lors de sa visite, il expliquera d'ailleurs que le Vatican veut « *renouveler ces liens de coopération et d'amitié pour que l'Église continue d'accompagner et d'encourager le peuple cubain dans ses espérances et dans ses préoccupations, dans la liberté ainsi que par les moyens et dans les conditions nécessaires* »<sup>212</sup>.

### ***La pression de la communauté internationale***

Le 28 avril 2014, l'Assemblée Générale des Nations-Unies a condamné l'embargo pour la 23<sup>ème</sup> fois consécutive par 99% de ses membres. Il s'agit d'un signe clair que la situation ne peut persister. En effet, la communauté internationale ne comprend pas pourquoi les États-Unis continuent de développer une politique répressive à l'égard de l'île. Raul Castro ne manquera pas de remercier les « *188 États qui ont voté contre l'embargo, ceux qui ont élevé des demandes similaires à l'Assemblée Générale des Nations-Unies et au mouvement populaires, parlements et personnalités qui s'y sont opposés* »<sup>213</sup>. De nombreux gouvernement se solidarisent alors avec Cuba contre des sanctions qu'ils jugent d'un autre temps et démesurées.

### ***La solidarité latino-américaine***

Un des principaux problèmes auxquels l'administration Obama a dû faire face est que la question cubaine a démontré aux leaders régionaux de l'hémisphère sud qu'il y a une dislocation entre le discours américain en politique étrangère et son opérabilité. Le 6<sup>ème</sup> sommet des Amériques, tenu en 2012, a changé la balance de pouvoir entre les États-Unis et ses partenaires latino-américains. Durant ce sommet, certains chefs d'État ont réclamé la complète réintégration de Cuba au sein de l'OEA. Ensuite, ils ont menacé de boycotter le prochain sommet si Cuba n'était pas réintégré. Pour démontrer leur solidarité avec le régime cubain, les grand pays d'Amérique du Sud ont donné la présidence pro tempore de la CELAC à Cuba en janvier 2013<sup>214</sup>. Observant que cette région historique lui échappait, le président Obama n'a eu d'autre choix que de recréer de nouveaux liens avec certains pays du sous-continent et inévitablement mettre de côté les très faibles restes de l'esprit de la doctrine Monroe.

---

<sup>211</sup>[http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2015/09/19/le-pape-francois-en-visite-d-espoir-a-cuba\\_4763566\\_3222.html](http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2015/09/19/le-pape-francois-en-visite-d-espoir-a-cuba_4763566_3222.html) consulté le 19 mai à 10h23.

<sup>212</sup>[http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2015/09/20/a-son-arrivee-a-cuba-le-pape-francois-appelle-a-la-reconciliation\\_4764142\\_3222.html](http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2015/09/20/a-son-arrivee-a-cuba-le-pape-francois-appelle-a-la-reconciliation_4764142_3222.html) consulté le 19 mai à 10h26.

<sup>213</sup> Discours du président Raul Castro au 3<sup>ème</sup> sommet de la CELAC : <http://www.cfr.org/cuba/remarks-president-castro-third-community-latin-american-caribbean-states-summit/p36055> consulté le 19 mai à 09h41.

<sup>214</sup> LEOGRANDE, W., (2012), Op.cit., pp.16-18.

### ***La libération d'Alan Gross et des « Cuban three »***

Ce facteur est différent des autres étant donné qu'il n'a pas permis à proprement parler d'amorcer une normalisation. S'il n'a pas été un élément déclencheur, cela reste néanmoins un évènement facilitateur. En 2009, Alan Gross, agent de l'USAID a été arrêté à Cuba, ternissant ainsi l'image du réchauffement des relations entre les deux États. En échange, la Havane demande aux États-Unis de libérer les « Cuban three », trois espions cubains. En 2014, toujours emprisonné et en santé inquiétante, la Maison Blanche et Cuba savent très bien que s'il meurt en prison, la réconciliation sera pour une autre génération. Les américains vont proposer un deal à Cuba, incluant l'espion américain Rolando Sarraff, également emprisonné à Cuba. Grâce à l'influence du pape, l'accord est finalisé à Rome où les cubains, les américains et les officiels du Vatican se réunissent pour sceller l'accord<sup>215</sup>. Le 17 décembre 2014, Alan Gross est libéré, au grand soulagement de la population américaine. Bien que cette affaire semble banale, elle est le fruit d'une longue et difficile négociation entre les deux gouvernements, tenant chacun à ne pas laisser l'autre partie gagner. Cela paraît anecdotique, mais s'il était arrivé quoique ce soit au prisonnier américain, la normalisation aurait pris un énorme coup. De cette façon, on décèle une véritable volonté de se rapprocher dans le chef des deux camps. Toutefois, cela permet également de se rendre compte que la ligne reste très fragile et que le moindre problème d'envergure pourrait avoir des conséquences déterminantes. Comme vu précédemment, des tentatives de normalisation ont déjà eu lieu à de multiples reprises et à chaque fois, il a suffi d'une erreur dans un camp ou l'autre pour que cela tombe en désuétude. Bien que la conjoncture actuelle est plus favorable, il ne faut pas tenir cette normalisation pour acquise. Via sa politique d'engagement, Obama joue la carte de la prudence et a veillé à ne pas froisser le régime cubain. Dans l'espoir d'une normalisation totale, son successeur à la Maison Blanche devra veiller à faire de même.

#### **4.4 Quels intérêts se cachent derrière cette réconciliation ?**

##### ***Pour les États-Unis***

Obama sait très bien qu'il n'aura pas le temps de normaliser les relations avec Cuba, c'est pourquoi les négociations se sont accentuées durant la fin de son mandat afin que les démocrates et républicains puissent se rendre compte des intérêts que peuvent avoir les États-Unis dans un tel rapprochement. Il cherche à se constituer un groupe de stakeholders dans l'objectif qu'ils continuent sa politique de réconciliation, afin que son successeur à la Maison Blanche n'ait d'autre choix que de poursuivre en ce sens.

---

<sup>215</sup> <http://www.reuters.com/article/us-cuba-usa-insight-idUSKBN0MJ0AP20150324> consulté le 21 mai à 10h49.

Comme l'explique Rodolfo Cerdas Cruz, *les États-Unis ont des intérêts économiques et stratégiques majeurs dans les pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, qui sont parmi leurs plus proches voisins et avec qui ils ont des liens historiques*<sup>216</sup>. De plus, la classe capitaliste américaine, excepté les plus à droite, souhaite une levée de l'embargo. La Chambre du Commerce des États-Unis donne son soutien à la fin des restrictions économiques et l'Association Nationale des Fabricants fait de même. Ce soutien a réussi à convaincre certains républicains du Congrès des bienfaits de la fin de l'embargo. Il est également important de se rappeler que Cuba, les États-Unis et le Mexique doivent également renégocier leurs frontières maritimes. L'intérêt derrière cela pour les américains est de revoir les frontières afin de pouvoir bénéficier de gisements de pétrole. La visite d'Obama à Cuba n'était pas uniquement diplomatique. En effet, le président américain avait pris avec lui des entrepreneurs. Il a ainsi appelé à prendre des actions plus concrètes pour supprimer les barrières qui limitent les opportunités pour les deux États<sup>217</sup>. En s'intéressant à un tableau de 1998, on peut voir que déjà à l'époque, le coût du blocage pour les entreprises américaines était très fort. Les pertes encourues sur 25 ans représentent des sommes importantes<sup>218</sup>. Cette reprise des relations diplomatiques, sous-entendues commerciales fait partie de la stratégie américaine de puissance. L'intérêt économique pour Cuba est synonyme de volonté d'augmentation des relations commerciales. Comme décrit dans la partie théorique, l'économie est un facteur explicite de la puissance d'un État. L'ouverture au marché cubain ne peut qu'être bénéfique aux entrepreneurs américains et leur éviterait surtout les pertes fictives qu'ils réalisent, sans le savoir, depuis la mise en place de l'embargo. Toutefois, le constat de la perte d'hégémonie globale et certainement en Amérique latine ne permet pas aux américains de redevenir la puissance hégémonique d'autre fois. Leur intérêt, en relançant le commerce avec Cuba, n'est pas de redevenir hégémonique dans la région, mais d'augmenter leur puissance et de résister aux pressions chinoises de plus en plus fortes pour le leadership mondial. Bien que personne, à l'heure actuelle, ne puisse concurrencer le modèle américain sur l'ensemble des domaines, son statut de leader mondial ou hégémon en déclin, commence à être contesté par des partisans d'un monde multipolaire. Comme l'explique Maria Moreno-Sainz, il semblerait qu'« *Obama ait intégré la multipolarisation du monde et la fin de la suprématie américaine* »<sup>219</sup>.

Aussi, il ne faut pas croire que la stratégie de puissance s'arrête aux dimensions économiques. Pour les États-Unis, il est intéressant de se dire que permettre le commerce avec les cubains ne génèrera pas que des revenus économiques.

---

<sup>216</sup> CERDAS CRUZ, R., « *United States foreign relations and the promotion of democracy in Latin America* » dans BULMER-THOMAS, V. et DUNKERLAY, J., (1999), Op.cit. p.123.

<sup>217</sup> [http://www.huffingtonpost.com/rep-charles-rangel/lets-trade-with-cuba\\_b\\_9824268.html](http://www.huffingtonpost.com/rep-charles-rangel/lets-trade-with-cuba_b_9824268.html) consulté le 19 mai à 09h00.

<sup>218</sup> Voir tableau Annexe 11 dans BULMER-THOMAS, V. et DUNKERLAY, J., (1999), Op.cit. p.264.

<sup>219</sup> BONIFACE, P., « *La géopolitique. Les relations internationales* », IRIS, EYROLLES, 2011, p.123.

Cela permettra aussi aux américains de diffuser leur culture et leurs idéaux pour renforcer les principes démocratiques qui se propagent petit-à-petit à Cuba. La stratégie de reconquête de puissance se décèle facilement. Ayant perdu leur hégémonie dans la région, ils cherchent, non pas à redevenir hégémonique mais à redorer leur image. En reprenant les concepts gramsciens pour l'hégémonie, les États-Unis utilisent leur soft power pour insérer des idéaux démocratiques à Cuba. Ils se servent ainsi d'internet et des télécommunications comme la chaîne de télévision « Marti » pour tenter d'instaurer un esprit critique du gouvernement cubain et rendre les citoyens plus sensibles à la quête démocratique. Obama a bien compris que les politiques réalistes interventionnistes ont toujours fait face à la robustesse du régime cubain. Bien qu'il avoue ne plus intervenir dans l'île, l'intervention n'est plus directe mais tente de se faire via la persuasion, mot-clé de l'approche gramscienne du soft power. Cette volonté de renouer le dialogue pourrait également faire partie d'une stratégie à plus large échelle pour rétablir le « consensus interaméricain », identifiable avant l'arrivée de Bush Jr.

Il ne faut pas non plus négliger la longue période d'intervention militaire en Amérique latine. Un rapprochement avec l'île permettrait également aux États-Unis d'avancer des intérêts stratégiques dans toute une série de domaines : combat contre la drogue, opérations de contre-terrorisme, trafic d'êtres humains, coopération pour l'aviation et la sécurité maritime ou encore pour les migrations. Soit dans des domaines qui touchent directement à l'intérêt national américain. De la sorte, cette volonté de normalisation témoigne d'une volonté à plus large échelle, avec des intérêts pas toujours explicites et loin de ceux énoncés dans les discours publics.

### ***Pour Cuba***

Dans le New-York Times, William Leogrande reprend le discours d'Obama : « *The more that they see the benefits of U.S. investment, the more that U.S. tourist dollars become woven into their economy, the more that telecommunications is opened up so that Cubans are getting information unfettered by censorship, the more you are laying the foundation for the bigger changes that are going to be coming over time* »<sup>220</sup>. Le même article reprend une étude réalisée à Cuba, stipulant que sur 1200 sondés, 97% pensent que de meilleures relations avec les États-Unis seraient bonnes pour Cuba. L'article explique que la pratique d'engagement a porté ses fruits. Les relations commerciales ont renforcé la libéralisation économique qui a débuté à Cuba en 2011<sup>221</sup>. Un article du Huffington Post témoigne qu'en 2014, les États-Unis n'étaient que les 8èmes plus gros exportateurs de Cuba et représentant seulement 3% des importations de Cuba.

---

<sup>220</sup> [http://www.nytimes.com/2016/03/03/opinion/obamas-long-game-for-cubans-rights.html?\\_r=2](http://www.nytimes.com/2016/03/03/opinion/obamas-long-game-for-cubans-rights.html?_r=2) consulté le 18/05 à 09h25.

<sup>221</sup> Ibid.

*La chambre du commerce estime que l'embargo coute à l'économie cubaine 1,2 billion de dollars par an en perte de ventes et d'exportations*<sup>222</sup>. Les réformes économiques entamées à Cuba sont évidemment propices au rapprochement. Sa réintégration dans l'économie mondiale permet de voir les américains comme source de tourisme, de commerce et d'investissements. Cuba est confrontée à une situation économique compromettante. L'île a une carence claire au niveau des investissements et doit impérativement trouver des fonds. La productivité économique de l'île est une des plus faibles en Amérique latine et la croissance économique de ces dernières années reste maigre. Avec une faible croissance économique et pas assez d'investissements en capital, l'économie cubaine ne pourrait que bénéficier de transferts d'argent. De plus, la suppression de la plupart des interdictions de voyage à Cuba va permettre à l'île de renouer avec le tourisme américain. De la sorte, l'économie cubaine ne peut qu'en bénéficier, le tourisme américain sera significatif et permettra de recevoir des fonds non négligeables et d'augmenter le stock de dollars.

Une réconciliation durable ne présente pas uniquement des intérêts économiques. En procédant de la sorte, les cubains se réinstallent progressivement dans les sommets continentaux interaméricains. Cela leur a permis d'aller au sommet des Amériques, où Raul Castro a tenu un discours historique, six fois plus long que de coutume, pour les six fois où Cuba n'a pas assisté aux différents sommets. Le régime se fait ainsi des alliés dans un voisinage pas toujours facile, étant donné que la majorité des États d'Amérique latine verraient d'un bon œil une transition cubaine vers la démocratie.

Toutefois, cette normalisation peut entraîner une perte de légitimité du gouvernement cubain. En effet, depuis la consécration de l'embargo, la mauvaise santé économique cubaine a toujours été mise en relation avec les sanctions économiques. Si, à terme, l'embargo saute, les leaders cubains n'auront plus de justificatif et d'« ennemi » à blâmer pour leur mauvaise gestion économique. De la sorte, le gouvernement perdrait en crédibilité, signifiant une perte de pouvoir. Le régime castriste a toujours été caractérisé par sa grande résistance face au géant américain. Maintenant, s'il y a une suppression totale de l'embargo, ils devront faire face à leurs responsabilités et ne plus rejeter la faute sur leur voisin.

À la lumière de ce travail, on distingue que les avantages, certes réciproques en termes économiques, sont plus favorables aux États-Unis en termes politiques. Cuba arrive à négocier d'égal à égal avec les américains, en témoigne la libération des Cuban three, mais a su profiter des concessions de Barack Obama. Il n'est pas certain que le prochain président des États-Unis fasse preuve d'autant de largesse. Par contre, si les américains poursuivent leur volonté de redorer leur image et de profiter des opportunités économiques, l'île à tout intérêt à poursuivre la voie tracée par cette période historique.

---

<sup>222</sup> [http://www.huffingtonpost.com/rep-charles-rangel/lets-trade-with-cuba\\_b\\_9824268.html](http://www.huffingtonpost.com/rep-charles-rangel/lets-trade-with-cuba_b_9824268.html) consulté le 19 mai à 09h02.

## Conclusion

Lors de son discours à Cuba, Barack Obama a déclaré : « *we cannot, and should not, ignore the very real differences that we have – about how we organize our governments, our economies, and our societies. Cuba has a one-party system; the United States is a multi-party democracy. Cuba has a socialist economic model; the United States is an open market. Cuba has emphasized the role and rights of the state; the United States is founded upon the rights of the individual* »<sup>223</sup>. Lorsque l'on perçoit ces différences entre les deux États, on se doute que le changement ne se fera pas rapidement. Il sera, au mieux, le fruit d'un long processus incrémental, étape par étape. Cependant, cet élan diplomatique avec l'île n'est pas vain. On peut même considérer les démarches états-uniennes comme une réussite. Les avancées historiques entreprises par les deux dirigeants ne sont pas sans conséquences et ont permis bien plus d'opportunités que durant les cinquante années de tension. Les États restent méfiants l'un envers l'autre mais s'ils continuent sur cette voie et font des concessions réciproques, une normalisation à long terme est sans aucun doute envisageable. Les gouvernements prennent des risques en s'engageant dans un cercle vicieux. Washington cadre un nouveau débat en termes de liberté du peuple cubain pendant que la Havane tient position sur le respect de sa souveraineté. Pour réussir à normaliser les relations, ils ne doivent pas faire comme dans le passé et fermer les fenêtres d'opportunités qui s'offrent à eux et qu'on connaît si fragiles. De cette façon, ils doivent avancer des intérêts mutuels et ne pas tomber dans les pièges (intérêt national américain et totalitarisme cubain) auxquels ils ont été confrontés tout au long de leur histoire. L'intérêt national direct prime presque toujours en politique étrangère. Cependant, en y réfléchissant bien, la poursuite historique de leurs idéaux respectifs n'a été que synonyme d'échec. S'ils souhaitent coopérer, ils vont devoir regarder les gains mutuels à plus long-terme. Cette perspective incrémentale devra se remettre sans cesse en question. Avec de la patience, bien que cela soit fort peu probable, un processus plus démocratique à Cuba pourrait un jour s'amorcer. En témoigne le continent latino-américain, passé par des régimes autoritaires devenus de plus en plus démocratiques et défendant de telles valeurs. Toutefois, il est certain que ces maigres espoirs démocratiques ne se concrétiseront pas tant qu'un Castro ou un fervent des préceptes révolutionnaires sera au pouvoir. Le constat de l'échec des américains à Cuba doit leur faire prendre conscience que l'interventionnisme n'est pas la solution à tout. Cette façon de faire, Obama l'a bien comprise. Conscient des erreurs de l'administration précédente, il établit une certaine continuité avec cette dernière tout en utilisant un meilleur vocabulaire. Malgré que les acteurs internationaux ne soient pas dupes sur la stratégie du smart power, Obama a su se montrer pragmatique et ouvrir une nouvelle voie pour la relation entre Cuba et les États-Unis.

---

<sup>223</sup> Discours du président Barack Obama, prononcé à la Havane le 22 mars 2016, consulté sur : <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2016/03/22/remarks-president-obama-people-cuba> le 19 mai à 09h56.

En ce qui concerne Cuba, la solution à ses problèmes ne viendra pas uniquement d'une normalisation avec les américains, elle devra également se faire via un dialogue inclusif et respectueux au sein de la société. Le régime castriste, toujours aussi rigide, doit également profiter des nouvelles potentialités économiques qui s'offrent à lui. Les réformes de Raul Castro, même si elles n'ont pas encore un impact significatif, peuvent permettre aux cubains d'aller de l'avant. Le président cubain rejette fermement le capitalisme et s'inspire des réformes économiques qui ont fait le succès de la Chine et du Vietnam. Soucieux d'augmenter la croissance économique de l'île, les ouvertures aux secteurs agricoles et touristiques, principalement avec les États-Unis, pourraient accorder un sursis au régime.

À la question que l'on se pose, à savoir : la reprise des relations diplomatiques avec Cuba marque-t-elle un renouveau vis-à-vis du sous-continent ? On ne peut répondre que par la négative. Non, la volonté de normalisation des relations diplomatiques avec l'île ne constitue en aucun cas un changement de paradigme envers l'Amérique latine. La politique étrangère américaine de Barack Obama, bien qu'ayant renoué avec l'un de ses plus vieux ennemis, n'a en rien auguré un changement. Cet apaisement des tensions s'est effectué en réaction aux pressions des élites latino-américaines et par la volonté d'Obama qui travaillait déjà, bien avant son élection, sur le dossier cubain. Toutefois, la situation régionale reste sensiblement la même. La seule différence consiste en la volonté du président américain, dans le cadre de son smart power, de tenter rétablir des relations avec des États considérés comme ennemis historiques des États-Unis. La logique d'alliances et de partenariats fait partie intégrante de la stratégie protéiforme du président Obama. Il est intéressant de rejoindre Maria Moreno-Sainz qui explique qu'il y a *une certaine continuité de la politique extérieure américaine depuis la deuxième administration Reagan jusqu'à Georges W. Bush qui marque une rupture. Obama reprend globalement la ligne d'avant Georges W. Bush, c'est-à-dire la politique d'État envers l'Amérique latine*<sup>224</sup>. Utilisant une stratégie bilatérale « hub and spoke », les États-Unis ne concluent que des accords qui servent leurs intérêts et qui leur permettent de rester implantés dans la région. Bien qu'il y ait une volonté de se rapprocher de son arrière-cour historique, avec le souhait de redorer l'image de la grande puissance, l'actuelle administration n'a fait que perpétuer l'ordre établi précédemment. Le réel changement de paradigme s'est fait au niveau international, faisant le choix d'un pivot vers l'Asie-Pacifique, s'éloignant du Moyen-Orient et peu à peu de l'Europe. La question de l'Amérique latine ne s'est jamais vraiment posée. Comme le signale Maria Moreno-Sainz, l' « *Amérique latine n'est pas une priorité* »<sup>225</sup>.

---

<sup>224</sup> Réponses de Maria Moreno-Sainz à un questionnaire exploratoire.

<sup>225</sup> Ibid.

Au terme de cette étude, la question des élections américaines de novembre 2016 est capitale. Les candidats pressentis, à savoir Donald Trump et Hillary Clinton, ont des idées aux antipodes les unes des autres. Donald Trump se targue de vouloir se préoccuper de la situation domestique avant tout, délaissant toutes les politiques interventionnistes qui ont caractérisé la politique étrangère américaine depuis son accès au statut de première puissance mondiale. La question est de savoir s'il est possible pour Washington de jouer un rôle moins important sur la scène internationale... Dans cette optique, les américains se replieraient sur eux-mêmes, ce qui ne favoriserait pas un rapprochement avec leur arrière-cour. Hillary Clinton, elle, souhaite continuer à s'ouvrir au monde afin d'encourager un ordre mondial pacifique, en respect du droit international et des idéaux démocratiques américains. Par ailleurs, concernant les relations latino-américaines, si on regarde ses mémoires, « *Le temps des décisions 2008-2013* » (Fayard, 2014), il n'y a que 25 pages consacrées à l'Amérique latine sur les 717 du livre<sup>226</sup>. Concernant Cuba, comme expliqué dans le cadre du présent travail, une normalisation à long-terme est envisageable. Toutefois, la prospective est une démarche complexe qui peut à tout moment être déjouée par la conjoncture ou l'élite au pouvoir. Même si le processus de réconciliation est actuellement propice, il est impossible de savoir de quoi demain sera fait. Il s'agit d'une des principales limites de cette contribution. Le scrutin américain du 8 novembre 2016 élira un nouveau président avec certainement des changements dans la politique étrangère de Washington. Dans cette optique, alors qu'historiquement plusieurs fenêtres d'opportunité ont eu l'occasion de s'ouvrir avec Cuba, le prochain président des États-Unis d'Amérique va-t-il poursuivre la stratégie d'engagement progressif mise en place par l'administration de Barack Obama ?

---

<sup>226</sup> Réponses de Maria Moreno-Sainz à un questionnaire exploratoire.

## **Bibliographie :**

### **Articles scientifiques :**

ACKERMAN, H., « Post-D-17 and processes of Cuban national reconciliation », *Center for Latin American and Latino Studies*, SSRC, avril 2015, pp.1-16.

ARMITAGE R., NYE J., « A smarter, more secure America », *Center for Strategic and International Studies (CSIS)*, CSIS Commission on Smart Power, 2007, pp.1-82.

BARTHES, A. et MAREY-SEMPER, P., « Le rapprochement américano-cubain vers un reset des relations entre les Etats-Unis et l'Amérique latine ? », *ANAJ-IHEDN*, 2015, pp.1-14.

BLANK, S., « La Russie et l'Amérique latine : manœuvres géopolitiques dans le voisinage des Etats-Unis », *IFRI*, avril 2009, pp.4-24.

CALERO, J-P., « Les accords commerciaux entre les pays Andins et les Etats-Unis : de la guerre contre la drogue à la libéralisation des marchés », *La chronique des Amériques*, Centre d'Etudes sur l'Intégration et la Mondialisation (CEIM), numéro 17, mai 2005, pp.1-8.

COULOMBE, G., « La stratégie du Brésil pour édifier son statut de leader sud-américain : contenir l'influence régionale du Venezuela », *Centre d'études interaméricaines (CEI)*, Collection : documents de politiques, 2010, pp.1-8.

DABENE, O., « La Communauté d'Etats Latino-Américains et Caribéens (CELAC) », *CERI-CNRS*, mars 2012, pp.1-4.

DE HOOP SCHEFFER, A., « La politique étrangère de l'administration Obama. La quête d'un nouvel équilibre entre réalisme et internationalisme », *Annuaire Français de Relations Internationales*, Centre Thucydide, volume 10, 2009, pp.1-18.

DE MEDEIROS, M., « La gouvernance de gauche face aux processus de mondialisation : le cas du Brésil », *Revue internationale de politique comparée*, 2005/3 volume 12, pp.347-364.

DILLA, A., « Cuba : The Changing Scenarios of Governability », *Duke University Press: Boundary 2*, volume 29, numéro 3, pp.55-75.

FREGONESE P-W, « L'évolution du soft power sur l'échiquier de la puissance », *eHEI*, numéro 1, Paris, AIHEI, 2012, pp.2-4.

GEOFFRAY, M.L. et TESTA, S., « De la révolution à la réforme : Cuba par-delà les polémiques idéologiques », *Cahiers des Amériques latines*, 57-58, 2009, pp.17-30.

GENEST, Ph., « Le Conseil sud-américain de la défense et la nouvelle donne géostratégique en Amérique du Sud », *Chroniques du Centre d'études interaméricaines*, Université de Laval, Avril 2009, pp.1-13.

GERSHMAN, C. and GUTIERREZ, O., « Can Cuba change? », *Journal of democracy*, volume 20, numéro 1, janvier 2009, pp.36-54.

GILPIN, R., « The Journal of Interdisciplinary History », *MIT Press Journals*, volume 18, numéro 4, The Origin and Prevention of Major Wars, 1988, pp.15-38.

GRAMSCI, A., « Petites notes sur la politique de Machiavel » dans *Cahiers de prison*, trad. fr. Paris, Gallimard, 1978.

HABEL, J., « Hugo Chavez : la géopolitique aux postes de commande », *Diplomatie*, numéro 61, mars-avril 2013.

HOFFMAN, B., « Civil Society 2.0 : How the Internet changes state-society relations in authoritarian regimes : the case of Cuba », *GIGA working papers*, numéro 156, janvier 2011, pp.1-31.

HOFFMAN, B., « The international dimensions of authoritarian legitimation: the impact of regime evolution », *German Institute of Global Area Studies (GIGA)*, Working papers, Number 182, December, 2011, pp.1-27.

LEOGRANDE, W., « Normalizing US-Cuba relations : escaping the shackles of the past », *International Affairs*, 91, 3, 2015, pp.473-488.

LOUPSANS, D., « L'internationalisation de la crise cubaine: la conséquence d'un décalage normative entre américains et européens », Les enjeux géostratégiques entre les Etats-Unis et l'Iran, *Géostratégiques*, numéro 23, mai 2009, pp.219-242.

MARTINOT, P., « Les exportations d'armes vers l'Amérique du Sud », *Recherches internationales*, numéro 84, octobre-décembre 2008, pp.29-51.

MASSE, F., « Les Etats-Unis et l'Europe face au conflit colombien », *Les Etudes du CERI*, numéro 95, juin 2003, pp.1-32.

MILLER, V. and SMITH, B., « Cuba and the U.S. – How close can they get? », *House of Commons*, International Affairs and Defence Section, 9 février 2015, pp.1-17.

MONTOYA, A., « El Centro Sudamericano de Estudios Estratetégicos para la Defensa (CSEED) », *Boletín Resdal 7.35*, 2009, p.3-5.

NUNLIST, Ch., « La politique étrangère d'Obama : premier bilan », *Center for Security Studies (CSS)*, ETH Zürich, mars 2016, pp.1-4.

PORTALES, C., « CELAC : a voice for Latin America and the Caribbean ? The complex challenge of giving the region a stronger voice despite its many different cooperation and integration projects », *Norwegian Peacebuilding Resource Centre (NOREF) report*, février 2012, pp.1-6.

SANCHEZ, A., « The South American Defense Council, UNASUR, the Latin American Military and the Region's Political Process », *Council on Hemispheric Affairs (COHA)*, octobre 2008, pp.1 et s.

SANTANDER, S., « La politique étrangère d'Obama : le changement dans la continuité », *La revue nouvelle*, janvier-février 2013, pp.78-85.

VARAS, A., « Brazil in South America : from indifference to Hegemony », Comment, *Fundacion para las Relaciones Internacionales y el Dialogo Exterior (FRIDE)*, mai 2008, pp.1-7.

THIES, C., « The Construction of a Latin American Interstate Culture of Rivalry », *International interactions* 34, 2008, pp.231-257.

TROUDI, M., « Cuba-Etats-Unis entre statu quo et difficile normalisation », *Géostratégiques*, Numéro 41, 4<sup>ème</sup> semestre 2013, pp.125-146.

WALSER, R., « U.S.-Colombia Free Trade Agreement: Will the U.S. Miss a Historic Opportunity ? », Webmemo, *The Heritage Foundation*, numéro 3387, octobre 2011, pp.1-3.

WITKOWSKI, S., « Cuba-Etats-Unis : quand David négocie avec Goliath », *CCE International*, numéro 578, février/mars 2015, pp.91-94.

WONG, A.R., « Rethinking the Cuban Regime : Implications for transition paths and comparative cases », *The Whitehead Journal of Diplomacy and International Relations*, été 2010, pp.129-147.

### **Documents officiels :**

*Congressional Research Service*, « Cuba: U.S. Policy and issues for the 113<sup>th</sup> Congress », 2015.

SULLIVAN, M., « Cuba: U.S. policy and issues for the 113<sup>th</sup> Congress », *Congressional Research Service (CRS)*, 31 juillet 2014, pp.1-79.

### **Ouvrages :**

BATTISTELLA, D., « *Théories des relations internationales* », Paris, Presses de Science Po, 2006.

BONIFACE, P., « *La géopolitique. Les relations internationales* », IRIS, EYROLLES, 2011.

BOVY, Y. et TOUSSAINT, E., « *Le pas suspendu de la révolution* », Editions du Cerisier, Mai 2001.

BULMER-THOMAS, V. et DUNKERLEY, J., « *The United States and Latin America : The New Agenda* », David Rockefeller Center for Latin American Studies, 1999.

CEPALUNI, G. et VIGEVANI, T., « *Brazil Foreign Policy in Changing Times : The Quest for Autonomy from Sarney to Lula* », Lexington Books, Reprint Edition, 2012.

DAVID, C.-P., « *La politique étrangère des Etats-Unis. Fondements, acteurs, formulations* », Presses de Science Po, 3<sup>ème</sup> Edition, 2015.

DOMINGUEZ, J.-I., et DE CASTRO, R.-F., « *Contemporary U.S.-Latin American relations. Cooperation or conflict in the 21<sup>st</sup> century?* », Routledge, 1<sup>st</sup> Edition, Contemporary Inter-American Relations, 2010.

DOMINGUEZ, G., « *Debating U.S.-Cuban relations: shall we play ball?* », Routledge, Contemporary Inter-American Relations Series, 2011.

- DUQUETTE, M., et VAN EEUWEN, D., « *Les nouveaux espaces de l'intégration. Les Amériques et l'Union européenne* », Paris : Karthala, 2005.
- DUMENIL, G., and LEVY, D., « *Capital Resurgent: Roots of the Neoliberal Revolution* », Cambridge: Harvard University Press, 2004.
- ETHIER, D., et ZAHAR, M-J., « *Introduction aux relations internationales* », Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2006.
- GAZANO, A., « *L'essentiel des relations internationales* », Paris : Gualino, Les Carrés, 2000.
- JENTLESON, B.-W., « *American foreign policy: the dynamics of choice in the 21st century* », Norton & Company; 5ème édition révisée, 2013.
- KEOHANE, R., « *After hegemony: Cooperation and Discord in the World Political Economy* », Princeton, Princeton University Press, 1984.
- KEOHANE, R. et NYE, J., « *Governance in a Globalizing World* », Ed. Joseph S. Nye and John D. Donahue, Washington: Brookings, 2000.
- LAPORTE, M., « *La politique étrangère américaine depuis 1945. L'Amérique à la croisée de l'histoire* », Editions Complexe, 1999.
- ROOSENS, C., ROSOUX, V. et WILDE d'ESTMAEL, T., « *La politique étrangère : le modèle classique à l'épreuve* », Peter Lang, 2004.
- SANTANDER, S., « *L'émergence de nouvelles puissances ; vers un système multipolaire ?* », Paris, Editions Ellipses, 2009.
- SANTANDER, S., « *Relations internationales et régionalisme ; entre dynamiques internes et projections mondiales* », Liège, Editions presses universitaires de Liège, 2012.
- SCOTT C., J., « *Domination and the Arts of Resistance: Hidden Transcripts* », Yale University Press, 1990
- TELO, M., « *Relations internationales. Une perspective européenne* », Editions de l'Université de Bruxelles, Institut d'études européennes (IEE), troisième édition revue et augmentée, 2013.
- THEBAULT, V., « *Géopolitique des Amériques* », Nathan, Collection Nouveaux Continents, 2006.

**Sites internet :**

[Http://www.cfr.org](http://www.cfr.org)

[Http://www.courrierinternational.com](http://www.courrierinternational.com)

[Http://www.huffingtonpost.com](http://www.huffingtonpost.com)

[Http://www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

[Http://www.nytimes.com](http://www.nytimes.com)

[Http://politicshouse.com](http://politicshouse.com)

[Https://rbth.com](https://rbth.com)

[Http://www.reuters.com](http://www.reuters.com)

[Http://www.theguardian.com](http://www.theguardian.com)

**Site officiel :**

[Https://www.whitehouse.gov](https://www.whitehouse.gov)

**Textes issus de conférences ou interviews :**

DUBESSET, E., « *L'hégémonie Etats-Unienne à l'épreuve du néo-bolivarisme vénézuélien* », texte issu d'une communication au colloque « Théories des relations internationales et hégémonie culturelle », organisé par le Centre d'analyse de politique comparée, de géostratégie et de relations internationales et l'Action concertée incitative du Ministère français de la recherche, Bordeaux, octobre 2006.

Interview de DE ZAYAS, A., M., « Les Etats de la CELAC – un exemple lumineux pour le monde entier » pour *Horizons et débats*, numéro 4, 14 février 2014, pp.1-2.

Note de consultance rédigée par GEOFFRAY, M.L., « Cuba : la réforme permanente ? », à partir de la conférence donnée par Hal Keplak à l'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine le 15 juin 2010, juin 2012, p.2.

## Annexes

<i>Annexe 1</i> : Réponses de Maria Moreno-Sainz à un questionnaire exploratoire.....	p.68
<i>Annexe 2</i> : Discours du Président Barack Obama à la Maison Blanche le 17 décembre 2014p.	74
<i>Annexe 3</i> : Discours du Président Barack Obama à la Havane le 22 mars 2016.....	p.77
<i>Annexe 4</i> : Remarques des Présidents Obama et Castro avant leur rencontre à Cuba.....	p.86
<i>Annexe 5</i> : Lettre ouverte au président Obama : « support civil society in Cuba ».....	p.89
<i>Annexe 6</i> : Évolution du tourisme à Cuba.....	p.94
<i>Annexe 7</i> : Évolution du PIB.....	p.95
<i>Annexe 8</i> : Chiffres de l’immigration cubaine aux Etats-Unis.....	p.96
<i>Annexe 9</i> : Échanges commerciaux et principaux partenaires de Cuba en 2015.....	p.97
<i>Annexe 10</i> : Ligne du temps des différentes étapes depuis l’annonce du rapprochement.....	p.99
<i>Annexe 11</i> : Coûts de l’embargo avant les années 2000.....	p.102

## *Annexe 1 : Réponses de Maria Moreno-Sainz à un questionnaire exploratoire*

### **1. Politique étrangère des Etats-Unis en Amérique latine :**

#### 1.1 Pourriez-vous résumer différents paradigmes qui ont marqué la politique étrangère des Etats-Unis en Amérique latine depuis 1950 ?

Dès 1947 le président étatsunien Truman instaure la dite « doctrine de l'endiguement » (*containment*) : il s'agit de contenir l'avancement du communisme dans le monde grâce à un soutien financier (Plan Marshall) et militaire (création de l'OTAN en 1949). Bien sûr, l'Amérique latine est concernée de très près par cette doctrine : les EEUU tentent un rapprochement capital dans ce contexte de Guerre Froide, notamment grâce à la signature du Pacte de Rio (1947) qui instaure le TIAR (Traité Inter-américain d'Assistance Réciproque) et la création de l'OEA (Organisation des États Américains) en 1948. Les EEUU auront un rôle actif dans la promotion des valeurs « occidentales » et le combat du communisme. La lutte contre le communisme prendra différentes formes :

- l'aide militaire pour combattre le communisme dans tel ou tel pays ; voire des interventions : Guatemala, 1954 ; Cuba 1959 ou le débarquement de marines à Cuba en 1961 (Playa Girón, la Baie des Cochons) ;
- l'aide au développement dans le cadre de la création de « l'Alliance pour le Progrès » (J F Kennedy, 1961) ;
- le soutien plus ou moins explicite donné aux coups d'état militaires qui instaurent le terrorisme d'État : Brésil 1964, Chili 1973, Argentine 1976 ;
- le financement des *contras* (contre-révolutionnaires) en Amérique Centrale (Nicaragua..., années 1980) ;
- L'influence des EEUU est forte également d'un point de vue économique, avec le rôle des dits « Chicago boys »<sup>227</sup> dans les politiques économiques de plusieurs pays dans la dite « décennie perdue » (1980), ainsi que les relations de l'AmLat avec le FMI et célèbre « Consensus de Washington »<sup>228</sup> des années 1990. Et une volonté d'intégration commerciale du continent « de l'Alaska à la Terre de Feu », comme le propose « l'initiative pour les

---

<sup>227</sup> Il s'agit « d'un groupe d'économistes chiliens des années 1970, formés à l'Université de Chicago et influencés par Milton Friedman et Arnold Harberger. Ils travaillèrent pour la dictature militaire chilienne dirigée par le général Augusto Pinochet, » Wikipédia, art Chicago Boys. Voir aussi <http://www.monde-diplomatique.fr/1996/08/GEORGE/5779>

<sup>228</sup> Voir Glossaire <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/banque-mondiale-fmi/glossaire.shtml>

Amériques » de G. Bush<sup>229</sup>, qui se propose de créer une Zone de Libre Échange des Amériques (ALCA, en espagnol).

Aujourd'hui les relations AmLat – USA passent surtout par des questions géopolitiques transversales, liées les unes aux autres : questions de sécurité, de commerce, de gouvernance.

On peut citer :

- la question migratoire, par ex : c'est le cas de plusieurs pays « exportateurs » de main d'œuvre, dont le Mexique est l'exemple emblématique, du fait, entre autres, de la frontière partagée : la région dite de « Mexamérica ». Cette frontière complexe nous interroge sur un certain nombre de questions contemporaines : immigration légale et illégale, lutte contre le trafic de drogue et sécurité, intégration régionale et coopération, droits de l'homme et pauvreté...
- la « latino-américanisation des EEUU »<sup>230</sup>, où la population d'origine latino-américaine, première minorité du pays, est de plus en plus importante (en nombre tout comme en poids politique).

### 1.2 Après les attentats du 11 septembre 2001 et la réorientation de la politique étrangère de Bush, comment les Etats-Unis sont-ils restés présents en Amérique latine ?

Depuis les attentats terroristes du 11 septembre 2001 la politique extérieure des EEUU se tourne vers les questions de sécurité, devenues une priorité :

Tout d'abord, cela concerne la lutte antiterroriste, principalement menée au Moyen Orient (guerre en Irak et en Afghanistan). Ce n'est qu'en second lieu que l'Amérique Latine est concernée, à travers la lutte contre le trafic de drogue (Mexique et Colombie principalement).

### 1.3 Comment qualifieriez-vous l'actuelle politique étrangère des Etats-Unis ?

L'Amérique Latine n'est pas une priorité.

---

<sup>229</sup> Sur la politique extérieure de G Bush vis-à-vis de l'AmLat Voir pdf Politique extérieure de EEUU y su actual encrucijada (Ma de los Angeles LASA, UCA Arg, 2009)

<sup>230</sup> COMPAGNON Olivier, « Introduction », *Relations Internationales* 2009/1 – Numéro 137, pp.7-11, dans <http://www.cairn.info>

## **2. Relations cubano-américaines :**

### 2.1 Quel est votre sentiment général à propos du rapprochement entre les Etats-Unis et Cuba ?

C'est sans doute un événement historique mais qui va prendre du temps ; il est possible (probable?) que les questions « qui fâchent » (la base de Guantanamo, la « question des droits de l'homme », l'embargo) ne soient pas abordées et les questions commerciales soient privilégiées.

### 2.2 Quels sont les principaux moments-clés de la politique américaine vis-à-vis de Cuba ?

2.3 La normalisation des relations cubano-américaines fait-elle partie de la stratégie de puissance des Etats-Unis ? Ou est-ce justement pour limiter une potentielle perte de puissance (régionale et globale) ?

2.4 Dans la même optique, pensez-vous qu'il y ait des intérêts non-explicites des Etats-Unis via cette normalisation ? Idem pour Cuba ?

Le commerce, d'abord.

## **3. Cuba : perte d'influence des Etats-Unis?**

### 3.1 Quels rôles jouent les présences chinoises et russes en Amérique latine ?

La Chine est très présente en Amérique du Sud notamment (mais aussi en Amérique Centrale : financement Canal de Panama et de Nicaragua) : investissements (ressources, infrastructures), land grabbing, ...

3.2 Sachant que Cuba a de bonnes relations avec la Chine et la Russie, y'a-t-il une volonté des Etats-Unis de freiner cette dynamique positive qui pourrait remettre en question leur influence dans la région?

3.3 Comment Cuba a-t-il réussi à bousculer les Etats-Unis dans la région ? Quels ont été les moyens d'action pour tenter de faire contrepoids à la présence américaine ?

#### 4. Régionalisme :

##### 4.1 De nos jours, quel est l'impact du régionalisme latino-américain sur la politique étrangère des Etats-Unis ?

L'échec de l'ALCA (2005 dernier sommet) a sans doute été un moment clé, du moins pour l'A.L. Est-ce en partie cet échec qui fait orienter la politique étrangère des EEUU vers l'Asie ? Sans doute en partie, mais pas suffisant...

##### 4.2 Le régionalisme, notamment avec la CELAC et l'ALBA, a-t-il été un élément déclencheur de la volonté des Etats-Unis de refaire surface dans la région (après la période George W. Bush) ?

#### 5. Politique Obama :

##### 5.1 Avez-vous décelé un « style Obama » dans la présente politique étrangère des Etats-Unis?

L'Amérique Latine n'est pas une priorité pour Obama (du moins jusqu'au rapprochement avec Cuba), en raison d'une conjoncture nationale et internationale qui ne contribue pas à focaliser l'attention sur ce continent :

- crise financière et sociale aux EEUU, 2008-2009 ;
- gestion des guerres en Irak et Afghanistan ;
- révoltes arabes ;
- intervention de l'OTAN en Lybie ...

... sont autant d'éléments du contexte international qui, selon I. Vagnoux « *vont largement contribuer à maintenir le statut de non-priorité pour l'ensemble de l'Amérique Latine* »<sup>231</sup>.

D'ailleurs, Obama n'avait pas visité l'AmLat en tant que candidat et en tant que président il a mis 2 ans à réaliser sa première visite dans le continent (Brésil, Chili et El Salvador), tout en évitant « des pays conflictuels »<sup>232</sup>. Malgré cela, il y a tout de même une politique étasunienne vis-à-vis de l'AmLat : il y a une certaine continuité de la politique extérieure nord-américaine vis-à-vis de l'AmLat depuis la 2<sup>ème</sup> administration Reagan (1985) jusqu'à George W. Bush, qui marque une rupture.

---

<sup>231</sup> VAGNOUX Isabelle, « Chapitre 4. Les Etats-Unis et l'Amérique Latine de Bush à Obama », in RICHOMME O. et MICHELOT V., *Le bilan d'Obama*, Presses de Sciences Po « Académique », 2012, p. 110.

<sup>232</sup> Selon AYUSO Anna, « Obama tan cerca y tan lejos de América Latina », *CIDOB*, 18 dic 2012 en [http://www.cidob.org/es/publicaciones/opinion/america\\_latina/obama\\_tan\\_cerca\\_y\\_tan\\_lejos\\_de\\_america\\_latina](http://www.cidob.org/es/publicaciones/opinion/america_latina/obama_tan_cerca_y_tan_lejos_de_america_latina) consultado el Date (fixe)

Puis Obama reprend globalement la ligne d'avant Bush (fils), càd la politique d'État envers l'Amérique latine qui caractérisa les dernières 15 années du siècle dernier.

Je suis d'accord avec Domínguez<sup>233</sup> qui signale que B. Obama reprend les grands thèmes de cette politique extérieure, à savoir :

1. Protection des droits de l'homme et de la démocratie
2. Promotion du libre-échange
3. Politique en général tolérante envers l'immigration légale
4. Renforcement des organismes multilatéraux (OEA)
5. Pacification en Amérique Centrale
6. Bonne disposition pour utiliser la force militaire et autres moyens coercitifs
7. Avec Cuba : coopération et conflit en même temps (jusqu'au rapprochement dernier, du moins)
8. Militarisation de la politique vis-à-vis du trafic de drogue

Parmi ces thèmes transversaux et interconnectés, il semble que 2 grands thèmes peuvent être soulignés : la question de la sécurité et la question démocratie/droits de l'homme<sup>234</sup>. En outre : les mémoires de Hilary Clinton (« Le temps des décisions, 2008-2013 », Fayard, 2014), qui fait 717 pages, ne consacre que 25 pages à l'Amérique Latine ! Serait-ce un signe ?

## **6. Et après ?**

### 6.1 La fin de l'embargo est-elle envisageable selon vous ?

Très probable, mais quand ? Cela dépendra des élections aux USA en grande partie.

### 6.2 Que risque-t-il de se passer après les élections américaines de 2016 ?

### 6.3 Pensez-vous que les Etats-Unis vont réorienter leurs priorités et se tourner de plus en plus vers l'Amérique latine ?

#### **Autres commentaires, pistes pertinentes à explorer :**

« *Obama a intégré la multipolarisation du monde et la fin de la suprématie américaine* »<sup>235</sup>.

---

<sup>233</sup> DOMINGUEZ, Jorge I., *La política exterior del presidente Barack Obama hacia América Latina*. Foro Internacional, revista trimestral publicada por El Colegio de México, Abril-Junio 2010, vol.L, número 2, p. 243-268 en [www.people.fas.harvard.edu/~jid\\_politicaexterior/](http://www.people.fas.harvard.edu/~jid_politicaexterior/)

<sup>234</sup> VAGNOUX Isabelle, « Chapitre 4. Les Etats-Unis et l'Amérique Latine de Bush à Obama », in RICHOMME O. et MICHELOT V., *Le bilan d'Obama*, Presses de Sciences Po « Académique », 2012.

<sup>235</sup> BONIFACE Pascal, *La Géopolitique. Les relations internationales*, IRIS, EYROLLES, 2011, p. 123.

---

Mail envoyé par Madame Moreno-Sainz :

Bonjour Pierre,

Vous trouverez ci-joint une "première livraison" du questionnaire, même incomplet. Les questions les plus actuelles et de prospective restent à faire car elles me demanderont un peu plus de temps (je pourrai le faire en juin, si ce n'est pas trop tard pour vous, mais la grande pile d'examens à corriger, plus le reste de mon travail m'empêchent en ce moment d'y consacrer plus de temps). En tout cas, vos questions sont très pertinentes (et pas toujours faciles à répondre !), vous êtes sur une bonne voie et je serai ravie de me pencher enfin sur les questions qui restent, encore un peu de patience...

À bientôt,

Bien à vous

María Laura MORENO SAINZ

\*\*\*\*\*

DEALC - Géopolitique de l'Amérique Latine

Relat. Amérique Latine / États-Unis

LV2 Esp - Amérique Latine

Politologue, Docteur en Sociologie, Interprète

\*\*\*\*\*

---

**Statement by the President on Cuba policy changes.**

*Note: These are excerpts, not the complete speech which is available at [whitehouse.gov](http://whitehouse.gov)*

« Today, the United States of America is changing its relationship with the people of Cuba.

In the most significant changes in our policy in more than fifty years, we will end an outdated approach that, for decades, has failed to advance our interests, and instead we will begin to normalize relations between our two countries. Through these changes, we intend to create more opportunities for the American and Cuban people, and begin a new chapter among the nations of the Americas.

There's a complicated history between the United States and Cuba. I was born in 1961 — just over two years after Fidel Castro took power in Cuba, and just a few months after the Bay of Pigs invasion, which tried to overthrow his regime. Over the next several decades, the relationship between our countries played out against the backdrop of the Cold War, and America's steadfast opposition to communism. We are separated by just over 90 miles. But year after year, an ideological and economic barrier hardened between our two countries.

Meanwhile, the Cuban exile community in the United States made enormous contributions to our country — in politics and business, culture and sports. Like immigrants before, Cubans helped remake America, even as they felt a painful yearning for the land and families they left behind. All of this bound America and Cuba in a unique relationship, at once family and foe.

Proudly, the United States has supported democracy and human rights in Cuba through these five decades. We have done so primarily through policies that aimed to isolate the island, preventing the most basic travel and commerce that Americans can enjoy anywhere else. And though this policy has been rooted in the best of intentions, no other nation joins us in imposing these sanctions, and it has had little effect beyond providing the Cuban government with a rationale for restrictions on its people. Today, Cuba is still governed by the Castros and the Communist Party that came to power half a century ago.

Neither the American, nor Cuban people are well served by a rigid policy that is rooted in events that took place before most of us were born...

---

<sup>236</sup> <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2014/12/17/statement-president-cuba-policy-changes>

That's why — when I came into office — I promised to re-examine our Cuba policy. As a start, we lifted restrictions for Cuban Americans to travel and send remittances to their families in Cuba. These changes, once controversial, now seem obvious. Cuban Americans have been reunited with their families, and are the best possible ambassadors for our values. And through these exchanges, a younger generation of Cuban Americans has increasingly questioned an approach that does more to keep Cuba closed off from an interconnected world....

First, I've instructed Secretary Kerry to immediately begin discussions with Cuba to reestablish diplomatic relations that have been severed since January of 1961. Going forward, the United States will reestablish an embassy in Havana, and high-ranking officials will visit Cuba.

Where we can advance shared interests, we will — on issues like health, migration, counterterrorism, drug trafficking and disaster response. Indeed, we've seen the benefits of cooperation between our countries before. It was a Cuban, Carlos Finlay, who discovered that mosquitoes carry yellow fever; his work helped Walter Reed fight it. Cuba has sent hundreds of health care workers to Africa to fight Ebola, and I believe American and Cuban health care workers should work side by side to stop the spread of this deadly disease.

Now, where we disagree, we will raise those differences directly — as we will continue to do on issues related to democracy and human rights in Cuba. But I believe that we can do more to support the Cuban people and promote our values through engagement. After all, these 50 years have shown that isolation has not worked. It's time for a new approach.

Second, I've instructed Secretary Kerry to review Cuba's designation as a State Sponsor of Terrorism. This review will be guided by the facts and the law. Terrorism has changed in the last several decades. At a time when we are focused on threats from al Qaeda to ISIL, a nation that meets our conditions and renounces the use of terrorism should not face this sanction.

Third, we are taking steps to increase travel, commerce, and the flow of information to and from Cuba. This is fundamentally about freedom and openness, and also expresses my belief in the power of people-to-people engagement. With the changes I'm announcing today, it will be easier for Americans to travel to Cuba, and Americans will be able to use American credit and debit cards on the island. Nobody represents America's values better than the American people, and I believe this contact will ultimately do more to empower the Cuban people.

I also believe that more resources should be able to reach the Cuban people. So we're significantly increasing the amount of money that can be sent to Cuba, and removing limits on remittances that support humanitarian projects, the Cuban people, and the emerging Cuban private sector.

I believe that American businesses should not be put at a disadvantage, and that increased commerce is good for Americans and for Cubans. So we will facilitate authorized transactions between the United States and Cuba. U.S. financial institutions will be allowed to open accounts at Cuban financial institutions. And it will be easier for U.S. exporters to sell goods in Cuba.

I believe in the free flow of information. Unfortunately, our sanctions on Cuba have denied Cubans access to technology that has empowered individuals around the globe. So I've authorized increased telecommunications connections between the United States and Cuba. Businesses will be able to sell goods that enable Cubans to communicate with the United States and other countries.

These are the steps that I can take as President to change this policy. The embargo that's been imposed for decades is now codified in legislation. As these changes unfold, I look forward to engaging Congress in an honest and serious debate about lifting the embargo.

To the Cuban people, America extends a hand of friendship. Some of you have looked to us as a source of hope, and we will continue to shine a light of freedom. Others have seen us as a former colonizer intent on controlling your future. José Martí once said, "Liberty is the right of every man to be honest." Today, I am being honest with you. We can never erase the history between us, but we believe that you should be empowered to live with dignity and self-determination. Cubans have a saying about daily life: "No es facil" — it's not easy. Today, the United States wants to be a partner in making the lives of ordinary Cubans a little bit easier, more free, more prosperous ».

Gran Teatro de la Habana, Havana, CUBA

**Remarks by President Obama to the People of Cuba.**

Thank you. (Applause) Muchas gracias. Thank you so much. Thank you very much.

President Castro, the people of Cuba, thank you so much for the warm welcome that I have received, that my family have received, and that our delegation has received. It is an extraordinary honor to be here today.

Before I begin, please indulge me. I want to comment on the terrorist attacks that have taken place in Brussels. The thoughts and the prayers of the American people are with the people of Belgium. We stand in solidarity with them in condemning these outrageous attacks against innocent people. We will do whatever is necessary to support our friend and ally, Belgium, in bringing to justice those who are responsible. And this is yet another reminder that the world must unite, we must be together, regardless of nationality, or race, or faith, in fighting against the scourge of terrorism. We can -- and will -- defeat those who threaten the safety and security of people all around the world.

To the government and the people of Cuba, I want to thank you for the kindness that you've shown to me and Michelle, Malia, Sasha, my mother-in-law, Marian.

"Cultivo una rosa blanca." (Applause) In his most famous poem, Jose Marti made this offering of friendship and peace to both his friend and his enemy. Today, as the President of the United States of America, I offer the Cuban people el saludo de paz. (Applause)

Havana is only 90 miles from Florida, but to get here we had to travel a great distance -- over barriers of history and ideology; barriers of pain and separation. The blue waters beneath Air Force One once carried American battleships to this island -- to liberate, but also to exert control over Cuba. Those waters also carried generations of Cuban revolutionaries to the United States, where they built support for their cause.

And that short distance has been crossed by hundreds of thousands of Cuban exiles -- on planes and makeshift rafts -- who came to America in pursuit of freedom and opportunity, sometimes leaving behind everything they owned and every person that they loved.

---

<sup>237</sup> <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2016/03/22/remarks-president-obama-people-cuba>

Like so many people in both of our countries, my lifetime has spanned a time of isolation between us. The Cuban Revolution took place the same year that my father came to the United States from Kenya. The Bay of Pigs took place the year that I was born. The next year, the entire world held its breath, watching our two countries, as humanity came as close as we ever have to the horror of nuclear war. As the decades rolled by, our governments settled into a seemingly endless confrontation, fighting battles through proxies. In a world that remade itself time and again, one constant was the conflict between the United States and Cuba.

I have come here to bury the last remnant of the Cold War in the Americas. (Applause) I have come here to extend the hand of friendship to the Cuban people. (Applause)

I want to be clear: The differences between our governments over these many years are real and they are important. I'm sure President Castro would say the same thing -- I know, because I've heard him address those differences at length. But before I discuss those issues, we also need to recognize how much we share. Because in many ways, the United States and Cuba are like two brothers who've been estranged for many years, even as we share the same blood.

We both live in a new world, colonized by Europeans. Cuba, like the United States, was built in part by slaves brought here from Africa. Like the United States, the Cuban people can trace their heritage to both slaves and slave-owners. We've welcomed both immigrants who came a great distance to start new lives in the Americas.

Over the years, our cultures have blended together. Dr. Carlos Finlay's work in Cuba paved the way for generations of doctors, including Walter Reed, who drew on Dr. Finlay's work to help combat Yellow Fever. Just as Marti wrote some of his most famous words in New York, Ernest Hemingway made a home in Cuba, and found inspiration in the waters of these shores. We share a national past-time -- La Pelota -- and later today our players will compete on the same Havana field that Jackie Robinson played on before he made his Major League debut. (Applause) And it's said that our greatest boxer, Muhammad Ali, once paid tribute to a Cuban that he could never fight -- saying that he would only be able to reach a draw with the great Cuban, Teofilo Stevenson. (Applause)

So even as our governments became adversaries, our people continued to share these common passions, particularly as so many Cubans came to America. In Miami or Havana, you can find places to dance the Cha-Cha-Cha or the Salsa, and eat ropa vieja. People in both of our countries have sung along with Celia Cruz or Gloria Estefan, and now listen to reggaeton or Pitbull. (Laughter.) Millions of our people share a common religion -- a faith that I paid tribute to at the Shrine of our Lady of Charity in Miami, a peace that Cubans find in La Cachita.

For all of our differences, the Cuban and American people share common values in their own lives. A sense of patriotism and a sense of pride -- a lot of pride. A profound love of family. A passion for our children, a commitment to their education. And that's why I believe our grandchildren will look back on this period of isolation as an aberration, as just one chapter in a longer story of family and of friendship.

But we cannot, and should not, ignore the very real differences that we have -- about how we organize our governments, our economies, and our societies. Cuba has a one-party system; the United States is a multi-party democracy. Cuba has a socialist economic model; the United States is an open market. Cuba has emphasized the role and rights of the state; the United States is founded upon the rights of the individual.

Despite these differences, on December 17th 2014, President Castro and I announced that the United States and Cuba would begin a process to normalize relations between our countries. (Applause) Since then, we have established diplomatic relations and opened embassies. We've begun initiatives to cooperate on health and agriculture, education and law enforcement. We've reached agreements to restore direct flights and mail service. We've expanded commercial ties, and increased the capacity of Americans to travel and do business in Cuba.

And these changes have been welcomed, even though there are still opponents to these policies. But still, many people on both sides of this debate have asked: Why now? Why now?

There is one simple answer: What the United States was doing was not working. We have to have the courage to acknowledge that truth. A policy of isolation designed for the Cold War made little sense in the 21st century. The embargo was only hurting the Cuban people instead of helping them. And I've always believed in what Martin Luther King, Jr. called "the fierce urgency of now" -- we should not fear change, we should embrace it. (Applause)

That leads me to a bigger and more important reason for these changes: *Creo en el pueblo Cubano*. I believe in the Cuban people. (Applause) This is not just a policy of normalizing relations with the Cuban government. The United States of America is normalizing relations with the Cuban people. (Applause)

And today, I want to share with you my vision of what our future can be. I want the Cuban people -- especially the young people -- to understand why I believe that you should look to the future with hope; not the false promise which insists that things are better than they really are, or the blind optimism that says all your problems can go away tomorrow. Hope that is rooted in the future that you can choose and that you can shape, and that you can build for your country.

I'm hopeful because I believe that the Cuban people are as innovative as any people in the world.

In a global economy, powered by ideas and information, a country's greatest asset is its people. In the United States, we have a clear monument to what the Cuban people can build: it's called Miami. Here in Havana, we see that same talent in *cuentapropistas*, cooperatives and old cars that still run. *El Cubano inventa del aire*. (Applause)

Cuba has an extraordinary resource -- a system of education which values every boy and every girl. (Applause) And in recent years, the Cuban government has begun to open up to the world, and to open up more space for that talent to thrive. In just a few years, we've seen how *cuentapropistas* can succeed while sustaining a distinctly Cuban spirit. Being self-employed is not about becoming more like America, it's about being yourself.

Look at Sandra Lidice Aldama, who chose to start a small business. Cubans, she said, can "innovate and adapt without losing our identity...our secret is in not copying or imitating but simply being ourselves."

Look at Papito Valladeres, a barber, whose success allowed him to improve conditions in his neighborhood. "I realize I'm not going to solve all of the world's problems," he said. "But if I can solve problems in the little piece of the world where I live, it can ripple across Havana." That's where hope begins -- with the ability to earn your own living, and to build something you can be proud of. That's why our policies focus on supporting Cubans, instead of hurting them. That's why we got rid of limits on remittances -- so ordinary Cubans have more resources. That's why we're encouraging travel -- which will build bridges between our people, and bring more revenue to those Cuban small businesses.

That's why we've opened up space for commerce and exchanges -- so that Americans and Cubans can work together to find cures for diseases, and create jobs, and open the door to more opportunity for the Cuban people.

As President of the United States, I've called on our Congress to lift the embargo. (Applause) It is an outdated burden on the Cuban people. It's a burden on the Americans who want to work and do business or invest here in Cuba. It's time to lift the embargo. But even if we lifted the embargo tomorrow, Cubans would not realize their potential without continued change here in Cuba. (Applause) It should be easier to open a business here in Cuba. A worker should be able to get a job directly with companies who invest here in Cuba. Two currencies shouldn't separate the type of salaries that Cubans can earn. The Internet should be available across the island, so that Cubans can connect to the wider world -- (applause) -- and to one of the greatest engines of growth in human history.

There's no limitation from the United States on the ability of Cuba to take these steps. It's up to you. And I can tell you as a friend that sustainable prosperity in the 21st century depends upon education, health care, and environmental protection. But it also depends on the free and open exchange of ideas. If you can't access information online, if you cannot be exposed to different points of view, you will not reach your full potential. And over time, the youth will lose hope.

I know these issues are sensitive, especially coming from an American President. Before 1959, some Americans saw Cuba as something to exploit, ignored poverty, enabled corruption. And since 1959, we've been shadow-boxers in this battle of geopolitics and personalities. I know the history, but I refuse to be trapped by it. (Applause)

I've made it clear that the United States has neither the capacity, nor the intention to impose change on Cuba. What changes come will depend upon the Cuban people. We will not impose our political or economic system on you. We recognize that every country, every people, must chart its own course and shape its own model. But having removed the shadow of history from our relationship, I must speak honestly about the things that I believe -- the things that we, as Americans, believe. As Marti said, "Liberty is the right of every man to be honest, to think and to speak without hypocrisy."

So let me tell you what I believe. I can't force you to agree, but you should know what I think. I believe that every person should be equal under the law. (Applause) Every child deserves the dignity that comes with education, and health care and food on the table and a roof over their heads. (Applause) I believe citizens should be free to speak their mind without fear -- (Applause) -

- to organize, and to criticize their government, and to protest peacefully, and that the rule of law should not include arbitrary detentions of people who exercise those rights. (Applause) I believe that every person should have the freedom to practice their faith peacefully and publicly. (Applause) And, yes, I believe voters should be able to choose their governments in free and democratic elections. (Applause)

Not everybody agrees with me on this. Not everybody agrees with the American people on this. But I believe those human rights are universal. (Applause) I believe they are the rights of the American people, the Cuban people, and people around the world.

Now, there's no secret that our governments disagree on many of these issues. I've had frank conversations with President Castro. For many years, he has pointed out the flaws in the American system -- economic inequality; the death penalty; racial discrimination; wars abroad. That's just a sample. He has a much longer list. (Laughter) But here's what the Cuban people need to understand: I welcome this open debate and dialogue. It's good. It's healthy. I'm not afraid of it.

We do have too much money in American politics. But, in America, it's still possible for somebody like me -- a child who was raised by a single mom, a child of mixed race who did not have a lot of money -- to pursue and achieve the highest office in the land. That's what's possible in America. (Applause)

We do have challenges with racial bias -- in our communities, in our criminal justice system, in our society -- the legacy of slavery and segregation. But the fact that we have open debates within America's own democracy is what allows us to get better. In 1959, the year that my father moved to America, it was illegal for him to marry my mother, who was white, in many American states. When I first started school, we were still struggling to desegregate schools across the American South. But people organized; they protested; they debated these issues; they challenged government officials. And because of those protests, and because of those debates, and because of popular mobilization, I'm able to stand here today as an African-American and as President of the United States. That was because of the freedoms that were afforded in the United States that we were able to bring about change.

I'm not saying this is easy. There's still enormous problems in our society. But democracy is the way that we solve them. That's how we got health care for more of our people. That's how we made enormous gains in women's rights and gay rights. That's how we address the inequality that concentrates so much wealth at the top of our society. Because workers can organize and ordinary people have a voice, American democracy has given our people the opportunity to pursue their dreams and enjoy a high standard of living. (Applause)

Now, there are still some tough fights. It isn't always pretty, the process of democracy. It's often frustrating. You can see that in the election going on back home. But just stop and consider this fact about the American campaign that's taking place right now. You had two Cuban Americans in the Republican Party, running against the legacy of a black man who is President, while arguing that they're the best person to beat the Democratic nominee who will either be a woman or a Democratic Socialist. (Laughter and applause) Who would have believed that back in 1959? That's a measure of our progress as a democracy. (Applause)

So here's my message to the Cuban government and the Cuban people: The ideals that are the starting point for every revolution -- America's revolution, Cuba's revolution, the liberation movements around the world -- those ideals find their truest expression, I believe, in democracy. Not because American democracy is perfect, but precisely because we're not. And we -- like every country -- need the space that democracy gives us to change. It gives individuals the capacity to be catalysts to think in new ways, and to reimagine how our society should be, and to make them better.

There's already an evolution taking place inside of Cuba, a generational change. Many suggested that I come here and ask the people of Cuba to tear something down -- but I'm appealing to the young people of Cuba who will lift something up, build something new. (Applause) El futuro de Cuba tiene que estar en las manos del pueblo Cubano. (Applause)

And to President Castro -- who I appreciate being here today -- I want you to know, I believe my visit here demonstrates you do not need to fear a threat from the United States. And given your commitment to Cuba's sovereignty and self-determination, I am also confident that you need not fear the different voices of the Cuban people -- and their capacity to speak, and assemble, and vote for their leaders. In fact, I'm hopeful for the future because I trust that the Cuban people will make the right decisions. And as you do, I'm also confident that Cuba can continue to play an important role in the hemisphere and around the globe -- and my hope is, is that you can do so as a partner with the United States.

We've played very different roles in the world. But no one should deny the service that thousands of Cuban doctors have delivered for the poor and suffering. (Applause.) Last year, American health care workers -- and the U.S. military -- worked side-by-side with Cubans to save lives and stamp out Ebola in West Africa. I believe that we should continue that kind of cooperation in other countries.

We've been on the different side of so many conflicts in the Americas. But today, Americans and Cubans are sitting together at the negotiating table, and we are helping the Colombian people resolve a civil war that's dragged on for decades. (Applause.) That kind of cooperation is good for everybody. It gives everyone in this hemisphere hope.

We took different journeys to our support for the people of South Africa in ending apartheid. But President Castro and I could both be there in Johannesburg to pay tribute to the legacy of the great Nelson Mandela. (Applause) And in examining his life and his words, I'm sure we both realize we have more work to do to promote equality in our own countries -- to reduce discrimination based on race in our own countries. And in Cuba, we want our engagement to help lift up the Cubans who are of African descent -- (applause) -- who've proven that there's nothing they cannot achieve when given the chance.

We've been a part of different blocs of nations in the hemisphere, and we will continue to have profound differences about how to promote peace, security, opportunity, and human rights. But as we normalize our relations, I believe it can help foster a greater sense of unity in the Americas -- todos somos Americanos. (Applause)

From the beginning of my time in office, I've urged the people of the Americas to leave behind the ideological battles of the past. We are in a new era. I know that many of the issues that I've talked about lack the drama of the past. And I know that part of Cuba's identity is its pride in being a small island nation that could stand up for its rights, and shake the world. But I also know that Cuba will always stand out because of the talent, hard work, and pride of the Cuban people. That's your strength. (Applause) Cuba doesn't have to be defined by being against the United States, any more than the United States should be defined by being against Cuba. I'm hopeful for the future because of the reconciliation that's taking place among the Cuban people.

I know that for some Cubans on the island, there may be a sense that those who left somehow supported the old order in Cuba. I'm sure there's a narrative that lingers here which suggests that Cuban exiles ignored the problems of pre-Revolutionary Cuba, and rejected the

struggle to build a new future. But I can tell you today that so many Cuban exiles carry a memory of painful -- and sometimes violent -- separation. They love Cuba. A part of them still considers this their true home. That's why their passion is so strong. That's why their heartache is so great. And for the Cuban American community that I've come to know and respect, this is not just about politics. This is about family -- the memory of a home that was lost; the desire to rebuild a broken bond; the hope for a better future the hope for return and reconciliation.

For all of the politics, people are people, and Cubans are Cubans. And I've come here -- I've traveled this distance -- on a bridge that was built by Cubans on both sides of the Florida Straits. I first got to know the talent and passion of the Cuban people in America. And I know how they have suffered more than the pain of exile -- they also know what it's like to be an outsider, and to struggle, and to work harder to make sure their children can reach higher in America.

So the reconciliation of the Cuban people -- the children and grandchildren of revolution, and the children and grandchildren of exile -- that is fundamental to Cuba's future. (Applause) You see it in Gloria Gonzalez, who traveled here in 2013 for the first time after 61 years of separation, and was met by her sister, Llorca. "You recognized me, but I didn't recognize you," Gloria said after she embraced her sibling. Imagine that, after 61 years. You see it in Melinda Lopez, who came to her family's old home. And as she was walking the streets, an elderly woman recognized her as her mother's daughter, and began to cry. She took her into her home and showed her a pile of photos that included Melinda's baby picture, which her mother had sent 50 years ago. Melinda later said, "So many of us are now getting so much back."

Sometimes the most important changes start in small places. The tides of history can leave people in conflict and exile and poverty. It takes time for those circumstances to change. But the recognition of a common humanity, the reconciliation of people bound by blood and a belief in one another -- that's where progress begins. Understanding, and listening, and forgiveness. And if the Cuban people face the future together, it will be more likely that the young people of today will be able to live with dignity and achieve their dreams right here in Cuba. The history of the United States and Cuba encompass revolution and conflict; struggle and sacrifice; retribution and, now, reconciliation. It is time, now, for us to leave the past behind. It is time for us to look forward to the future together -- un future de esperanza. And it won't be easy, and there will be setbacks. It will take time. But my time here in Cuba renews my hope and my confidence in what the Cuban people will do. We can make this journey as friends, and as neighbors, and as family -- together. Si se puede. Muchas gracias. (Applause)

#### *Annexe 4: Remarques des Présidents Obama et Castro avant leur rencontre officielle à Cuba*

##### **Remarks by President Obama and President Raul Castro of Cuba Before Meeting**

ATLAPA Convention Center, Panama City, Panama

**President Obama:** This is obviously a historic meeting. The history between the United States and Cuba is obviously complicated, and over the years a lot of mistrust has developed. But during the course of the last several months, there have been contacts between the U.S. and the Cuban government. And in December, as a consequence of some of the groundwork that had been laid, both myself and President Castro announced a significant change in policy and the relationship between our two governments.

I think that after 50 years of policy that had not changed on the part of the United States, it was my belief that it was time to try something new, that it was important for us to engage more directly with the Cuban government and the Cuban people. And as a consequence, I think we are now in a position to move on a path towards the future, and leave behind some of the circumstances of the past that have made it so difficult, I think, for our countries to communicate.

Already we've seen majorities of the American people and the Cuban people respond positively to this change. And I truly believe that as more exchanges take place, more commerce and interactions resume between the United States and Cuba, that the deep connections between the Cuban people and the American people will reflect itself in a more positive and constructive relationship between our governments.

Now, obviously there are still going to be deep and significant differences between our two governments. We will continue to try to lift up concerns around democracy and human rights. And as you heard from President Castro's passionate speech this morning, they will lift up concerns about U.S. policy as well.

But I think what we have both concluded is that we can disagree with the spirit of respect and civility, and that over time it is possible for us to turn the page and develop a new relationship in our two countries.

And some of our immediate tasks include normalizing diplomatic relations and ultimately opening an embassy in Havana, and Cuba being able to open an embassy in Washington, D.C. so that our diplomats are able to interact on a more regular basis.

So I want to thank President Castro for the spirit of openness and courtesy that he has shown during our interactions. And I think if we can build on this spirit of mutual respect and candidness, that over time we will see not just a transformation in the relationship between our two countries, but a positive impact throughout the hemisphere and the world.

And President Castro earlier today spoke about the significant hardships that the people of Cuba have undergone over many decades. I can say with all sincerity that the essence of my policy is to do whatever I can to make sure that the people of Cuba are able to prosper and live in freedom and security, and enjoy a connection with the world where their incredible talents and ingenuity and hard work can thrive.

**President Castro:** (As interpreted.) Well, Mr. President, friends from the press, we have been making long speeches and listening to many long speeches too, so I do not want to abuse the time of President Obama or your time.

I think that what President Obama has just said, it's practically the same as we feel about the topics, including human rights, freedom of the press. We have said on previous occasions to some American friends that we are willing to discuss every issue between the United States and Cuba. We are willing to discuss about those issues that I have mentioned and about many others, as these -- both in Cuba but also in the United States.

I think that everything can be on the table. I think that we can do it, as President Obama has just said, with respect for the ideas of the other. We could be persuaded of some things; of others, we might not be persuaded. But when I say that I agree with everything that the President has just said, I include that we have agreed to disagree. No one should entertain illusions. It is true that we have many differences. Our countries have a long and complicated history, but we are willing to make progress in the way the President has described.

We can develop a friendship between our two peoples. We shall continue advancing in the meetings which are taking place in order to reestablish relations between our countries. We shall open our embassies.

We shall visit each other, having exchanges, people to people. And all that matters is what those neighbors can do; we are close neighbors, and there are many things that we can have.

So we are willing to discuss everything, but we need to be patient -- very patient. Some things we will agree on; others we will disagree. The pace of life at the present moment in the world, it's very fast. We might disagree on something today on which we could agree tomorrow. And we hope that our closest assistants -- part of them are here with us today -- we hope that they will follow the instructions of both Presidents.

Thank you so much.

*Annexe 5 : Lettre ouverte au président Obama : « support civil society in Cuba »*

Dear Mr. President,

Your administration has taken several important steps to support the Cuban people by opening travel for Cuban-American families, expanding remittances, and enabling purposeful travel for more Americans. Those policies have fostered direct contacts between the United States and the Cuban people, provided a lifeline for average Cubans, and empowered Cuban civil society. As a result, Cuban society and U.S. society are sharing more information and are more connected today than in the past fifty years.

Now more than ever the United States can help the Cuban people determine their own destiny by building on the U.S. policy reforms that have already been started. Such efforts would seek to provide openings and opportunities to support the Cuban people in their day-to-day economic activities, and in their desire to connect openly with each other and the outside world and to support the broad spectrum of civil society, independent, non-state organizations created to further individual economic and social needs irrespective of political orientation. Doing so not only promises to deepen the contacts between the U.S. and Cuban society, it will also help Cubans increase their self-reliance and independence.

But timing matters and this window of opportunity may not remain open indefinitely. At the same time, the U.S. is finding itself increasingly isolated internationally in its Cuba policy. In the current political climate little can be done legislatively, but the Obama Administration has an unprecedented opportunity to usher in significant progress using its executive authority at a time when public opinion on Cuba policy has shifted toward greater engagement with the Cuban people while continuing to pressure the Cuban government on human rights.

The undersigned members—individuals from the private sector, think tanks, nongovernmental organizations, and foundations—acknowledge and appreciate the steps you have taken to improve U.S. – Cuban relations. We further propose the following recommendations that you, Mr. President, can take through executive authority to deepen the changes already underway by giving greater freedom to private organizations and individuals to directly and indirectly serve as catalysts for meaningful change in Cuba.

## **1. Expand and safeguard travel to Cuba for all Americans**

- a) Expand general licensed travel to include exchanges by professional organizations, including those specializing in law, real estate and land titling, financial services and credit, hospitality, and any area defined as supporting independent economic activity.
- b) Expand travel by general license for NGOs and academic institutions and allow them to open Cuban bank accounts with funds to support their educational programs in Cuba.
- c) Authorize U.S. travelers to Cuba to have access to U.S.-issued pre-paid cards and other financial services—including travelers' insurance—to expand possibilities for commerce with independent entrepreneurs and safeguard people-to-people travel.

## **2. Increase support for Cuban civil society**

- a) Allow unlimited remittances to non-family members for the purpose of supporting independent activity in Cuba and expand the types of goods that travellers may legally take to the Island to support micro-entrepreneurs.
- b) Establish new licenses for the provision of professional services to independent Cuban entrepreneurs.
- c) Authorize the import and export of certain goods and services between the U.S. private sector and independent Cuban entrepreneurs.
- d) Allow U.S. NGOs and other organizations to lend directly to small farmers, cooperatives, self-employed individuals, and micro-enterprises in Cuba.
- e) Permit family remittances to be used as credits or equities in Cuban microenterprises and small farms.
- f) Allow U.S. academic institutions to issue scholarships for exceptional Cuban students.
- g) Allow for Cuban entrepreneurs to participate in internships in U.S. corporations and NGOs.
- h) Promote agricultural exchange studies between U.S.-based NGOs and private cooperative farms in Cuba.
- i) Authorize the sale of telecommunications hardware in Cuba, including cell towers, satellite dishes, and handsets.
- j) Authorize general travel licenses for the research, marketing and sale of telecommunications equipment.
- k) Authorize telecommunications hardware transactions to be conducted through general license in the same manner as existing transactions for agricultural products.

### **3. Prioritize principled engagement in areas of mutual interest**

a) The Obama Administration should engage in serious discussions with Cuban counterparts on mutual security and humanitarian concerns, such as national security, migration, drug interdiction, and the environment, among others. The United States should leverage these talks to press Cuban officials on matters such as the release of Alan Gross and on-going human rights concerns.

### **4. The Obama Administration should take steps to assure financial institutions that they are authorized to process all transactions necessary and incident to all licensed activities.**

**John Adams**, *Brigadier General, U.S. Army (Retired); former Deputy U.S. Military Representative to NATO; former Assistant Deputy Chief of Staff for Intelligence, U.S. Army*

**Ricky Arriola**, *CEO of Inktel*

**Joe Arriola**, *former Manager of the City of Miami*

**Bruce Babbitt**, *former Governor of Arizona; former Secretary of the Interior*

**Harriet Babbitt**, *former U.S. Ambassador to the Organization of American States*

**Carol Browner**, *former EPA Administrator; former Director of White House Office of Climate Change and Energy Policy*

**Diana Campoamor**, *President, Hispanics in Philanthropy*

**Paul Cejas**, *former U.S. Ambassador; President and CEO, PLC Investments, Inc.*

**Gustavo A. Cisneros**, *Chairman, Cisneros Group of Companies*

**Jeffrey Davidow**, *former Assistant Secretary of State for the Western Hemisphere*

**Byron Dorgan**, *former U.S. Senator*

**Andres Fanjul**, *Fanjul Group*

**Richard Feinberg**, *former Latin American Advisor to the White House; Professor, University of California, San Diego*

**Christopher Findlater**

**Mike Fernandez**, *Chairman of MBF Healthcare Partners*

**The Right Reverend Leo Frade**, *Episcopal Bishop of Southeast Florida*

**Pedro A. Freyre**, *Partner, Akerman LLP*

**Dan Glickman**, *former Secretary of Agriculture; former Congressman from Kansas*

**Lee Hamilton**, *former U.S. House Chairman of the Committee on Foreign Affairs and the Permanent Select Committee on Intelligence*

**Jane Harman**, *former Congresswoman*

**David Hernandez**, *Co-Founder and CEO of Liberty Power*

**Vicki Huddleston**, *U.S. Ambassador (retired); former Chief of the U.S. Interests Section; former Director of Cuban Affairs at Department of State*

**Peter J. Johnson**, *Associate to David Rockefeller*

**Eduardo Mestre**, *Senior Advisor at Evercore; Board member of Avis Budget and Comcast Corporation*

**Marcelino Miyares**, *President MM Communications Inc.*

**Moises Naím**, *Senior Associate, Carnegie Endowment for International Peace*

**John Negroponte**, *former Deputy Secretary of State; former Director of National Intelligence*

**Michael Parmly**, *former Chief of U.S. Interest Section, Havana*

**Ralph Patino**, *Civil Trial Attorney; Futuro Fund Board Member*

**Jorge Pérez**, *Chairman, CEO and Founder, The Related Group*

**Ambassador Thomas Pickering**, *former Under Secretary of State for Political Affairs*

**David Rockefeller**, *Honorary Chairman, Americas Society/Council of the Americas*

**Christopher Sabatini**, *Senior Director of Policy, Americas Society/Council of the Americas; Editor-in-Chief, Americas Quarterly*

**Carlos Saladrigas**, *Chairman of Regis HR; Chairman of the Cuba Study Group; member of the board of Duke Energy Corporation and Advance Auto Parts, Inc.*

**Ken Salazar**, *former U.S. Secretary of the Interior; former U.S. Senator; former Colorado Attorney General*

**Susan Segal**, *President and CEO, Americas Society/Council of the Americas*

**Ambassador Charles Shapiro**, *former U.S. Ambassador to Venezuela; President, Institute of the Americas*

**Anne-Marie Slaughter**, *President and CEO of the New America Foundation; former Director of Policy Planning for the U.S. Department of State*

**Hilda L. Solis**, *former U.S. Secretary of Labor; former Member of Congress*

**Enrique Sosa**, *former President of Dow Chemical North America*

**Admiral James Stavridis**, *Commander of U.S. Southern Command 2006–2009; Supreme Allied Commander NATO 2009–2013; Dean of The Fletcher School at Tufts University*

**Alan Stoga**, *President/Founder, Zemi Communications; Vice Chairman, Americas Society*

**Strobe Talbott**, *former Deputy Secretary of State*

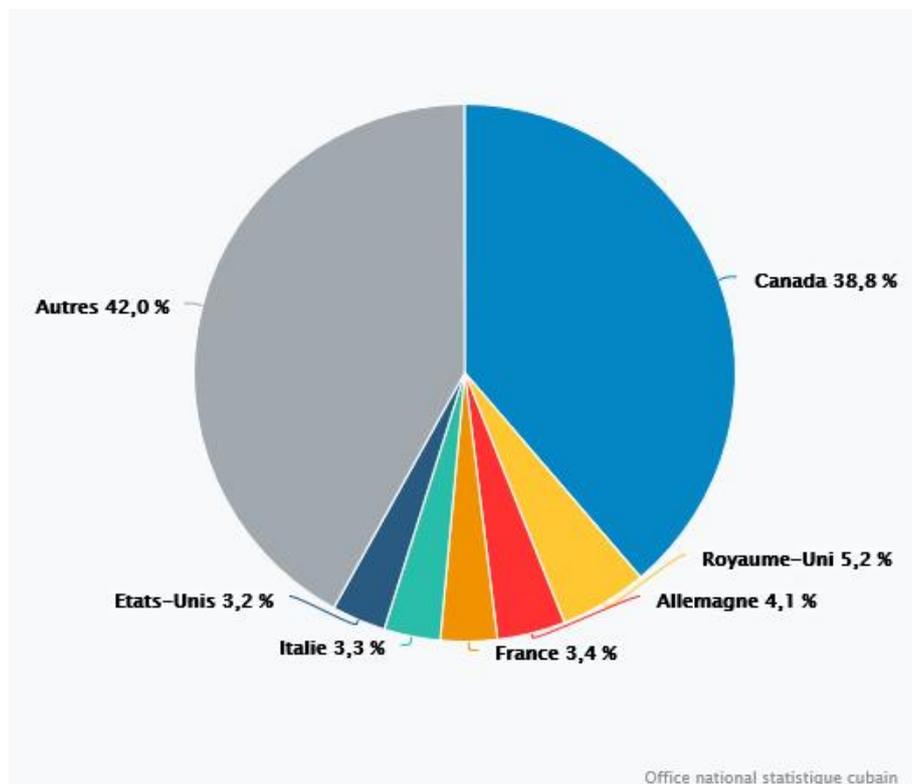
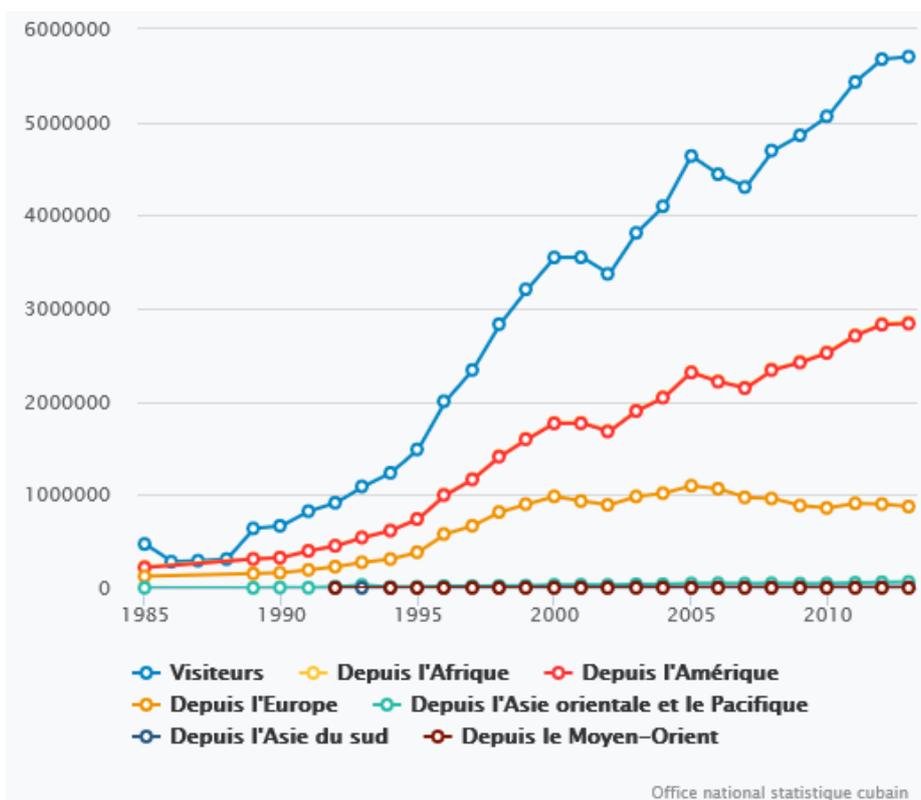
**Arturo Valenzuela**, *former Assistant Secretary of State for Western Hemisphere Affairs; Professor of Government and International Affairs, Georgetown University*

**Alexander Watson**, *former Assistant Secretary of State for Western Hemisphere Affairs*

**George Weiksner**, *Vice Chairman, Credit Suisse*

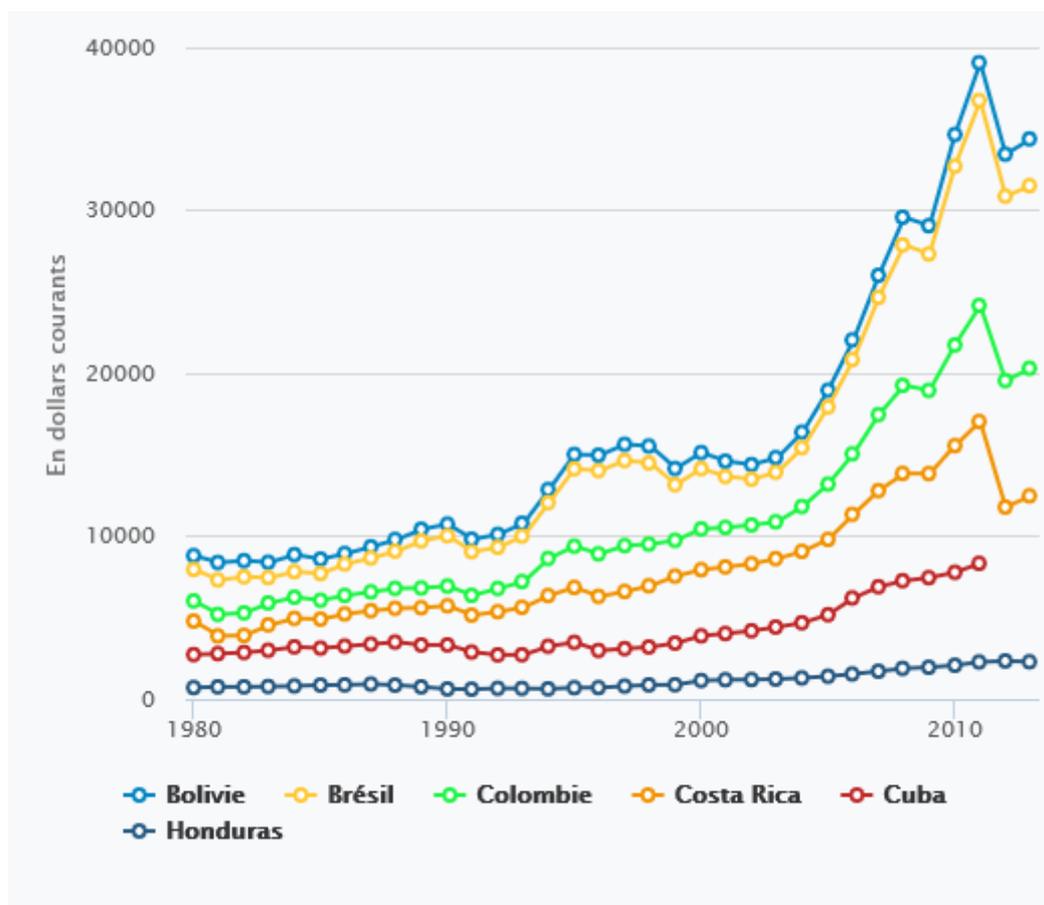
**The above signatories have signed this letter in their personal capacities; they do not reflect the views of their company, organization or university, current or past.**

Annexe 6 : Évolution du tourisme à Cuba



Source: [http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2014/12/18/six-chiffres-qui-racontent-cuba\\_4542739\\_4355770.html](http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2014/12/18/six-chiffres-qui-racontent-cuba_4542739_4355770.html)

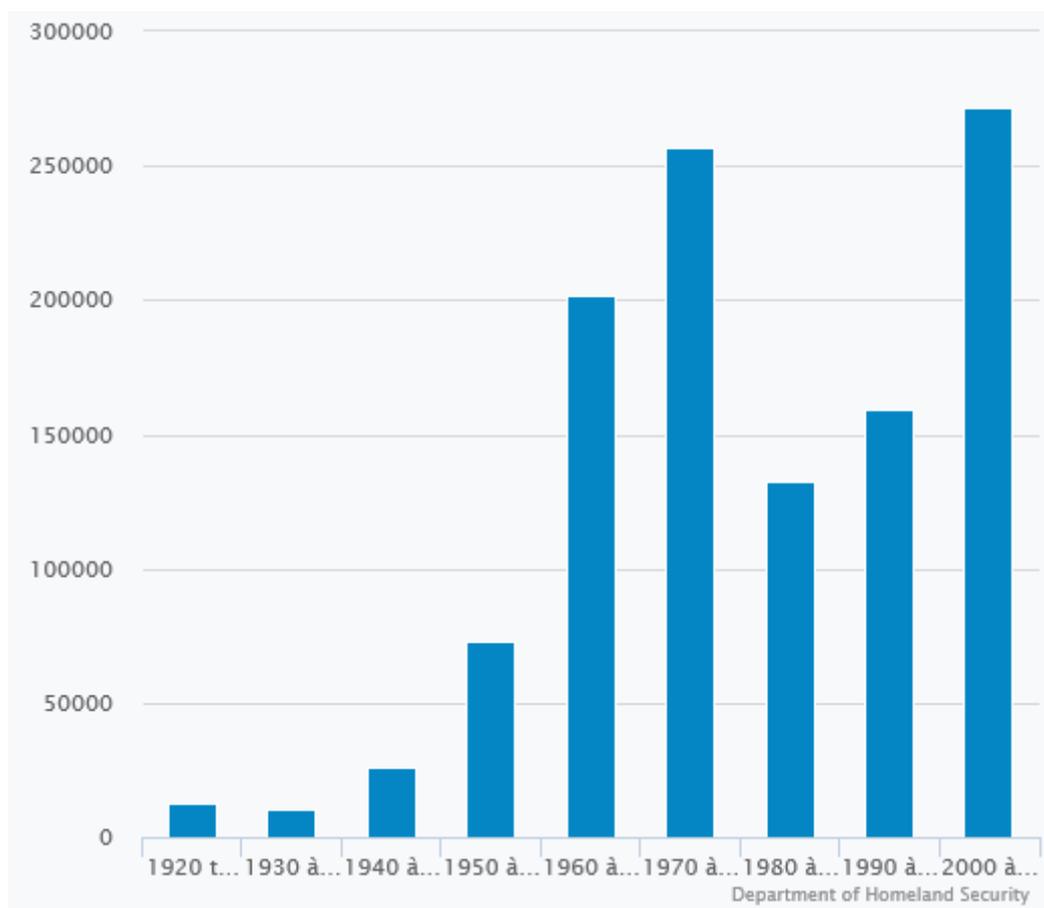
## Annexe 7 : Évolution du PIB/habitant à Cuba



La croissance du PIB cubain reste faible. Toutefois, l'assouplissement des restrictions économiques pourrait permettre à Cuba d'intensifier sa croissance économique. Une augmentation soudaine a pu être réalisée à l'arrivée de Raul Castro via ses différentes réformes. Toutefois, le PIB a chuté aux alentours de 2011 et peine à redémarrer, témoignant d'une croissance qui stagne. La reprise des relations avec les États-Unis et la potentielle augmentation du tourisme devraient permettre à l'île d'adopter des perspectives de croissance plus ambitieuses.

Source: [http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2014/12/18/six-chiffres-qui-racontent-cuba\\_4542739\\_4355770.html](http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2014/12/18/six-chiffres-qui-racontent-cuba_4542739_4355770.html)

*Annexe 8 : chiffres de l'immigration cubaine aux États-Unis*



Source: [http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2014/12/18/six-chiffres-qui-racontent-cuba\\_4542739\\_4355770.html](http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2014/12/18/six-chiffres-qui-racontent-cuba_4542739_4355770.html)

## Annexe 9 : Échanges commerciaux et principaux partenaires de Cuba en 2015<sup>238</sup>



### AMBASSADE DE FRANCE À CUBA SERVICE ÉCONOMIQUE

La Havane, 14 April 2016

#### **Cuba : échanges commerciaux et principaux partenaires en 2015**

##### **I. Le commerce extérieur cubain en 2014** (derniers chiffres disponibles)

*-Total des exportations de biens en 2014 : 4,9 Mrds d'USD*

Les exportations cubaines de biens sont principalement composées de matières premières. En premier lieu, on trouve les produits pétroliers raffinés à partir de brut importé (près de la moitié des exportations, 2,3 Mrds d'USD), puis vient le nickel (16,4%), qui a été exporté pour une valeur 795 M en 2014. On note cependant une forte baisse en valeur de ces deux produits, due à la baisse des cours mondiaux au cours des deux dernières années (du pétrole depuis mi-2014, du nickel en 2015). On remarque aussi l'importance grandissante des produits chimiques et médicaments dans les exportations cubaines, dont le montant exporté s'élève à 680 M en 2014 (14%). Enfin, le produit d'exportation traditionnel qu'est le sucre reste toujours un élément important du commerce cubain avec un poids relatif de 8%, qui se voit réduit en 2015 du fait de la baisse des cours mondiaux. Les boissons, essentiellement le rhum, et le tabac se maintiennent à un niveau stable dans le temps (322 M USD au total en 2014, 6,6%), ce qui traduit une relative stabilité de la demande pour ces produits associés à l'image de Cuba à travers le monde.

*-Total des importations de biens en 2014 : 13,1 Mrds d'USD*

Pour ce qui est des importations, les produits combustibles, en particulier le pétrole, occupent une place centrale (5,6 Mrds USD en 2014, soit 43% des achats cubains). Cette part a doublé depuis 2008, ce qui traduit la dépendance énergétique croissante de l'île, principalement vis-à-vis de son partenaire vénézuélien. Ensuite viennent les importations agro-alimentaires (2,1 Mrds), dont Cuba est également dépendante à 70%, les machines industrielles et équipements de transport (1,9 Mrd USD), les produits chimiques (1,4 Mrd), et les produits manufacturés (1,1 Mrd).

Ainsi, malgré quelques spécificités (notamment les ventes de médicaments), la structure du commerce cubain des biens répond globalement à un patron similaire à celui de la plupart des pays de la région latino-américaine, avec une prépondérance des matières premières dans les exportations et une dépendance vis-à-vis des produits à plus forte valeur ajoutée (et, dans le cas cubain, aux produits alimentaires). Ces termes de l'échange défavorables sont cependant compensés, par d'importantes entrées de devises provenant des exportations de services (plus de 60 000 coopérants à l'étranger, essentiellement dans les secteurs médicaux et de la formation).

##### **II. Les principaux partenaires commerciaux de Cuba**

*La Chine et le Venezuela, qui bénéficient de relations privilégiées et proposent des crédits avec des taux préférentiels, représentent 50% du commerce total des biens de Cuba, et sont également la destination de 49% des exportations de l'île.*

**1) le Venezuela :** Selon les données officielles de l'Office National des Statistiques de Cuba, le Venezuela représentait en 2014 (derniers chiffres disponibles) 40% du commerce extérieur de biens de Cuba, avec un volume d'échange de 7,3 Mds USD. Bien que peu de données soient disponibles, la situation politique et économique actuelle du Venezuela, ainsi que la forte chute des prix du pétrole, ont érodé les avantages préférentiels accordés à Cuba.

**2) la Chine :** Ce pays asiatique est le second récepteur des exportations cubaines (330 MUSD en 2015, soit 8% environ du total), tandis que ses exportations vers Cuba ont connu en 2015 une hausse de 77,4% par rapport à 2014, culminant à 1,89 Md USD à la fin de l'année.

**3) l'Espagne :** premier partenaire commercial européen, l'Espagne a enregistré une forte progression de son commerce bilatéral avec Cuba en 2015 (+13,2%), entraîné par la croissance des exportations espagnoles

<sup>238</sup> Ambassade de France à Cuba, « Cuba : échanges commerciaux et principaux partenaires en 2015 », La Havane, 14 avril 2016 consulté sur [http://www.tresor.economie.gouv.fr/13489\\_cuba-echanges-commerciaux-et-principaux-partenaires-en-2015](http://www.tresor.economie.gouv.fr/13489_cuba-echanges-commerciaux-et-principaux-partenaires-en-2015) le 29 mai à 09h29.

(+38,4% en euros, +16,1% en dollars). Les importations espagnoles ont quant à elles diminué de 5,30% en 2015, tenant compte de la dépréciation d'environ 20% de l'euro face au dollar. En conséquence, l'excédent commercial de l'Espagne s'est accru par rapport à 2014, passant de 770 à 925 M USD.

**4) le Canada :** Discret, le pays nord-américain n'en est pas moins un important partenaire de Cuba. Les échanges commerciaux ont presque atteint le milliard de dollars en 2014 (871 MUSD), avec 386 MUSD d'exportations canadiennes, et 484,7 MUSD d'importations en provenance de Cuba. Cet excédent commercial en faveur de Cuba s'explique principalement par les exportations de minerai de nickel brut cubain vers le Canada, où ils sont transformés. Le volume des échanges commerciaux a cependant peu augmenté en 2015, selon les premières indications.

**5) le Brésil :** Avec 615 MUSD d'échanges de biens, dont 564 MUSD d'exportations brésiliennes et 51 MUSD d'importations, la 1<sup>ère</sup> économie du continent latino-américain bénéficie d'un poids important à Cuba. Son flux commercial s'est révélé stable entre 2014 et 2015 (-0,8%). Les exportations sont principalement composées de produits agro-alimentaires (poulet, riz, produits du soja, maïs, café en grains, environ 65% des exportations) et de machines agricoles (moteurs, tracteurs, outillages, environ 18%).

**6) le Mexique :** Géographiquement proche de Cuba, le Mexique est son 3<sup>ème</sup> partenaire commercial latino-américain. Leurs échanges commerciaux s'élevaient à 412 MUSD à la fin octobre 2015, les exportations mexicaines à 400 MUSD et les importations en provenance de Cuba à 12 MUSD.

**7) les Pays-Bas :** Le volume d'échange entre Cuba et les Pays-Bas s'est élevé à 295 M€ en 2015 contre 227 M€ en 2014, soit une hausse de 30%. Ils ont exporté cette année pour 150 M€ (+40% par rapport à 2014) et importé pour 144 M€ (+20%) de biens en provenance de l'île. Les Pays-Bas ont réussi à rééquilibrer leur relation commerciale avec Cuba, déficitaire depuis plusieurs années (-102 M € en 2011), principalement à cause du transit par les ports hollandais de pétrole et de ciment.

**8) l'Allemagne :** Le commerce bilatéral avec l'Allemagne s'est fortement accru (+31%) en 2015 grâce aux exportations : celles-ci ont bondi de 35% entre 2015 et 2014, passant de 191 M€ à 258 M€. Les importations ont quant à elles peu augmenté, de 7,3% (de 32,6 à 35 M €), de sorte que l'excédent commercial en faveur de l'Allemagne a pu progresser de 40,8% sur l'année.

**9) l'Italie :** 2<sup>ème</sup> partenaire européen de Cuba, l'Italie est un important fournisseur de moteurs électriques, machines industrielles, articles plastiques et instruments médicaux pour Cuba : ses exportations ont crû de 41,4% sur les 10 premiers mois de l'année 2015 par rapport à 2014 (de 184,5 M€ à 260,9M€), du fait de la forte demande cubaine adressée à ses partenaires pour ces produits. Ses importations, dominées par les boissons, les résidus industriels et les produits chimiques de base, sont en légère contraction (-4,7%) ce qui accentue encore l'accroissement du solde commercial.

**10) l'Argentine :** Grand producteur agricole, l'Argentine exporte un volume important (110 MUSD) de céréales à Cuba, de même que du soja destiné au bétail (105 MUSD), des graines (24 MUSD), des légumes et du lait (10 MUSD chacun). En retour l'Argentine importe pour 17 M USD depuis Cuba, dont 11 MUSD de médicaments. Le commerce bilatéral atteignait donc 284 M USD en 2014, en diminution de 9% par rapport à 2013.

**11) l'Algérie :** L'Algérie est essentiellement un fournisseur de pétrole pour Cuba, avec 292 M USD exportés vers l'île en 2014 (pas de chiffres connus pour 2015), et 2,8 M USD de médicaments importés.

**12) la France :** Malgré un accroissement de 12,3% sur le premier semestre, le commerce bilatéral s'est réduit de 4,3% par rapport à 2014, passant de 180 M€ à 172 M€ (187 M USD), et notre excédent commercial s'est détérioré de 9,1%. Ce recul s'explique à la fois par une diminution de nos ventes à Cuba (-6,5% entre 2014 et 2015, entraînée par une réduction de 30% des ventes de produits agricoles qui constituent la moitié de nos exportations) et par un rebond des achats de produits cubains (+8,4% sur la même période).

**13) les Etats-Unis :** Malgré l'existence de l'embargo, les Etats Unis ont exporté pour 175 MUSD de biens agroalimentaires et de médicaments vers Cuba en 2015, articles qui bénéficient des exceptions américaines. Cependant ce volume s'est réduit de 41% par rapport à 2014, du fait de la contraction des ventes de produits agricoles (principalement du poulet congelé et des produits dérivés du soja), et malgré la forte augmentation des ventes de produits pharmaceutiques (+457%) sur la même période. Ces dernières ne représentent encore qu'un volume marginal (4,9 MUSD à la fin 2015) qui ne permet pas de contre balancer la chute du commerce pour les produits agro-alimentaires. A noter qu'à la fin 2015 les différentes mesures d'assouplissements de l'embargo US en matière d'export vers Cuba n'ont pour le moment permis aucune nouvelle vente américaine.

## *Annexe 10 : Ligne du temps des différentes étapes depuis l'annonce du rapprochement*<sup>239</sup>

- ❖ 17 décembre 2014 : le président Obama et le président Castro annoncent simultanément un nouveau chapitre dans les relations entre les Etats-Unis et Cuba.
- ❖ 31 mars 2015 : les Etats-Unis et Cuba tiennent à Washington D.C. la première session de dialogue sur les droits humains dans laquelle les deux gouvernements émettent des opinions.
- ❖ 29 mai 2015 : le secrétaire d'Etat supprime Cuba de la liste des Etats supportant le terrorisme, nouvelle étape vers une relation plus normale et productive.
- ❖ 20 juillet 2015 : l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique est rouverte à la Havane et l'ambassade de Cuba est rouverte à Washington. Les diplomates américains ont plus de liberté et de mouvements à Cuba, incluant la possibilité de voyager à travers l'île et de s'engager plus largement avec le peuple cubain. Les citoyens cubains ont un meilleur accès à l'ambassade américaine. L'ouverture de l'ambassade américaine augmente substantiellement le support des intérêts américains à cubain.
- ❖ 14 août 2015 : le secrétaire d'Etat John Kerry visite Cuba pour la cérémonie de levé de drapeau, dénotant qu'il est plus facile de parler en ayant des relations normales et que les paroles peuvent apporter une plus grande compréhension, même si on ne pense pas la même chose sur tout. Kerry était le premier secrétaire d'Etat américain à visiter Cuba en 70 ans.
- ❖ 11 septembre 2015 : les Etats-Unis et Cuba établissent une commission bilatérale, premier moyen pour avancer une normalisation.
- ❖ 7-8 octobre 2015 : les Etats-Unis et Cuba tiennent un dialogue régulier pour discuter d'une meilleure mise en œuvre des politiques réglementaires américaines envers Cuba.
- ❖ 9 novembre 2015 : les Etats-Unis et Cuba tiennent le premier dialogue bilatéral sur les forces de l'ordre. La discussion se focalise sur une vaste gamme de coopérations dans les forces de police, incluant le contre-terrorisme, la lutte contre les stupéfiants, le crime transnational, la sécurisation des voyages et du commerce et les fugitifs.

---

<sup>239</sup> <https://www.whitehouse.gov/issues/foreign-policy/cuba>

- ❖ 18 novembre 2015 : les gouvernements cubains et américains signent un mémorandum de compréhension et d'établissement de relations coopératives dans le domaine des sciences, de l'intendance et de la gestion des zones maritimes protégées des deux pays.
- ❖ 24 novembre 2015 : les gouvernements cubains et américains signent une déclaration conjointe engageant la coopération entre les deux pays dans toute une série de problèmes environnementaux tels que la protection des zones maritimes et côtières, la réduction du risque de catastrophe naturelle, la prévention et la réponse aux pertes de pétrole dans la mer.
- ❖ 30 novembre 2015 : les gouvernements cubains et américains tiennent des discussions régulières sur les migrations et continuent de mettre en œuvre des accords de migration, qui fournissent une migration prudente, ordonnée et légale de cubains aux Etats-Unis.
- ❖ 1 décembre 2015 : les Etats-Unis et Cuba tiennent leur second dialogue de lutte contre les stupéfiants. Via ce dialogue, les deux gouvernements cherchent à augmenter la coopération pour la lutte contre les stupéfiants et l'échange d'informations.
- ❖ 8 décembre 2015 : les gouvernements cubains et américains tiennent leur premier dialogue sur les revendications, une première étape d'un processus complexe. Le gouvernement américain est déterminé à résoudre les revendications américaines contre le gouvernement cubain.
- ❖ 10 décembre 2015 : les gouvernements cubains et américains finalisent les détails du programme pilote pour le transport direct de courrier et pour commencer la mise en œuvre dans un avenir proche.
- ❖ 17 décembre 2015 : le président Obama marque le premier anniversaire du nouveau chapitre des relations avec Cuba. Il note que les deux Etats avancent des intérêts partagés et travaillent ensemble sur des problèmes complexes qui sont restés trop longtemps « definedand dividedus ». Pendant ce temps, les Etats-Unis sont dans une position plus forte pour attirer les peuples et les gouvernements de l'hémisphère américain.
- ❖ 11 janvier 2016 : l'ambassadeur chargée de surveiller et de combattre le trafic de personnes Susan Coppedge a rencontré les officiels du gouvernement cubain et d'autres pour discuter des efforts du pays dans le redressement du trafic d'êtres humains.

- ❖ 16 février 2016 : un arrangement bilatéral pour restaurer les services aériens réguliers a été signé par les Etats-Unis et Cuba via la secrétaire des transports Foxx et l'assistant du département d'Etat ; le secrétaire pour les affaires économiques et le business Charles Rivkin, les services réguliers devraient commencer plus tard cette année.
  
- ❖ 17-18 février 2016 : les gouvernements cubains et américains tiennent leur second dialogue régulier portant sur une mise en œuvre plus effective des politiques américains régulières envers Cuba.
  
- ❖ 16 mars 2016 : premiers vols directs de courrier entre les Etats-Unis et Cuba pour la première fois en 50 ans.

**Table 12.7:**  
**Cost of the Blockade on Cuba for US Companies**  
**(in Cuban pesos)**

Product	Losses Incurred by US Companies in 1985	Losses Incurred by US Companies over 25 Years
Chemicals	86,450,000	2,264,660,000
Herbicides and pesticides	61,258,850	415,789,000
Grain	100,000,000	2,452,588,000
Rice	37,063,000	562,784,000
Iron and steel	12,000,000	1,625,002,000
Medicines and medical equipment	180,000,000	n/a
Textiles	88,212,000	1,121,236,000
Transport	335,096,000	3,004,994,000

*Source: Jones and Rich (1998).*

**Table 12.6:**  
**Economic Effects on Cuba of the US Blockade**

Income Not Received for Exports and Services	million US\$
Sugar	5,618.1
Tobacco	252.5
Fishing	35.0
Rayon Products	31.3
Tourism	14,464.9
Aviation	1,237.0
Communications	3,834.0
<b>Total*</b>	<b>25,472.8</b>
<b>Losses Due to Geographic Relocation of Trade</b>	
Increase in transport costs	6,162.5
Loss of produce due to storage conditions	5,200.2
Extraordinary expenditure on port installations and warehouses as well as handling and distribution costs	2,896.3
Increase in prices and costs of buying from other markets	525.0
Increase in costs of marketing exports to other markets	270.1
<b>Total</b>	<b>15,054.1</b>

<sup>240</sup> BULMER-THOMAS, V. et DUNKERLEY, J., (1999), Op.cit., pp.261-264.

**Table 12.6: (cont.)**  
**Economic Effects on Cuba of the US Blockade**

<b>Reported Effects on Production and Services</b>	<b>million US\$</b>
Sugar	279.0
Nickel	190.2
Industrial gases	8.8
Fertilisers	50.6
Rayon	12.1
Electricity	122.0
Rail and road transport	101.2
Fishing	74.4
Petroleum derivatives	16.0
Aviation	34.8
Communications	18.3
Expected fall in equipment	1,600.0
Reconditioning of factories and workshops	257.3
Technological blockade	6,170.0
<b>Total</b>	<b>8,934.7</b>
<b>Effects on the Population</b>	
Replacement of electrical appliances	374.0
Services to the population	1,110.9
<b>Total</b>	<b>1,484.9</b>
<b>Effects on Sport and Culture</b>	<b>61.4</b>
<b>Monetary and Financial Effects</b>	
No access to dollars and impact of exchange rate variations on foreign trade and foreign debt	2,603.8
Frozen accounts in US banks	109.1
Obstacles to securing financing	464.4
Impossibility of renegotiating foreign debt	3,302.7
<b>Total</b>	<b>6,480.0</b>
<b>Incitement to Emigration and 'Brain Drain'</b>	<b>2,070.7</b>
<b>Total Effects of US Blockade</b>	<b>59,558.6</b>

*\* Only those exports and incomes that could not be relocated to other markets are included.*

*Source: Instituto Nacional de Investigaciones Económicas, 1996.*